

Université de Montréal

**L'incorporation des normes internationales de droits
humains dans la législation bolivienne :
lorsque les mouvements d'enfants et d'adolescents
travailleurs s'en mêlent.**

par Laëtitia Amiot

Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maîtrise *es* sciences (M.Sc)
en Science politique

Avril 2019

© Laëtitia Amiot, 2019

Résumé

Après avoir ratifié un traité de droits humains, les États sont tenus d'incorporer les normes internationales dans leur législation interne. Pourquoi alors certains États décident de ne pas intégrer ces normes dans leurs lois ? Pour répondre à cette question, je suggère qu'il faut analyser comment la politique interne influence l'incorporation des traités. J'ai recours au cas de non-alignement entre la législation bolivienne et la convention no. 138 de l'OIT. Ce cas met en évidence trois points. Premièrement, la société civile englobe une multitude de mouvements qui ne favorisent pas toujours l'incorporation du droit international à l'échelle nationale. Deuxièmement, le gouvernement doit parfois changer son comportement en fonction des tensions qui se créent au sein de la société civile organisée entre les partisans et les opposants à l'incorporation de ces normes. Troisièmement, lorsque les groupes opposés à leur incorporation sont puissants et ont plus d'influence que les groupes qui y sont favorables, ils peuvent entraver l'intégration des conventions dans la législation interne. C'est important, car peu de chercheurs ont examiné ces groupes de la société civile opposés à l'incorporation d'un traité. Cette étude empirique révèle comment ils influencent l'alignement des politiques internes sur les normes internationales après la ratification d'un traité.

Mots-clés : Bolivie, droits de l'enfant, rapports État/société civile, réformes politiques, mouvements d'enfants et d'adolescents travailleurs, Conformité aux normes, OIT, travail infantile, Amérique Latine, normes internationales.

Abstract

After ratifying a human rights treaty, states are required to incorporate the treaty's standards into their domestic legislation. Why then some states decide not to incorporate these standards into their laws? For answer, I suggest that it is necessary to analyze how domestic politics affects treaty incorporation. I use the case of non-alignment between the Bolivian legislation and the ILO C138 convention. This case highlights three points. First, civil society encompasses a multitude of organizations that are not always in favor of treaty incorporation. Second, the government sometimes has to adapt his behavior face competing pressures from rival domestic groups in favor of and against treaty incorporation. Third, when groups that oppose incorporation are strong and more influential than groups in favor of incorporation, they can hinder the incorporation of conventions into domestic legislation. This is important because, until now, only few scholars have examined these groups disagree about the incorporation of a treaty. This empirical study reveals how the civil society organizations influence the alignment of national policies to international standards after the ratification of a treaty.

Keywords: Bolivia, Children's rights, State/civil society dynamic, political reforms, working children's movements, Norm compliance, Child Labor, ILO, Latin America, International Norms.

Table des matières

Résumé	i
Abstract	ii
Liste des tableaux	v
Liste des encadrés	v
Liste des figures	v
Liste des graphiques	v
Liste des sigles et des abréviations	vi
Remerciements	ix
Introduction générale	1
1. Mise en contexte	1
2. Structure du mémoire	7
Chapitre 1. L'incorporation de la norme en droit national	9
1.1 Présentation	9
1.2. L'étude des normes et de leurs pouvoirs.....	10
1.2.1. Les normes internationales chez les réalistes	12
1.2.2. Les normes internationales chez les libéraux.....	14
1.2.3. L'émergence constructiviste : une autre vision des normes internationales.....	16
1.3. Le phénomène de (non —) conformité aux normes internationales.....	24
1.4. L'étude des acteurs et de leur comportement.....	27
1.5. Approche méthodologique : le process-tracing au service de l'étude	29
1.5.1. L'accès aux données	31
1.5.2. La mesure des variables qualitatives	33
1.5.3. L'interprétation des mécanismes causaux	34
1.6. Conclusion	36
Chapitre 2. Introduction du cas bolivien	39
2.1. Présentation	39

2.2.	La Bolivie : un État qui aligne sa politique interne et sa conception de l'enfance sur les normes internationales de droits humains ?	40
2.3.	Sur le terrain : De la non-application effective des lois à la déviance de la Bolivie au phénomène de conformité.....	44
2.4.	Le nouveau Code : un exemple de conformité déviante aux normes.....	50
2.5.	Comment expliquer qu'un État ne respecte pas (ou plus) ses engagements internationaux ?	53
Chapitre 3 : De la conformité à la déviance : une société civile influente ?		56
3.1.	Présentation	56
3.2.	Une société civile organisée aux intérêts très hétérogènes.....	57
3.2.1.	Des organisations de la société civile soutenues par la communauté internationale.....	58
3.2.2.	... face à des organisations de la société civile qui s'opposent à l'incorporation de normes de droits humains diffusées par les institutions internationales.	59
3.2.3.	La position des dirigeants politiques dans ce débat.....	61
3.3.	Le cas de l'Unatsbo	63
3.3.1.	L'Unatsbo : un mouvement social incontournable	64
3.3.2.	L'Unatsbo et le processus de socialisation aux normes locales	67
3.3.3.	Un environnement national favorable à la déviance de la Bolivie.....	76
Chapitre final.....		80
Bibliographie		i

Liste des tableaux

Tableau 1. Liste des présidents de Bolivie en exercice de 1985 à 2006	40
Tableau 2. Exemple de conventions et protocoles ratifiés sur la scène internationale par la Bolivie en vue de protéger les enfants sur son territoire	41
Tableau 3. Pourcentage du nombre d'enfants travailleurs par classe d'âge [7-14 ans]	45
Tableau 4. Aperçu du travail des enfants par secteur et par type d'activité.....	46
Tableau 5. Réponses de la Bolivie aux observations et recommandations du Comité concernant le troisième rapport de la Bolivie sur la période 2003-2007 (extrait).....	49
Tableau 6. Lois et normes relatives aux droits de l'enfant	51
Tableau 7. Organisations locales regroupées au sein de l'Unatsbo lors du processus d'élaboration du nouveau Code.....	63

Liste des encadrés

Encadré 1. Le cycle de vie d'une norme.....	18
Encadré 2. Les trois défis majeurs à l'accès aux données selon Pierre Mayaux.....	31
Encadré 3. Extrait du Manifeste de l'Unatsbo du 10 juin 2013.....	69

Liste des figures

Figure 1. Modèle conceptuel du « boomerang des normes »	19
Figure 2. Modèle de la spirale des droits humains développé par Risse, Ropp et Sikkink (1999)	21
Figure 3. Modèle conceptuel des pressions concurrentes auxquelles sont confrontés les États lors du processus d'incorporation des normes internationales de droits humains dans la législation nationale	38
Figure 4. Le travail infantile par secteur en Bolivie 2013.....	47
Figure 5. Modèle conceptuel des pressions concurrentes auxquelles sont confrontés les États lors du processus d'incorporation des normes internationales de droits humains dans la législation nationale	82

Liste des graphiques

Graphique 1. Moyenne du nombre d'heures de travail des enfants de 7 à 14 ans exerçant en Bolivie une activité économique en parallèle à leur scolarité	46
--	----

Liste des sigles et des abréviations

FMI	:	Fonds monétaire international
MOLACNAT	:	Mouvement des enfants et adolescents travailleurs latino-américains
MST	:	Mouvement social transnational
NATs	:	Union des enfants et des adolescents travailleurs de Bolivie
OI	:	Organisation internationale
OING	:	Organisation internationale non gouvernementale
ONG	:	Organisation non gouvernementale
Unatsbo	:	Union des enfants et des adolescents travailleurs de Bolivie

*« Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale »
Convention internationale relative aux droits de l'enfant, 1989, article 3*

À toutes ces petites mains qui luttent au quotidien dans les rues escarpées de Bolivie,

*À tous les membres de ma famille, petits et grands ;
À la mémoire de mon parrain, Lionel Amiot.*

Remerciements

Et voilà, nous y sommes ! Quelle aventure extraordinaire...

C'est en 2012 que j'ai découvert l'existence de l'Union des enfants et des adolescents travailleurs boliviens alors que je posais les pieds Bolivie en vue d'y effectuer un échange interculturel d'une année. Depuis lors, ma réflexion sur les droits des enfants travailleurs a évolué lentement, nourrie par les réflexions inspirantes de tous ceux qui ont guidé mon cheminement intellectuel. Je pense notamment à mes échanges sur le sujet avec le vice-président bolivien Álvaro García Linera lors de sa venue à Montréal dans le cadre du Forum Social mondial de 2014. J'ai aussi en tête des discussions étonnantes partagées avec certains membres de l'Unatsbo lors de balades dans le centre-ville de Santa Cruz de la Sierra. Je les remercie d'avoir pris le temps de m'expliquer leur point de vue : ces échanges représentent les racines de cette étude.

Ce projet de mémoire n'aurait jamais vu le jour sans la riche collaboration de différentes personnes qui m'ont épaulé en chemin et sur lesquelles j'ai pu compter tout au long de sa réalisation. Je tiens aujourd'hui à les remercier personnellement.

En premier lieu j'adresse mes remerciements à ma directrice de recherche Françoise Montambeault. Vos conseils, vos relectures et votre expertise ont été inestimables, car ils m'ont permis d'explorer de nouvelles pistes de réflexion et de mieux structurer mon analyse. Je vous suis reconnaissante d'avoir cru en moi et en ce projet de mémoire qui a fini par porter ses fruits.

Je souhaite remercier Mme Nora Nagels et M. Dominique Caouette pour l'honneur qu'ils me font d'être les deux membres du jury de ce mémoire.

Je remercie aussi l'Université de Montréal et notamment les départements de science politique et de droit qui m'ont permis de m'épanouir tant sur le plan social qu'intellectuel. Quelle aventure depuis mon admission en Baccalauréat en Études internationales ! Je garde pour toujours de merveilleux souvenirs de mes années à l'UdeM. Professeur. e. s, collègues et ami. e. s : un grand merci à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, m'ont soutenu et m'ont encouragé à me surpasser. Vous avez rendu bien plus agréables mon parcours universitaire et plus largement mon expatriation à Montréal.

Sur une note plus personnelle, je lance un immense merci à mes proches de Montréal, d'Europe et d'ailleurs qui remplissent ma vie de bonheur.

Un merci spécial à ma mère, Florence, pour m'avoir soutenu dans chacune de mes décisions. Je te suis infiniment reconnaissante de m'avoir donné la possibilité de réaliser chacun de mes rêves, même les plus fous ! Merci d'avoir toujours répondu présente. Merci également à mon père, Frédéric de m'avoir transmis cette curiosité sur le monde qui nous entoure. Si nos

échanges commencent souvent par « tu ne vas pas être d'accord avec moi, mais... » nos discussions ont sans nul doute joué un rôle déterminant dans ma volonté d'étudier la science politique. Merci infiniment à tous les deux : si j'en suis là aujourd'hui, c'est essentiellement grâce à votre soutien — qu'il ait été financier, affectif ou logistique — et à l'éducation que vous m'avez transmise.

Loin des yeux, mais jamais loin du cœur, je pense aussi à vous, Charlotte, Samuel, Pierre-Louis, Baptiste et Inès. Ne pas pouvoir être présente à vos côtés lors des étapes importantes de vos vies d'enfants et de jeunes adultes fut l'une des plus grandes difficultés de ce processus d'expatriation à l'étranger. Petites sœurs, petits frères : Je vous aime.

Je tiens également à témoigner toute ma reconnaissance à mes grands-parents pour leur amour et leur soutien inconditionnel. Je suis chanceuse de vous avoir comme modèles.

Enfin, je ne peux passer vos noms sous silence : Meggane, Emilie et Tommy. Vous m'avez largement démontré au cours des dernières années que je peux compter sur vous. Votre soutien est un cadeau infiniment précieux. Du fond du cœur, MERCI !

Pour finir, notons que je n'envisage pas l'achèvement de ce mémoire de maîtrise comme une finalité en soi. Je considère plutôt cette étape comme le début d'une nouvelle aventure qu'il me tarde de commencer.

Laëtitia Amiot

Introduction générale

1. Mise en contexte

Historiquement, bien que le travail infantile représente un phénomène tangible depuis l'Antiquité, l'expression « travail des enfants » ne pouvait faire sens jusqu'au XIX^{ème} siècle. En effet, il était considéré comme étant normal que les enfants participent, comme tout individu appartenant à la collectivité, aux activités économiques (Ariès 1960 ; Qvortrup 2001 ; Bonnet et Schlemmer 2009, 12). Il faudra attendre la fin du XIX^e siècle et la création de l'organisation internationale du Travail (OIT) en 1919 pour que la question du travail des mineurs devienne une préoccupation mondiale. Influencée par la conception protectionniste de l'enfance qui prévaut depuis le XIX^e siècle en Europe, l'OIT va tendre à adopter des résolutions dans lesquelles elle exprime son ambition de combattre le travail infantile. Considérant le travail comme une activité qui compromet ou est susceptible de compromettre au développement — physique, moral, spirituel et social — de l'enfant, cette organisation sera à l'initiative des premières normes internationales fixant des âges minimums d'accès à l'emploi et au travail. (Fyfe, Genève 2008, 5)

Cependant, cette institution a au départ fait une abstraction totale de la situation des enfants travailleurs présents au sein des sociétés sous le joug des colonisateurs. Si cette institution s'est vue assigner parmi ses principes fondateurs « l'abolition du travail des enfants », initialement ce principe ne constituait pas tant un programme d'action destiné à étendre universellement aux États colonisés les droits de l'enfant face au travail. Par la suite, lorsque ces États vont finalement obtenir leur indépendance, la question du travail infantile dans ces pays va d'abord être évaluée par l'OIT comme étant une exception. Cette institution internationale estima que ce phénomène se résorberait progressivement lorsque la scolarisation obligatoire s'imposerait dans ces États nouvellement décolonisés, comme ce fut le cas dans les pays du Nord lors de la révolution industrielle. Cette croyance va finalement être remise en question lorsque les conséquences sociales directes ou indirectes des mesures draconiennes imposées aux États du Sud par les plans d'ajustement structurel du Fond monétaire international

(FMI) dans les années 1980 vont être prises en considération. La dégradation de la condition de vie des enfants dans la majorité des pays du Sud va imposer dans les débats la question du travail des enfants dans les pays en développement comme étant un enjeu majeur de notre époque (Bonnet et Schlemmer 2009).

Concernant la législation internationale, la première convention régissant le travail des enfants dans le monde est entrée en vigueur en 1976. Il s'agit de la Convention no. 138 sur l'âge minimum d'admission à l'emploi. D'une manière pragmatique, l'OIT se base dans cet instrument juridique sur le critère de l'âge biologique — l'un des moins manipulables¹ —, pour déterminer l'âge minimum d'admission général à l'emploi. Au côté du critère de l'âge biologique couramment utilisé, l'OIT joint dans l'article 2 de la Convention 138 le niveau de développement économique du pays où travaille l'enfant comme nouveau critère. Cette convention prévoit ainsi que les États membres « dont l'économie et les institutions scolaires ne sont pas suffisamment développées » puissent temporairement spécifier un âge minimum requis de quatorze ans plutôt que les quinze ans requis pour les autres États-parties. Mais de nombreux États pourtant très touchés par le travail infantile ne ratifiant pas dans un premier temps cette convention, celle-ci ne va connaître un succès que très modéré lors de son entrée en vigueur (Seccaud 2011, 132). En fait, c'est seulement à partir des années 1980-1990 que les ratifications vont progressivement s'accélérer et que va s'opérer un réel changement avec la véritable émergence du mouvement mondial contemporain contre le travail infantile (Fyfe, Genève 2008, p.5). L'OIT, qui n'était jusqu'alors dotée d'aucun programme d'action destiné à étendre universellement aux États en développement issus de la colonisation les droits de l'enfant face au travail va s'imposer comme chef de file contre le travail infantile. (Bonnet et Schlemmer 2009, 13) En 1998, l'élimination effective du travail infantile devient l'un des quatre principes et droits fondamentaux de l'OIT.² L'année suivante, la convention no. 182 de l'OIT

¹ On pense ici notamment à des critères physiologiques et psychologiques de développement qui sont généralement plus manipulables

² Adoptée en 1998, la déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail oblige les États-membres à respecter et à promouvoir les principes et les droits classés selon 4 catégories (la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective, l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire, l'abolition effective du travail des enfants, l'élimination de la

portant spécifiquement sur l'élimination des pires formes de travail infantile a été largement ratifiée³. Pour Fontana et Grugel (2017), si la convention no. 182 se réfère spécifiquement et exclusivement aux pires formes de travail infantile, elle reste étroitement liée à l'objectif ultime poursuivi par l'OIT : l'élimination de toutes les formes de travail infantile. Plus récemment, l'objectif 8.7 des objectifs mondiaux adoptés par les États membres des Nations Unies en 2015, vise spécifiquement à mettre fin à toutes les formes de travail forcé, d'esclavage moderne et de travail des enfants en vue. De cette manière, cette institution souhaite « reléguer le travail des enfants aux oubliettes de l'histoire » d'ici 2025⁴. En somme, nous remarquons ici que les grandes institutions internationales continuent d'entretenir de nos jours l'idée selon laquelle l'interdiction du travail infantile représente la norme dominante à suivre.

Au sein du continent latino-américain, les normes internationales relatives à la protection de l'enfance vont s'imposer comme point de référence à partir de la fin des années 1990. L'arrivée dans la région des gouvernements de gauche⁵ au début des années 2000 va accélérer ce phénomène. Par le biais de la ratification à de nombreuses normes internationales de droits humains, ces États vont à cette époque chercher à abjurer le lourd bilan des années autoritaires qui marqua la région. Ainsi, tel que dans le reste du monde, l'introduction du critère de l'âge légal en limite pour protéger les plus jeunes du travail va faire l'objet d'un large consensus dans la région. Au même titre que ses voisins, le gouvernement bolivien va dans ce contexte montrer sa volonté de protéger les enfants du travail infantile en ratifiant notamment sur la scène internationale la convention no. 138 de l'OIT sur l'âge minimum en 1997. À l'échelle nationale,

discrimination en matière d'emploi et de profession), qu'ils aient ou non ratifié les conventions correspondantes.

³ Voir rapport « Intensifier la lutte contre le travail des enfants ; Édition partielle. Rapport du Directeur général, Conférence internationale du Travail, 99e session, 2010 » celui-ci montre que si la réduction du travail des enfants se poursuivait, son rythme s'était alors ralenti de manière conséquente. Contrastant avec les tendances positives figurant dans la précédente étude réalisée en 2006, le rapport de 2010 avertit que si aucune action décisive n'est entreprise, l'objectif d'élimination des pires formes de travail des enfants d'ici à 2016 ne pourrait pas être honoré.

⁴ L'OIT a fait cette déclaration dans un rapport publié à l'occasion de la IVe Conférence mondiale sur l'élimination durable du travail des enfants organisée à Buenos Aires du 14 au 16 novembre 2017. Sources : OIT, Genève 2017.

⁵ Sur le virage à gauche de l'Amérique latine, lire Dabène, Olivier. 2012. « La gauche en Amérique latine, 1998-2012 », Presses de Sciences Po.

la Bolivie va également prendre des mesures à la fin du XXe siècle en vue de faire concorder ses lois internes avec ses engagements internationaux en matière de protection de l'enfance face au travail. Ainsi, la Bolivie va démontrer par sa ratification aux normes internationales sa volonté de se conformer aux pratiques et normes institutionnelles provenant des grandes institutions internationales⁶.

Cette assertion entre en conflit avec la décision du gouvernement d'Evo Morales d'élargir à l'échelle de la Bolivie les conditions d'accès à l'emploi et au travail dans son nouveau Code de l'enfance et de l'adolescence (nouveau Code ou loi 548). Légiféré en juillet 2014, les législateurs boliviens y proposent une vision, inédite jusqu'alors sur la scène internationale, selon laquelle le travail infantile ne doit pas de prime abord être considéré comme étant nuisible pour le développement de l'enfant. Faisant fi de ses obligations prises précédemment sur la scène internationale et de la normativité du droit international, le gouvernement d'Evo Morales s'éloigne ainsi du paradigme abolitionniste. Plutôt, il considère désormais dans sa législation interne que, s'il est bien encadré, le travail infantile représente un outil efficace pour rehausser le niveau de vie de l'enfant qui travaille ; favoriser sa socialisation au sein de son environnement ; mais aussi pour contribuer à son développement par le biais de l'apprentissage de l'autonomie et de la formation qu'il acquiert sur le terrain.

Le cas bolivien se révèle ici original : en élargissant les conditions d'accès des enfants à l'emploi et au travail, cet État valorise le travail infantile. Ce faisant, il va à l'encontre de ses engagements internationaux en matière de protection de l'enfance face au travail.

Cette déviance de la Bolivie au processus de conformité aux normes internationales m'amène à vouloir comprendre *pourquoi certains États ratifient des traités internationaux, mais*

⁶ Toutefois, il convient d'avoir conscience que les pratiques nationales relatives à la protection de l'enfant demeuraient alors souvent en contradiction avec la législation bolivienne et les engagements pris par cet État sur la scène internationale. Voir la partie 2.3 de ce mémoire : **Sur le terrain : De la non-application effective des lois à la déviance de la Bolivie au phénomène de conformité**

décident finalement de ne pas intégrer pleinement les normes de ces traités dans leur législation interne ?

Ce cas d'étude me permettra d'illustrer l'importance de prendre en compte l'influence des groupes de la société civile interne. Qu'ils fassent pression sur leur gouvernement en faveur, ou contre, l'incorporation des normes internationales de droits humains dans la législation interne, je montrerai qu'ils sont susceptibles de jouer un rôle déterminant.

Ce mémoire de recherche sera l'occasion de porter notre regard sur le rôle joué par les mouvements organisés d'enfants et d'adolescents (NATs) boliviens qui, contre toute attente, constituent les opposants principaux aux mesures visant à interdire le travail des enfants. En fait, dès l'annonce d'un processus de réforme du Code bolivien de l'enfance et de l'adolescence en 2011 ces acteurs vont largement condamner la vision abolitionniste du travail infantile. Ils vont mener différentes actions pour que soient élargies la reconnaissance et la protection des droits aux enfants travailleurs en dessous de l'âge minimal de 14 ans de manière à ce que cela fasse plus de cohérence avec leur réalité d'enfant travailleur. Dans ce contexte, alors que la version initiale du Code présentée en décembre 2013 prévoyait de maintenir strictement l'âge d'accès à l'emploi à quatorze ans, les enfants que cette loi visait à protéger se sont organisés en tant que principaux opposants. Grâce à la capacité de mobilisation de l'Union des enfants et des adolescents travailleurs boliviens (Unatsbo) — qui est l'une de ces organisations d'enfants et d'adolescents boliviennes parmi d'autres — je démontrerai que le gouvernement bolivien d'Evo Morales va réévaluer son comportement face aux normes internationales de droits humains. La force de persuasion de ce mouvement va amener les décideurs politiques et législatifs à se montrer plus enclins à dévier du phénomène de conformité aux normes internationales et à adopter un comportement plus cohérent avec la réalité et les normes locales. Conséquemment, la Bolivie va décider de faire fit de ses engagements internationaux en offrant la possibilité d'élargir les conditions d'entrée sur le marché du travail à un âge en dessous de l'âge jusqu'alors requis (Leroy 2014). Ainsi, la nouvelle version, qui se veut plus consensuelle et en harmonie avec les besoins singuliers des enfants travailleurs sur le territoire bolivien (Leroy 2014), va finalement stipuler qu'« exceptionnellement, les services de défense de l'enfance pourront autoriser les enfants et adolescents de dix à quatorze ans à travailler à leur compte et les adolescents de douze à quatorze ans à travailler pour une tierce personne, à la condition que

cette activité ne nuise pas à leur droit à l'éducation et qu'elle ne soit pas dangereuse » (Nouveau Code, article 129). Je procèderai à l'écriture de ce mémoire en privilégiant une approche qualitative. En ce sens, ce mémoire s'inscrira dans la lignée des travaux qualitatifs traditionnels sur les normes en droits humains qui se fondent sur des analyses approfondies d'un nombre restreint de cas. Je fais ici essentiellement référence aux études menées par Sikkink, Risse et Ropp (1999) ou encore par Fontana et Grugel (2017).

La méthode qualitative recèle de plusieurs outils méthodologiques pour guider la collecte et le traitement des données ; notamment l'historiographie, l'ethnographie, ou l'analyse de discours. Indépendamment de la méthode, différentes techniques de récolte de données auraient pu se révéler appropriées pour le type de recherche menée dans ce mémoire. Je pense notamment ici à la réalisation d'entretiens semi-dirigés individuels et/ou collectifs. Cette méthode m'aurait permis de me baser sur l'expertise des participants et d'acquérir de nouveaux savoirs et une connaissance généralement difficilement accessible via d'autres sources primaires. Cette technique méthodologique aurait facilité la collecte d'un grand nombre d'informations dans un temps limité. Elle aurait également été intéressante pour confirmer ou infirmer des hypothèses et faire émerger des idées auxquelles je n'aurais peut-être pas pensé. Toutefois, il ne m'a pas été possible pendant mon parcours universitaire d'aller sur le terrain (en Bolivie) pour interroger un échantillon d'acteurs ayant joué un rôle clef dans les processus étudiés. Quatre raisons majeures tendent à l'expliquer. Premièrement, cette recherche a dû être réalisée dans un temps relativement court et avec des ressources financières limitées. Deuxièmement, il aurait été difficile, voire parfois impossible, d'obtenir le consentement d'un parent ou d'un tuteur pour que leur enfant puisse participer à l'entretien à titre d'enfant travailleur membre de l'UNATSBO. Cette difficulté s'explique par le fait que ces enfants travailleurs sont parfois livrés à eux-mêmes et n'ont pour certain plus de liens avec leur famille. Or l'absence de leur témoignage aurait représenté une lacune importante, car ce mémoire repose essentiellement sur l'implication des enfants et adolescents de moins de 18 ans (les membres de l'UNATSBO) dans le processus menant à la déviance de la Bolivie. Troisièmement, ce terrain d'étude m'aurait

amené à interroger des enfants travailleurs s'auto-identifiant à une communauté autochtone.⁷ Ce faisant, cette réalité aurait impliqué une difficulté supplémentaire puisque, comme pour tout projet de recherche conduit auprès des peuples autochtones à travers le monde, j'aurai dû me conformer aux différentes normes spécifiques qui s'appliquent à ce sujet. Enfin, quatrièmement, l'espagnol n'est pas ma langue maternelle et parfois pas non plus celle des participants à l'étude qui parlent au sein de leur foyer une des nombreuses langues indigènes présentes dans cet État pluriethnique. Ainsi, la barrière de la langue aurait probablement pu se poser, au risque de passer à côté d'éléments importants pour l'étude.

Compte tenu de ces défis éthiques et logistiques, il n'a pas été possible dans le cadre de cette maîtrise en science politique de mener l'étude de la manière initialement pensée. Pour pallier à cette absence de « données personnelles », je m'appuierai sur différentes sources issues de la littérature spécialisée ou bien encore d'articles qui mettent en évidence les points de vue des différents acteurs impliqués tout au long du processus vers la conformité déviante de la Bolivie à ses engagements internationaux relatifs à la protection de l'enfance face au travail. J'intégrerai comme outil méthodologique principal le process-tracing, de manière à joindre des sources documentaires primaires (discours, journaux, archives), des documents et des rapports officiels ainsi que de la littérature secondaire, car cet outil se révèle particulièrement intéressant pour analyser l'émergence et l'évolution des processus.

2. Structure du mémoire

Pour comprendre la décision d'un État de dévier de ses engagements internationaux, cette étude suggère qu'il ne faut pas occulter les potentielles divisions au sein de la société civile entre les mouvements d'acteurs qui soutiennent la traduction conventionnelle des droits humains internationaux en droit interne et ceux qui sont contre.

⁷ Pour des raisons économiques et culturelles, les enfants issus de famille autochtone sont en Bolivie les plus amenés à être des enfants travailleurs et donc à participer aux actions menées par les mouvements d'enfants et d'adolescents travailleurs regroupés au sein de l'UNATSO.

Dans un premier chapitre, j'inscrirai cette étude dans la littérature scientifique sur l'incorporation des traités en droit domestique et sur le phénomène de conformité aux normes de droits humains. Je soulignerai l'urgence à dépasser les travaux scientifiques antérieurs qui s'appuient sur le présupposé implicite selon lequel la société civile constitue un groupe homogène qui favorise toujours l'incorporation du droit international à l'échelle nationale pour la compréhension des droits humains. Après avoir démontré les limites de la connaissance scientifique actuelle sur ce sujet, je présenterai le cadre théorique dans lequel s'inscrit cette étude. Dans cette partie, la nécessité d'introduire davantage la politique intérieure comme variable majeure pour analyser le cas empirique bolivien sera au cœur de mon argumentation.

Un second chapitre sera consacré à l'introduction du cas bolivien. D'une part, je retracerai l'adhésion de la Bolivie à la lutte internationale contre le travail infantile. D'autre part, je m'intéresserai à l'émergence des revendications portées par les mouvements d'enfants et d'adolescents travailleurs boliviens pour une légalisation du travail digne de l'enfant et par celles portées par les mouvements antagoniques de la société civile qui soutiennent la traduction conventionnelle des droits internationaux.

Dans un troisième chapitre, je me concentrerai pour commencer sur l'implication de l'Unatsbo dans le processus d'élaboration du nouveau Code. Je mettrai ensuite à l'épreuve mon explication théorique selon laquelle les tensions entre les mouvements antagoniques de la société civile organisée et l'absence d'influence des acteurs de la société civile pro-OIT ont favorisé l'adhésion la Bolivie aux demandes portées par l'Unatsbo.

Enfin, les résultats récoltés dans le chapitre analytique me permettront de conclure ce mémoire en validant, ou non, dans le chapitre final les résultats que je m'attendais initialement à vérifier.

Chapitre 1. L'incorporation de la norme en droit national

1.1 Présentation

L'élimination du travail des enfants tend à s'imposer comme enjeu et objet de réflexion tant pour la politique globale que pour le débat académique. Pourtant, les recherches en science politique sur le sujet sont relativement peu nombreuses. Le concept même de « travail des enfants » repose sur deux termes linguistiques flous et ambigus — l'enfance et le travail —, qui n'admettent aucune définition universelle ni fixe dans le temps et dans l'espace. En effet, il existe un consensus dans la littérature autour de l'idée selon laquelle « chaque époque et chaque société accordent à l'enfance une importance, des sentiments et des attentes différentes »⁸. Cela complexifie l'élaboration d'un concept universel, puisque divers éléments sont uniquement contextuels (le type de travail exercé, la durée du temps de travail, les conditions de travail ou bien encore la relation entre le travail et l'éducation...). (Smolin 2000, 956) Enfin, la difficulté à cerner le concept du « travail des enfants » s'explique par le fait qu'il a rarement été défini sur des bases rigoureuses par les chercheurs en sciences sociales. Il a davantage été politiquement construit dans l'objectif d'être opératoire dans la perspective des politiques à mener (Schlemmer 2005). Généralement, la question du travail infantile a essentiellement été laissée aux économistes qui tendent le plus souvent à corréler le travail des enfants aux économies des ménages ou bien encore à la pauvreté des nations. En fait, la question du travail infantile est également (et surtout) accaparée par les acteurs de terrain et par les décideurs internationaux qui interprètent ce phénomène selon leur propre programme qu'ils tendent de mettre en œuvre.

En prenant en considération ces difficultés, cette étude retiendra la définition suivante : « Le travail des enfants comprend tous les types d'activités économiques (production, services, distribution) effectuées par un enfant (de moins de 18 ans), activités rémunérées ou non, exercées dans un cadre formel ou non formel, réalisées avec ou sans la supervision, la tutelle ou la surveillance d'un adulte, accomplies à l'intérieur du ménage et de la famille ou en dehors, de

⁸ Egle Becchi, Dominique Julia. 1998. Histoire de l'enfance. Tome I : De l'Antiquité au xviie siècle. Tome II : Du xviii^e siècle à nos jours, Seuil, Paris.

façon régulière, saisonnière ou ponctuelle » (définition retenue dans le cas de l'enquête MICS 2000; Piamale 2004, 325-357).

Je brosserai dans ce chapitre le cadre théorique et méthodologique de cette étude. Pour ce faire, je commencerai par m'intéresser aux normes et à leurs pouvoirs avant de porter mon attention sur le comportement des mouvements de la société civile dans les processus de transmission et de respect des normes internationales. Je présenterai ensuite l'approche méthodologique privilégiée dans ce travail, à savoir le process-tracing. Enfin, la discussion menée me permettra de décrire en conclusion les résultats que je m'attends à vérifier en réponse à ma question de recherche.

1.2. L'étude des normes et de leurs pouvoirs

Ma problématique, liée à l'incorporation des normes internationales relatives aux droits de l'enfant face au travail, s'appuie sur les éléments présents dans la définition des « normes » de Finnemore et Sikkink (1998) selon laquelle une norme représente « un standard de comportements appropriés et acceptés par des acteurs à l'identité donnée » (Finnemore et Sikkink 1998, 891). Considérée comme une règle à suivre, la norme se définit généralement en première approche comme un modèle ou une référence ; une « description » (voir une prescription de conduite) du comportement à adopter pour être « conforme ».

De nos jours, la lutte contre le travail infantile constitue une norme dominante qui guide le comportement à adopter pour les acteurs étatiques à l'échelle domestique. Elle est remise en question par une norme locale insufflée par les mouvements de NATs en Bolivie, à savoir *le droit de l'enfant à un travail digne indépendamment d'un critère d'âge*. Dans le champ des droits humains, nous partons généralement du présupposé que les accords et les conventions internationales relatifs à la protection des droits de la personne proviennent d'une noble aspiration : celle d'encourager les États, même les plus récalcitrants, à se comporter à l'échelle domestique de manière à respecter les droits humains sur leur territoire.

On observe depuis plusieurs décennies un foisonnement de normes internationales qui émanent d'organisations non gouvernementales, d'États ou de groupe d'États (tel que l'Union européenne), d'acteurs privés ou bien encore d'institutions internationales à l'instar de l'OIT. Ce développement continu de normes à l'échelle internationale affecte le comportement des États à l'échelle interne : à mesure que le droit international pénètre l'ordre juridique interne, l'État doit tenir compte des normes internationales. Ainsi, si la création de ces normes se fait au niveau international, leur mise en œuvre et leur exécution relèvent ensuite des États souverains qui doivent prendre des dispositions en vue de « se conformer » aux normes internationales. Il leur revient notamment le pouvoir de choisir la manière par laquelle la norme ratifiée sur la scène internationale sera appliquée en droit interne.

Je m'appuie ici sur la distinction suivante entre les normes internationales de droits humains et les normes locales de droits humains :

- Les normes internationales ont un pouvoir structurant ; elles encadrent et contrôlent à chaque moment le comportement des acteurs étatiques en s'imposant sur la scène mondiale comme un cadre de bonne conduite pour les États. La Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) et les conventions fondamentales de l'OIT représentent à ce titre des instruments juridiques majeurs. Ils délimitent en effet le comportement attendu des États sur la scène internationale au sujet de la protection des droits internationaux de l'enfant face au travail ;
- Quant à elles, les normes locales délimitent le comportement des États attendu à l'échelle interne ; elles encadrent et contrôlent le comportement des États en s'imposant sur la scène domestique comme un cadre de bonne conduite pour les acteurs étatiques internes.

Checkel caractérise de congruence culturelle (« cultural match ») une situation « où les prescriptions incarnées par la norme internationale sont convergentes avec les normes locales » (Checkel 1999, 87). *A contrario*, le cas à l'étude se caractérise plutôt par une divergence des normes internationales avec la culture et les valeurs locales diffusées par certains acteurs

d'opposition interne à l'échelle de la Bolivie sur un enjeu transnational précis (la protection de l'enfance face au travail infantile).

La littérature scientifique sur la diffusion et sur la mise en œuvre des normes internationales de droits humains se situe essentiellement dans le champ d'étude des relations internationales. Dans ce corpus, les auteurs se divisent sur la question des normes et de leur pouvoir. On y distingue trois approches majeures : l'approche réaliste, l'approche libérale et l'approche constructiviste. Il s'agira dans cette partie de montrer que chacune de ces approches confère aux normes un rôle et un pouvoir différent avant de poursuivre avec une présentation de la position privilégiée dans ce débat.⁹

1.2.1. Les normes internationales chez les réalistes

Les réalistes proposent une vision du monde dans laquelle l'État-nation est l'acteur majeur des relations internationales depuis qu'existe le système interétatique westphalien.¹⁰ L'État agit en tant qu'acteur rationnel et égoïste de manière à maximiser en priorité l'intérêt national en termes de puissance et de sécurité eu égard aux contraintes du système international. De ce cadre analytique découle l'absence d'autonomie des organisations interétatiques et des entités non étatiques : ces acteurs n'agissent que via l'intermédiaire des États. En ce sens, à l'instar de Kenneth Waltz (1979)¹¹, les réalistes présentent une vision du monde dans laquelle

⁹ D'autres approches auraient pu être discutées dans le cadre de ce mémoire. Par exemple, l'approche néo-gramscienne des relations internationales et son concept d'hégémonie qui prend en considération les rapports de pouvoir nationaux, internationaux et transnationaux aurait pu se révéler pertinente pour analyser notre objet d'étude car celle-ci accorde une place centrale au discours dans le processus de diffusion et de transmission des normes internationales. Toutefois, cette approche ne sera pas au cœur de cette étude car l'idée partagée par les théoriciens néo-gramsciens selon laquelle l'objectif premier de l'État est de maintenir la stabilité de l'ordre international existant en s'assurant que les intérêts de la classe hégémonique- soit de la bourgeoisie qui détient les moyens de production et le pouvoir politique- soient préservés afin d'assurer la stabilité interne ne nous permet pas d'analyser pourquoi le gouvernement de Morales a décidé d'aller à l'encontre des intérêts et des revendications de la classe hégémonique en allant vers une non-conformité aux normes internationales relatives aux droits de l'enfant travailleur tel que demandé par la classe traditionnellement opprimée (cf les NATs). Pour plus d'informations sur l'approche néo-gramscienne, se référer à la littérature publiée par Robert Cox.

¹⁰ Voir Battistella, Dario. *Théories des relations internationales* 5e édition mise à jour 2015, 128

¹¹ Voir Waltz, Kenneth. 1979. *Theory of International Politics*.

vers une non-conformité aux normes internationales relatives aux droits de l'enfant travailleur.

L'État est moins influencé par d'autres acteurs que par sa propre logique de recherche de puissance et de domination. Dans ce cadre, ne conférant pas un pouvoir autonome aux créateurs et transmetteurs de normes internationales (tels qu'aux organisations interétatiques), le pouvoir des normes internationales se trouve conséquemment supplanté par la recherche de puissance et de sécurité des États. Il est donc ici illusoire pour les réalistes de penser que les normes puissent jouer un rôle d'influence significatif sur les acteurs des relations internationales.

Dans le champ des normes en droits humains, on recense néanmoins quelques auteurs se réclamant du réalisme qui admettent que, bien qu'elles ne soient pas autonomes, les normes en droit de la personne se distinguent des autres normes par le fait qu'elles peuvent être dotées d'un certain pouvoir. Pour Michael Freeman (2002), les États adhèrent aux normes en droit de la personne tant que leur mise en application n'implique pas de sacrifice. En effet, invoquant le principe du « moindre sacrifice », cet auteur amène l'idée que dans un État dans lequel la mise en conformité avec les normes internationales des droits de la personne impliquerait un « sacrifice » trop important, il serait irréaliste de penser qu'il pourra s'engager dans le respect des normes.¹²

Christof Heyns et Frans Viljoen (2002) mettent quant à eux en avant l'idée qu'après avoir ratifié des traités internationaux, tous les États partis ne s'engagent pas de la même manière : alors que certains États font le choix de « s'engager » dans le respect des normes en droit de la personne, d'autres États adoptent à l'inverse une approche de « désengagement » face à la norme de droit¹³. Pour Skogly et Gibney (2002), la décision d'un État de s'engager, ou de se désengager, d'une norme en droits de la personne ne serait pas tant dépendante d'une relation horizontale entre l'État et la société internationale, mais davantage d'une relation verticale entre l'État et ses sujets.

¹² Freeman Michael. 2002. Human Rights: An Interdisciplinary Approach, 134

¹³ Heyns Christof et Frans Viljoen. 2002. The Impact of the United Nations Human Rights Treaties on the Domestic Level

De prime abord, il semble que l'approche réaliste puisse être invoquée pour comprendre l'attitude de la Bolivie à l'égard des normes internationales de droits de l'enfant face au travail. Selon ce paradigme l'État bolivien aurait agi en tant qu'acteur rationnel et égoïste de manière à maximiser en priorité l'intérêt national lorsqu'il a fait le choix de ratifier des traités internationaux relatifs aux droits de l'enfant face au travail. Un changement des intérêts sur la scène internationale de la Bolivie pourrait selon ce paradigme expliquer pourquoi la Bolivie a ratifié dans la période antécédente à la présidence de Morales différentes conventions internationales relatives à l'éradication du travail infantile en vue de marquer une rupture avec les normes de droits humains antérieures qui accompagnaient la période autoritaire, mais qu'elle a depuis l'arrivée au pouvoir de Morales choisi de se désengager. Selon ce paradigme un tel comportement s'expliquerait par la volonté de nouveau gouvernement de marquer une rupture avec les modèles étrangers et les influences occidentales dont sont empreintes les normes internationales dominantes. Ainsi, Morales aurait agi rationnellement en fonction de ses intérêts sur la scène internationale. Toutefois, une telle explication ne tient pas compte du fait qu'initialement le gouvernement d'Evo Morales ne souhaitait pas se désengager des normes internationales relatives à l'âge d'admission à l'emploi ; en effet, je montrerai plus loin que c'est uniquement sous la pression des mouvements d'enfants et d'adolescents travailleurs regroupés sous la bannière de l'Untatsbo que le gouvernement bolivien va accepter de se désengager de ses engagements internationaux. Plus largement la théorie réaliste ne permet pas de prendre en considération l'influence des acteurs internes et des normes locales sur les intérêts de l'État à s'engager ou à se désengager face à une norme de droit international.

1.2.2. Les normes internationales chez les libéraux

Pour les libéraux, la norme s'impose comme une forme d'autorité non étatique ; en ce sens, elle devient structurante et est contraignante. Pour Keohane (1984) les normes représenteraient au même titre que les règles et les procédures des éléments constitutifs du régime international. À l'inverse des réalistes, l'école du libéralisme a ainsi l'intuition que les normes sont susceptibles d'influencer le comportement des acteurs gouvernementaux

domestiques et/ou des groupes d'acteurs internationaux. La norme s'impose pour les tenants de ce paradigme comme une forme d'autorité non étatique ; la norme est contraignante et structurante. Axelrod (1984) considère que le développement des institutions internationales et les normes représentent des moyens d'améliorer la coopération entre les entités étatiques malgré l'anarchie du système international. Selon Keohane (1984), la norme représente un élément qui constitue un régime international, au même titre que les règles et les procédures.

À l'instar de Axelrod et Keohane (1985)¹⁴, Hathaway (2002)¹⁵ ou encore Simmons (2009)¹⁶, certains chercheurs s'appuient sur une perspective de choix rationnel pour expliquer les motivations d'un État à accepter de signer, ratifier et de se soumettre à des accords ou traités internationaux de droits de la personne. Moravcsik (1997)¹⁷, Robert Keohane et Joseph Nye¹⁸ font l'hypothèse que la société internationale est composée d'États qui défendent des préférences et des intérêts matériels multiples (et non pas homogènes) à travers des dynamiques horizontales (entre les États et la communauté internationale) et verticales (entre les élites politiques et leurs citoyens. Or, cette explication n'est pas suffisante pour analyser le cas bolivien puisqu'elle ne tient pas compte des dynamiques transnationales entre les acteurs de la société civile, les acteurs étatiques et la communauté internationale. Proche des travaux de Moravcsik, Keohane et Nye, David P. Forsythe (2000) est l'un des principaux auteurs prenant appui sur un postulat libéral pour analyser spécifiquement les normes de droits humains. Il décrit son approche comme étant libérale dans un monde réaliste. Pour cet auteur les normes ont un pouvoir, bien qu'il le modère en insistant sur le fait que les normes internationales dominantes sont le reflet des valeurs et des intérêts des États les plus puissants du système international. Plus largement, dans le champ des droits de la personne, le modèle libéral permet d'illustrer l'apport positif de la création et de la multiplication des organisations et institutions

¹⁴ Axelrod Robert et Robert O. Keohane. *Achieving Cooperation under Anarchy: Strategies and Institutions*. World Politics vol.38, numéro 1. Octobre 1985, 226-254

¹⁵ Hathaway Oona A.. 2002. *Do Human Rights Treaties Make a Difference?* Yale Law School, faculty Scholarship Series. Paper 839.

¹⁶ Simmons Beth A.. 2009. *Mobilizing for Human Rights—International Law in Domestic Politics*. Harvard University, Massachusetts

¹⁷ Moravcsik Andrew 1997. *Taking Preferences Seriously: a liberal theory of international politics*

¹⁸ in Alex Macleod et Dan O'Meara (dir.). 2007. *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*. Outremont : Athéna éditions, 2007.

internationales sur le respect des droits de la personne dans le monde. En effet, selon cette approche la présence d'organisations et d'institutions internationales favorise l'adoption de mécanismes et de règles relatives à la protection des droits de la personne qui tendent à amener les États-parties à coopérer et à améliorer leur pratique relatives aux droits de la personne à l'échelle domestique. Toutefois, l'apport de cette approche est limité. En effet, elle ne permet pas dans le cadre de cette étude d'illustrer le fait que les acteurs de la société civile puissent favoriser ou bloquer l'adoption de mécanismes et de règles internationales relatives à la protection des droits de la personne.

1.2.3. L'émergence constructiviste : une autre vision des normes internationales

L'émergence des récits constructivistes dans le champ des relations internationales a permis de mettre les normes au cœur des préoccupations des chercheurs. Les tenants de ce courant définissent généralement les « normes » comme étant « **un standard de comportement approprié et accepté par des acteurs à l'identité donnée** » (définition initialement proposée par Katzenstein (1996); puis reprise par Finnemore et Sikkink (1998)).¹⁹ Si un des acteurs n'adapte pas son comportement ou son positionnement de manière à se conformer à la norme, cela peut engendrer des conséquences de différentes natures, telles qu'une perte de crédibilité, d'influence ou bien encore le rejet de ses pairs. Pour Martha Finnemore, les normes permettent ainsi aux États de comprendre quel est le juste comportement à adopter (Finnemore 1996, 11).

Alors que les théories réalistes des relations internationales considèrent les normes uniquement sous l'angle rationnel [les États souscrivent à des normes internationales uniquement dans l'objectif de satisfaire leurs intérêts égoïstes] — les constructivistes vont souligner « le rôle indépendant que jouent les normes et les acteurs non gouvernementaux dans l'évolution des politiques nationales et internationales » (Badie 2002,12). L'approche

¹⁹ Finnemore, Marta et Kathryn Sikkink. 1998. "International norm dynamics and political change", *International Organization*, 52 (4) pp. 887–917.

constructiviste partage avec l'école du libéralisme l'intuition que les normes internationales possèdent un pouvoir. Cependant, l'approche constructiviste va plus loin que l'approche libérale en reconnaissant que les normes disposent d'un pouvoir constitutif des identités et des intérêts des États. En fait, les normes deviennent chez les constructivistes des références majeures pour les États ; les normes internationales véhiculées par les acteurs du système international permettent aux États de cerner quel comportement est le plus approprié à l'échelle domestique ; c'est pourquoi cette approche préconise l'adoption d'une perspective de long terme pour cerner la manière dont les normes de droits humains transcendent les contextes politiques et culturels nationaux. Elle se révèle aussi efficace pour voir comment ces normes contribuent à des changements de politiques nationales en influençant la formation de l'identité des différents acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux. Pour les partisans de cette approche, l'adhésion pleine et entière des pays à ces normes de droits humains n'est qu'une question de temps. La variation actuelle dans le degré d'adhésion et de respect à ces normes entre les différents États est essentiellement due selon les constructivistes aux fenêtres d'opportunité qui se créent et à l'évolution des contextes nationaux et internationaux. Ainsi, il convient selon eux simplement de laisser du temps pour que ces normes internationales de respect des droits humains transcendent l'ensemble des contextes politiques et culturels nationaux (Bethoux 2012).

Pour Schmitz et Sikkink (2002), les normes internationales ont la capacité d'avoir une influence sur le comportement des acteurs de la communauté internationale et ce, bien qu'ils reconnaissent que dans le domaine des droits humains, les normes internationales sont créées par les acteurs politiques impliqués dans la promotion de celles-ci. Les travaux de Martha Finnemore et Kathryn Sikkink vont permettre de faire la lumière sur le cycle de vie d'une norme, de son émergence à sa diffusion, sa traduction et sa mise en œuvre dans les contextes nationaux. Ils expliquent le processus de transmission normatif de la norme de son émergence, sous la pression de la société civile, jusqu'à son acceptation générale et accélérée par une masse critique d'États qui l'adoptent. Ces auteurs parlent à ce stade du « tipping point » (étape de « la cascade des normes ») qui enclenche alors une dynamique de socialisation internationale des États. Dès lors, un nombre considérable de pays se conforment à la norme en question, sans que la pression interne demeure un prérequis nécessaire [étape de l'internalisation des normes). Décrivant ce

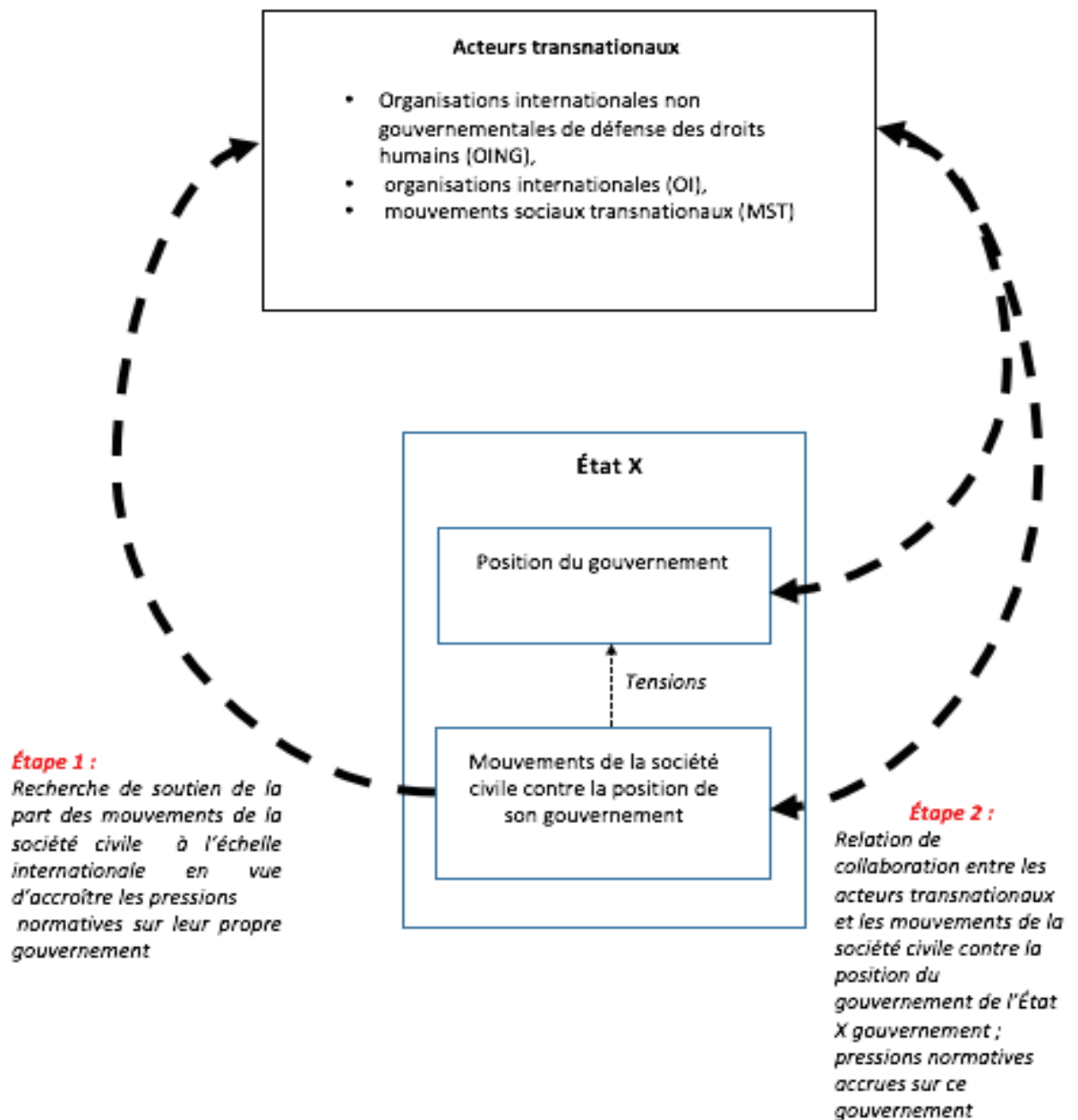
processus de diffusion des normes vers une internalisation de celles-ci par les différents acteurs nationaux et internationaux impliqués, Finnemore et Sikkink introduisent ici le modèle de la « cascade des normes » (1998). (cf encadré 1)

Encadré 1. Le cycle de vie d'une norme

Émergence de la norme	« Cascade des normes »	Internationalisation
Étape 1	Étape 2	Étape 3

En 1998 également, Margaret Keck et Kathryn Sikkink introduisent le modèle du « boomerang des normes. Grâce à celui-ci, elles expliquent le parcours de transmission des normes des droits humains et l'influence des réseaux transnationaux de la société civile dans la mise en œuvre de ces normes dans plusieurs États a priori récalcitrants. Ce modèle montre que lorsque les organisations de la société civile d'un territoire donné ne parviennent pas à convaincre l'État national d'accepter et de respecter la norme des droits humains à l'échelle domestique, les acteurs de la sphère domestique ont tendance à contourner leur gouvernement. Ils vont en fait aller chercher du soutien à l'échelle internationale en vue d'accroître les pressions normatives sur leur propre gouvernement. Pour ces auteures, ce soutien se concrétise généralement à travers une collaboration avec des acteurs transnationaux, tels que des organisations internationales non gouvernementales (ONGI), des organisations internationales (OI), ou bien encore des mouvements sociaux transnationaux (MST) (Keck et Sikkink 1998).

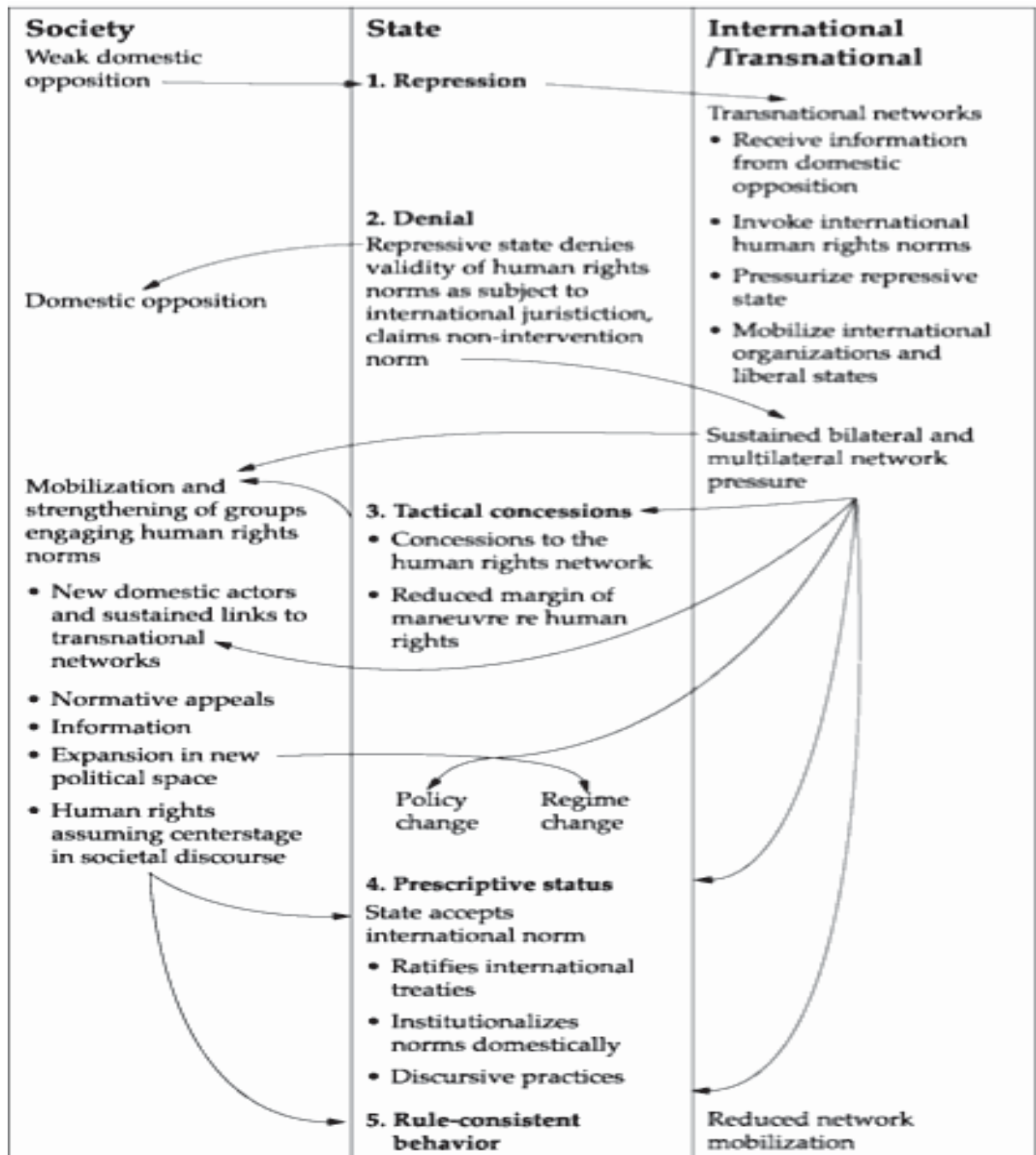
Figure 1. Modèle conceptuel du « boomerang des normes »



Sources: figure inspirée du modèle conceptuel du «boomerang des normes» proposé par Thomas Risse-Kappen et Kathryn Sikkink, «The socialization of international human Rights norms into domestic practices: introduction», in Thomas Risse, Stephen C. Ropp et Kathryn Sikkink, *The power of human rights*. International norms and domestic change, Cambridge University Press, mai 1999, pp. 1–37.

Enfin, un an plus tard, le modèle de la cascade et celui du boomerang vont directement inspirer le modèle de la spirale des droits humains développé par Thomas Risse-Kappen, Stephen C. Ropp et Kathryn Sikkink (1999). Dans celui-ci, une nouvelle hypothèse est ajoutée aux hypothèses véhiculées par les précédents modèles : les pressions normatives exercées par les acteurs domestiques et transnationaux qui portent les normes contribuent à faire progresser l'État sur le plan des droits de la personne. Concrètement, le modèle de la spirale ajoute l'intuition théorique suivante : En collaborant avec des acteurs transnationaux, les acteurs nationaux contournent leur gouvernement et contribuent à faire progresser leur État sur le plan des droits de la personne à travers cinq stades : 1) la répression ; 2) le déni ; 3) les concessions tactiques ; 4) le statut prescriptif ; 5) le comportement cohérent au discours.

Figure 2. Modèle de la spirale des droits humains développé par Risse, Ropp et Sikkink (1999)



Sources : Thomas Risse-Kappen et Kathryn Sikkink. « The socialization of international human rights norms into domestic practices: introduction », pp.1-3

Phase 1 : « répression ». La première étape du modèle de la spirale dite « de répression » se caractérise par l'activation d'un réseau transnational de défenseurs des droits de la personne dans l'objectif de dénoncer la situation et faire pression sur un État répressif qui contrevient au respect des droits humains sur son territoire. Jusqu'alors, selon l'État ciblé le degré de répression peut varier énormément. Quant à la société domestique, elle est trop faible et/ou trop opprimée pour représenter un défi de taille pour le gouvernement ciblé. La situation répressive l'empêche de jouer un rôle de contre-pouvoir, voir même tout simplement d'exister. En faisant appel à des acteurs internationaux, les opposants nationaux activent ainsi le réseau transnational et introduisent leur cas dans l'agenda international. (Risse, Ropp et Sikkink 1999, 22)

Phase 2 : « déni ». L'État répressif fait l'objet d'une plus grande attention de la part des acteurs nationaux et internationaux porteurs de normes en faveur de la protection des droits de la personne. Cherchant à se protéger des critiques externes, l'État entrera dans une période de déni en rejetant les critiques qui lui sont adressées en matière de respect de normes internationales. Le plus souvent, il s'élève alors contre ce qu'il juge être de l'ingérence étrangère dans les affaires internes. De cette manière, l'État ciblé place indirectement le principe de souveraineté nationale au-dessus des normes internationales de droits humains. Durant cette période les organisations domestiques se développent de plus en plus en communion avec les organisations transnationales, obligeant l'État à devoir faire front à une sphère de contestation désormais organisée dans la société civile. (Risse, Ropp et Sikkink 1999, 22-24).

Phase 3 : « concessions tactiques ». Face aux nombreuses critiques et pressions exercées par les acteurs domestiques et internationaux l'État est amené dans la troisième phase dite « des concessions tactiques » à faire des concessions dans le but d'apaiser les critiques et ne pas risquer d'être isolé. C'est généralement l'étape la plus décisive, car ces concessions adressent à la société civile de l'État ciblé un message que celle-ci peut interpréter comme une invitation à poursuivre leurs revendications. Si ces concessions sont « tactiques » (l'État effectue uniquement des changements mineurs), elles représentent toutefois pour ces auteurs

une période importante. En effet, elles peuvent stimuler l'émergence d'une plus grande critique domestique et amener l'État à faire des concessions qu'il ne s'attendait pas à faire à l'origine. (Risse, Ropp et Sikkink 1999, 25-28).

Phase 4 : « statut prescriptif ». Progressivement, l'État va relâcher son contrôle et accepter de se conformer aux normes internationales en droit de la personne en ne remettant plus en question leur validité. L'État va chercher à montrer sa volonté de changer de politique en faveur d'un plus grand respect des droits humains, bien qu'il puisse arriver que des États n'y adhèrent que de façade tout en continuant en réalité d'enfreindre sur le terrain les normes auxquelles ils prétendent désormais se conformer. C'est pourquoi il est généralement important pour les acteurs d'opposition interne et transnationaux de maintenir une certaine pression pour que l'État intériorise véritablement ces normes. Suivant les cas, l'État peut notamment transposer dans le droit national les normes internationales en question en modifiant sa Constitution ou en ratifiant des traités et des conventions de manière à démontrer sa volonté de s'y conformer. (Risse, Ropp et Sikkink 1999, 29-31).

Phase 5 : « comportement cohérent au discours ». À ce stade, on observe une diminution substantielle des violations aux droits humains sur l'ensemble du territoire étatique. Les acteurs gouvernementaux ont un « comportement cohérent au discours » et prennent des mesures concrètes pour améliorer de manière considérable le niveau de protection effective des droits humains sur leur territoire. L'État est alors au stade final du processus de socialisation aux normes de droits humains. L'attention internationale se relâche à cette étape : on estime que le gouvernement national protège de manière suffisante les droits de la personne sur l'ensemble de son territoire. (Risse, Ropp et Sikkink 1999, 31-35).

Bien que ces différents modèles issus de la littérature constructiviste soient très influents dans le champ des droits humains, le cas bolivien me permet de mettre en évidence au moins deux limites majeures à ces derniers. Premièrement, ces théories prennent pour acquis que le gouvernement est le principal responsable des violations des normes internationales relatives au

travail de l'enfant à l'échelle domestique. Or dans le cas à l'étude, l'État bolivien n'est pas le principal responsable des violations des normes internationales ; les enfants qui travaillent dans ce pays ne sont pas employés par l'État bolivien par exemple. Deuxièmement, ces travaux scientifiques s'appuient sur le présupposé implicite selon lequel la société civile constitue un groupe homogène qui favorise toujours l'incorporation du droit international à l'échelle domestique pour la compréhension des droits humains. En ce sens, ces théories offrent une vision restrictive de la réalité en occultant les potentielles divisions au sein de la société civile entre les mouvements d'acteurs qui soutiennent la traduction conventionnelle des droits humains internationaux en droit interne et ceux qui sont contre. En effet, en portant uniquement attention à l'influence des organisations soutenues par la communauté internationale qui visent à contraindre leur gouvernement à incorporer les normes internationales, la littérature sur les droits humains occulte totalement les tensions entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre l'incorporation d'une norme internationale ainsi que les répercussions qui en découlent sur le comportement de l'État ciblé. Ne pas reconnaître le rôle des mouvements d'enfants et d'adolescents travailleurs qui se présentent contre l'incorporation des normes et ne pas prendre en considération leur influence sur le comportement de l'État bolivien représente une lacune majeure, que ce mémoire cherche à combler.

1.3. Le phénomène de (non —) conformité aux normes internationales

L'acte de ratifier un traité ou un accord international n'est pas suffisant pour garantir son effectivité dans l'ensemble d'un territoire donné. Il faut encore que la ratification soit accompagnée par une modification du comportement à l'échelle nationale des États partis. À ce titre, il convient d'avoir conscience que l'adhésion quasi universelle aux normes internationales de droits humains ne signifie pas que celles-ci sont pleinement appliquées dans l'ensemble des États partis.

Les traités internationaux sont généralement liés à de solides mécanismes juridiques de sanctions internationales qui tendent à amener les États partis à modifier leur comportement en vue

de se mettre en conformité avec les attentes de la communauté internationale en matière de droits humains. Ces sanctions permettent d'exercer, à travers un rapport de force État/société internationale, une pression sur un État déviant dans l'objectif de le voir se conformer à ses engagements internationaux sans qu'il soit question de recourir à la force. En l'absence de telles stratégies de vérification et d'application de sanctions, les gouvernements ne seraient pas incités à prendre au sérieux leurs engagements internationaux. Quant aux engagements pris sur la scène internationale, ils resteraient alors principalement au stade de bonnes intentions sans servir de tremplin vers de véritables actions. Mais dans le cas spécifique des normes internationales relatives aux droits des enfants face au travail (au cœur de cette étude), il est indispensable de souligner que les conventions internationales qui régulent le travail infantile seraient généralement accompagnées de trop faibles sanctions selon Leroy (2009). Bien que souvent contraignantes, certains regrettent le fait que les sanctions qui les accompagnent ne seraient dans les faits souvent pas appliquées par manque de volonté ou de moyens (Leroy 2009). La faiblesse de ces conventions à être respectées sous peine de véritables sanctions représente pour Celek (2004) un handicap inhérent au droit international puisque, comme je le montrerai dans ce mémoire avec le cas déviant bolivien, elle donne une certaine souplesse aux dirigeants nationaux dans la protection de l'enfance.

Pour mesurer le degré de conformité d'un État ciblé à une norme internationale de droits humains, ce mémoire s'inscrit dans les pas de Simmons (2009), Grugel et Peruzzotti (2012) et plus récemment Fontana et Grugel (2017) en reconnaissant l'importance de la politique domestique et du rôle joué par les acteurs nationaux étatiques et non étatiques. La définition traditionnellement admise de la conformité présuppose la nécessité d'un alignement des lois et politiques nationales sur les accords internationaux. En cas de non-alignement entre la législation interne et les engagements pris par un État sur la scène internationale, on parle alors de « non-conformité » aux normes. Toutefois, je me base dans ce mémoire sur l'interprétation plus étendue de la conformité proposée par Fontana et Grugel (2017). Je partage avec ces auteurs l'idée que le concept de conformité ne doit pas être écarté de prime abord lorsqu'un État ne traduit pas en droit national un traité ou un accord international de la manière conventionnelle. J'estime qu'un État peut souscrire aux principes des droits qui ont inspiré une norme internationale sans pour autant adhérer à la manière dont celle-ci est codifiée. En ce sens je

partage l'intuition de Fontana et Grugel (2017) selon laquelle pour évaluer la conformité d'une norme, il faut mesurer la sincérité de l'État à vouloir se conformer aux principes des droits sous-jacents à l'accord international ratifié par celui-ci. Il importe également de se demander si la réinterprétation déviante d'un accord se traduit par la mise en œuvre d'instruments juridiques et politiques qui font du sens avec la réalité nationale et si elle représente une manière d'offrir aux citoyens une plus grande protection de leurs droits. Il est ainsi possible pour un État de penser qu'une norme internationale est trop faible. Dans ce cas, il peut arriver qu'un gouvernement prenne des mesures réactives plus ambitieuses que celles requises pour être légalement conformes à ses engagements internationaux : Fontana et Grugel (2017) qualifient ce phénomène de « sur conformité » d'un État par rapport à une norme internationale.²⁰ *A contrario*, il est possible pour un État de prendre au sérieux ses engagements internationaux et de souscrire aux principes des droits qui ont inspiré une norme internationale, mais de privilégier à l'échelle domestique une réinterprétation déviante de ces derniers de manière à ce qu'ils fassent davantage de sens avec la réalité nationale. Pour Fontana et Grugel (2017), il s'agit alors d'une « conformité déviante » par rapport à une norme internationale. Se basant sur ces critères, pour ces auteurs le cas de l'adoption par la Bolivie du nouveau Code en 2014 représente un exemple type de « conformité déviante » aux normes internationales. Ils démontrent en effet que l'État bolivien souscrit aux principes des droits qui ont inspiré les normes relatives à la protection de l'enfance face au travail et à l'emploi, mais privilégie néanmoins à l'échelle domestique une réinterprétation déviante de ces derniers de manière à ce que la législation réponde davantage aux revendications internes portées par certains mouvements d'enfants et d'adolescents travailleurs boliviens, mais aussi qu'elle fasse davantage de sens avec leur réalité d'enfants et d'adolescents travailleurs. (Fontana et Grugel 2017)

²⁰ Pour un exemple de cas de sur-conformité, se référer à l'étude de Fontana et Grugel (2017). Ces auteurs y présentent l'Argentine qui se montre déterminée non seulement à suivre les conventions internationales de l'OIT relatives à la protection de l'enfance face au travail, mais qui prend en plus à l'échelle nationale des mesures qui vont bien au-delà de ce qui est requis par le droit international.

1.4. L'étude des acteurs et de leur comportement

Le cas de l'implication de l'Unatsbo dans le processus de désengagement de la Bolivie au phénomène de conformité aux normes internationales de droits humains m'amène à ce stade à porter mon attention sur le comportement des mouvements de la société civile dans les processus de transmission et de respect des normes internationales.

Un rapide état de la littérature me permet de constater que de nombreux auteurs ont mis au cœur de leur analyse le rôle joué par les organisations latino-américaines de défense des droits humains dans les processus de transmission et de respect des normes internationales (Keck et Sikkink 1998 ; Grugel et Peruzzotti 2012). Dans les années 1990 Keck et Sikkink vont par exemple démontrer que ces organisations internes sont capables d'exercer une pression par le bas lorsque leur gouvernement se montre réticent à garantir les droits humains. Pour ces chercheurs, le rôle de mobilisation exercé par ces organisations tendrait à obtenir réparation pour les individus victimes des violations commises. Ils auraient également pour objectif, plus large, d'induire des transformations d'ordre structurel dans l'État ciblé. Dans cette veine, la sociologue Inaia Maria Moreira de Carvalho explique par exemple le retournement dans la considération juridique de l'enfance au Brésil par la pression exercée par un vaste mouvement social national en faveur de l'enfance (de Carvalho 1996 ; De Dinecchin 2006). De Dinecchin partage une analyse similaire en désignant le rôle des organisations civiles comme facteur commun à l'intégration complète de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) par différents pays latino-américains (le Brésil, le Nicaragua, le Venezuela et l'Équateur) (De Dinecchin 2006).

Toutefois, si le rôle des organisations de défense des droits humains dans le processus d'intégration de la lettre et de l'esprit des accords et traités internationaux en droits humains à l'échelle domestique a été maintes fois démontré à travers des études de cas qualitatifs, nous avons encore une compréhension incomplète de la manière dont les organisations locales de droits humains y réagissent. Dans le champ des droits humains, la littérature s'est concentrée sur l'influence des mouvements d'acteurs internes qui soutiennent l'incorporation des normes internationales en occultant les acteurs d'opposition interne qui sont contre leur incorporation à

l'échelle domestique. À ce jour, rares sont les recherches qui se soient intéressées aux organisations internes qui reconnaissent l'importance des droits humains mais qui, prônant un autre système de normes, incitent leur gouvernement à dévier de la codification traditionnellement attendue du droit international à l'échelle domestique. Pourtant il semble majeur de prendre en considération les acteurs de la société civile qui considèrent l'incorporation des normes internationales comme étant quelque chose de non souhaitable, car nuisible à leurs intérêts. Dans le monde, le mouvement bolivien UNATSBO n'est pas le seul exemple de groupe d'acteurs qui se mobilise contre l'incorporation des normes internationales relatives à l'âge d'admission à l'emploi et au travail ; je pense par exemple ici au cas des législateurs brésiliens ayant des intérêts agricoles qui ont proposé de réduire l'âge minimum d'admission à l'emploi spécifié lors de la ratification de la Convention no. 138 de l'OIT de 16 à 14 ans.²¹

Dans l'étude de référence réalisée par Risse, Ropp et Sikkink (1999), l'impact des réseaux d'acteurs d'opposition interne ne fait pas l'objet d'une préoccupation majeure. Ces chercheurs insistent plutôt sur le rôle joué par les réseaux d'acteurs transnationaux de diffusion des normes de droits humains qui souhaitent amener leur gouvernement à progresser vers un plus grand respect du droit international des droits humains. Dans la conclusion de leur ouvrage, Risse et Ropp évoquent, mais trop brièvement, le fait que différents éléments internes (des *blocking factors*) sont susceptibles d'expliquer des cas d'études où des États continueraient de transgresser les normes internationales de droits humains indépendamment des pressions exercées sur lui (Risse et Ropp 1999, 234-278). Parmi les *blocking factors* internes susceptibles d'expliquer un tel phénomène, ils font notamment allusion à la perception chez les élites locales de menaces à l'intégrité culturelle et territoriale du pays, à l'existence d'un nationalisme exacerbé, ou bien encore à la présence de « *countervailing national norms and value structures* » qui mettent davantage l'accent sur la souveraineté et sur la cohésion nationale que sur les principes de droits humains (Risse et Ropp 1999, 261).

Présentés de façon marginale par ces auteurs, l'impact de ces *blocking factors* sur l'attitude privilégiée par les États face aux normes internationales n'a pas concrètement été

²¹ Voir « The Domestic Incorporation of Human Rights Treaties, Andrea Vilán, 2018, chap. 6 pour davantage d'informations sur les propositions visant à inverser l'incorporation de la législation au Brésil.

démontré. On peut également reprocher à ces auteurs de ne pas avoir considéré le cas de pays démocratiques qui reconnaissent l'importance des normes internationales de droits humains mais qui décident pourtant de ne plus s'y conformer de la manière traditionnellement attendue à l'échelle domestique.

Or cette recherche m'amène à penser que certains facteurs internes, à l'instar des mouvements domestiques qui se présentent contre l'incorporation des traités internationaux — occupent un rôle majeur dans la compréhension de la manière dont un gouvernement réagit face aux normes internationales relatives au travail infantile. C'est pourquoi en portant mon attention sur le rôle exercé par certaines organisations d'acteurs d'opposition interne boliviennes qui remettent en question les normes internationales diffusées et imposées comme *bonnes* normes à suivre par les entrepreneurs de morale contre le travail infantile, je désire dépasser les faiblesses des travaux qui s'inscrivent dans la lignée de ceux de Rise, Ropp et Sikkink (1999) ; condition *sine qua non* pour vérifier la question de recherche qui guide ce mémoire.

1.5. Approche méthodologique : le process-tracing au service de l'étude

Pour déterminer la direction de la relation entre les différentes variables, la méthode du process-tracing sera privilégiée dans ce mémoire. Je me baserai ici sur la définition de George et McKeown selon laquelle le process-tracing représente « une méthode d'analyse [se déployant] au sein d'un même cas et visant à évaluer des processus causaux » (George et McKeown 1985, 35). Pour Lamont et White, cette méthode qualitative offre la possibilité de recueillir des données détaillées qui permettent de discerner « comment les processus émergent et évoluent » (Lamont et White 2009, 10). Permettant d'analyser l'émergence et l'évolution des processus, son usage se révèle particulièrement intéressant pour m'aider à retracer les processus — et les motivations — par lesquels les dirigeants boliviens sont arrivés à la décision d'aller à l'encontre de leurs engagements internationaux en élargissant les conditions d'entrée des enfants sur le marché du travail. Le process-tracing cherchera à dégager tout au long du processus

analytique, les canaux précis de l'influence des acteurs internes, des acteurs transnationaux²² et éventuellement les résistances et les tensions auxquelles celle-ci ont donné lieu au sein de l'État ciblé (la Bolivie).

Enfin, cette méthode « intérieure aux cas »²³ est majeure dans les études qualitatives car elle offre notamment aux chercheurs la possibilité de formuler ou de vérifier des théories à partir d'une comparaison à l'intérieur d'un même cas isolé.²⁴ Pour ce faire, elle se base essentiellement sur une analyse approfondie de l'évolution de la séquence des événements précédents le cas à l'étude (Brecher and Harvey 2002, 443). Il s'agira dans cette étude de porter ma réflexion sur une séquence d'événements relatifs aux droits des enfants travailleurs en Bolivie qui se déroula en amont à l'entrée en vigueur du nouveau Code. À cet effet j'examinerai essentiellement des données recueillies à partir d'une analyse approfondie de documents primaire et secondaire et de la littérature universitaire dans l'objectif de déterminer si les mécanismes causaux présentés comme étant évidents dans le modèle théorique de Risse, Ropp et Sikkink (1999) se vérifient dans le cadre de la Bolivie. Une attention particulière sera portée sur les textes juridiques et aux discours officiels tenus par les acteurs transnationaux porteurs de normes en faveur de l'éradication du travail infantile, tels que l'OIT. Véhiculant les *bonnes* normes à suivre, déterminer la position de l'OIT nous permettra de comprendre le processus transnational dans lequel s'incorpore le cas déviant de la Bolivie.

Les actions entreprises par les acteurs d'opposition domestiques, tels que l'Unatsbo seront principalement appréhendées à partir des données que leurs représentants publient sur les

²² On utilise dans ce mémoire l'expression « acteurs transnationaux » pour désigner différents types d'organisations formelles d'acteurs qui ont un sentiment d'appartenance à un même groupe, une mission ou bien encore une cause commune et « qui opèrent au-delà des frontières des États » en vue de la promouvoir. Il s'agit dans cette étude particulièrement d'organisations internationales non gouvernementales (OING), de mouvements sociaux transnationaux (MST) et d'organisations internationales (OI) qui cherchent à diffuser et à promouvoir une conception spécifique de la place de l'enfance face au travail.

²³ Expression employée par Mayaux, Pierre-Louis. 2009. Retracer des processus politiques en contexte de faible institutionnalisation — Usages et défis latino-américains. Working paper présenté lors du XIe congrès de l'AFSP (Grenoble, 7-9 septembre 2009) dans le cadre de la section thématique 14 « L'analyse des politiques publiques existe-t-elle encore ? », session 2 « Les méthodes, une spécificité syncrétique ».

²⁴ Plus récemment, des chercheurs ont étendu l'usage du process-tracing à des comparaisons de plusieurs cas différents dans l'objectif « d'évaluer et de reformuler les mécanismes théorisés à travers une variété de contextes empiriques » (Wunsh 2015, 1) ; voir à ce sujet Wunsh Natasha, « Comprative process-tracing : Usages of Europe during the EU acession process », Congrès AFSP Aix 2015, ST 32 : Le process-tracing comme méthode d'analyse des politiques publiques.,

sites Internet officiels de ces organisations. Pour contrebalancer leur faible représentation dans les médias traditionnels, ces acteurs publient régulièrement — plus encore dans les périodes de tension et de conjoncture critique —, notamment (mais pas seulement) des documents internes, des contre-rendus de leurs activités et de leur prise de position, ou bien encore des notes d'information et de communication. p.22.

Enfin, il sera question d'observer, à partir d'une analyse des discours tenus par les dirigeants politiques boliviens, mais aussi à partir d'une étude de textes juridiques, l'évolution récente de la Bolivie en termes de respect des droits de l'enfant et le processus qui mène cet État vers une non-conformité aux normes internationales relatives aux droits de l'enfant travailleur.

Tel que mis en évidence par Pierre-Louis Mayaux (2009), le process-tracing a couramment été employé en Amérique latine (Geddes 1996, Murillo 2001 ; Weyland 2002 ; Bonelli, Castelar et Schneider 2007). Cependant, Mayaux montre qu'il importe de prendre en considération que dans le contexte latino-américain cette méthode qualitative se heurte généralement à trois défis majeurs²⁵ ayant respectivement trait à l'accès aux données ; à la mesure des variables qualitatives ; et à l'interprétation des mécanismes causaux (données Mayaux 2009; encadré 2).

Encadré 2. Les trois défis majeurs à l'accès aux données selon Pierre Mayaux

L'accès aux données	La mesure des variables qualitatives	L'interprétation des mécanismes causaux
---------------------	--------------------------------------	---

1.5.1. L'accès aux données

En Amérique latine l'agrégation des données tend pour Mayaux (2009, 7) à vulnérabiliser l'usage du process-tracing. Ce chercheur met en évidence le fait que — à des degrés divers selon les cas et les pays, des secteurs et des priorités gouvernementales et académiques —, les données récoltées se révèlent souvent parcellaires, biaisées, ou bien encore

²⁵ Mayaux souligne que ces défis se retrouvent à bien des égards également dans des pays du nord et qu'ils ne sont pas forcément l'apanage du process-tracing, même s'ils ont tendance à l'affecter davantage. (voir Mayaux 2009, 6)

volontairement dissimulées. Le cas à l'étude dans ce mémoire fournit une illustration intéressante de cette première difficulté. Tout d'abord, les seules données détaillées et régulièrement mises à jour sur lesquelles je pourrai m'appuyer sont bien souvent issues d'une source lourdement biaisée puisqu'il s'agit des données issues des institutions internationales, au premier rang desquelles la Banque Mondiale et l'OIT. Or, tel que souligné par Mayaux, « l'interpénétration des dimensions analytique et normative est évidemment la règle » (Mayaux 2009, 9). Pour citer le cas du travail infantile, les données présentées par ces institutions internationales sont généralement accompagnées de recommandations et d'outils visant à éradiquer le travail infantile dans le monde destinés à l'intention des dirigeants ayant à cœur de se conformer aux *bonnes* normes internationales. La confusion entre « le travail infantile » et « l'exploitation de l'enfant au travail » semble par exemple volontairement entretenue par ces institutions pour justifier l'urgence à agir et la nécessité d'enlever tous les enfants du travail. Quant au rôle joué par les enfants et adolescents travailleurs dans la décision du gouvernement d'Evo Morales d'élargir les conditions d'entrée des enfants travailleurs sur le marché de l'emploi, il est totalement passé sous silence dans la déclaration officielle de l'OIT faite au lendemain de l'entrée en vigueur du nouveau Code ; *et donc rendu inexistant aux yeux de la communauté internationale*. Pourtant, une analyse des sources journalistiques et une investigation plus approfondie des données universitaires me permettent de constater qu'il était alors aisé pour ces acteurs d'avoir connaissance du lien existant entre les revendications des membres de l'Unatsbo et la décision prise par le gouvernement bolivien. Plus largement, les discours, les actions et les données publiées par les mouvements d'enfants et d'adolescents travailleurs sur la situation du travail infantile en Bolivie souffrent d'une faible visibilité. En fait, par crainte d'une banalisation et d'une légitimation de la pratique du travail infantile, les exportateurs de normes de droits humains dominants (soit les grandes institutions internationales et les États dominants) tendent, autant que possible, de restreindre volontairement leur visibilité au minimum en ne leur faisant pas bénéficier des canaux de diffusion de l'information. Pour la recherche universitaire, cela a pour incidence qu'une partie non négligeable de l'information se trouve difficilement accessible. De plus, il convient d'avoir conscience que selon le paradigme privilégié par les acteurs pour appréhender la question du travail infantile en Bolivie, les données dont dispose le chercheur seront interprétées différemment suivant ses propres intérêts et priorités. Enfin, il faut aussi garder en tête que le manque de ressources financières, humaines

et techniques représente des freins majeurs pour accéder à des données fiables sur le travail infantile. Cette difficulté n'est pas l'apanage des pays latino-américains. Elle y est cependant amplifiée ici par la faiblesse des instruments capables de quantifier ces acteurs qui travaillent généralement de manière informelle ou illégale. Si l'on s'accorde généralement sur le fait que le travail infantile représente un phénomène complexe observable sous des formes et à des degrés variables d'un coin à un autre du globe terrestre, il est en réalité très difficile de recueillir des données statistiques précises sur ce sujet. Cette difficulté s'explique essentiellement par la difficulté à comptabiliser ces enfants travailleurs invisibles.

En bref, la collecte de données nécessaire pour recourir à la méthode du process-tracing se trouve ici complexifiée par le fait que les informations sur cet objet d'étude (la protection des enfants travailleurs en Bolivie) sont parcellaires ; que les données existantes sont généralement très biaisées ou bien encore volontairement dissimulées (au même titre que leur interprétation normative).

1.5.2. La mesure des variables qualitatives

Le process-tracing doit, au même titre que les autres méthodes d'analyse d'études de cas, également surmonter une difficulté liée à la mesure des variables qualitatives. En effet, comme mis en avant par Mayaux (2009) une mauvaise appréciation des variables étudiées peut avoir pour grave conséquence de discréditer les conclusions de l'étude. Cela s'explique par le fait qu'il se peut qu'elles orientent l'analyse des mécanismes causaux dans une mauvaise direction. Mayaux attribue notamment à la complexité à accéder aux données le fait que cette difficulté à mesurer les variables qualitatives à l'étude se trouve amplifiée dans le contexte latino-américain.

L'objet de cette étude illustre cette complication. Une première lecture du processus d'élaboration du nouveau Code bolivien de l'enfance et de l'adolescence me permet de faire l'hypothèse que la déviance de la Bolivie vers une non-conformité aux normes internationales relatives au travail infantile est attribuable à la décision du gouvernement de se démarquer sur la scène internationale. Cette hypothèse serait plausible, car, tel que je l'aborderai dans le chapitre analytique, Morales a depuis son accession au pouvoir cherché à prendre des mesures

en vue de s'éloigner des préceptes internationaux. Le recours au process-tracing permettrait ici d'analyser, tout au long du processus, l'orientation de la relation entre le gouvernement bolivien et les grandes institutions internationales en charge de diffuser et de s'assurer du respect des droits de l'enfant face au travail sur la scène mondiale. Il serait notamment question d'observer les résistances de la part du gouvernement bolivien à respecter ses engagements internationaux et les réactions des acteurs internationaux impliqués aux différentes étapes du processus. Une telle lecture des événements omettrait complètement le rôle joué par les mouvements d'enfants et d'adolescents travailleurs boliviens et transnationaux. Or, en réalité, le gouvernement bolivien ne visait initialement nullement à élargir les conditions d'entrée des jeunes sur le marché du travail ; plutôt, il visait à respecter ses engagements internationaux de la manière traditionnellement attendue sur la scène internationale. Ce sont les mouvements d'enfants et d'adolescents réunis sous la bannière de l'Unatsbo qui ont fait pression sur leur gouvernement en vue de voir leurs conditions d'entrée élargie sur le marché du travail et de voir reconnu leur droit à travailler dignement. Prenant en considération le rôle joué par ces acteurs d'opposition, le process-tracing vise alors plutôt à dégager les canaux précis de l'influence de ces mouvements sociaux tout au long du processus d'élaboration du nouveau Code, mais aussi les résistances et les concessions auxquelles leurs actions ont donné lieu aux niveaux national (Bolivie) et mondial.

1.5.3. L'interprétation des mécanismes causaux

Enfin, le process-tracing implique de prendre des précautions pour interpréter les mécanismes causaux à l'étude. En Bolivie, l'interpénétration très étroite entre les élites nationales et certains mouvements sociaux depuis l'arrivée au pouvoir du MAS — organisation politique avec laquelle Evo Morales a conquis le pouvoir —, tend à compliquer la spécification des mécanismes causaux. En effet, cette organisation politique oblige à envisager différemment les revendications portées par les mouvements sociaux internes puisqu'elle entretient un lien privilégié avec, entre autres, des syndicats, des fédérations de travailleurs et des organisations ethniques. En fait, se définissant comme une « coalition flexible et négociée de mouvements

sociaux »²⁶, ou bien encore comme « un phénomène inédit de représentation populaire »²⁷ qui fonde sa légitimité sur « la consultation des bases », le MAS se considère comme étant « le gouvernement des mouvements sociaux »²⁸. Concrètement, cela a pour incidence le fait que depuis l'avènement au pouvoir de Morales « le MAS développe des politiques et des stratégies en puisant directement dans les demandes et revendications des mouvements et organisations qui le constituent et/ou qui le soutiennent ».²⁹ Dans la mesure où Evo Morales et le MAS ont pris le parti de justifier de nombreuses mesures en s'appuyant sur les demandes et revendications de différents mouvements et qu'elles entretiennent un lien dit « privilégié » avec certaines organisations sociales, cela peut poser des problèmes à la compréhension des mécanismes causaux. L'interpénétration des leaders politiques et de la société civile peut compliquer la mise en évidence de l'orientation de la relation entre le MAS et Evo Morales avec certains mouvements. Les mécanismes causaux deviennent plus difficilement observables ; d'autant plus que l'analyse se trouve généralement complexifiée en raison du fait qu'ils reposent souvent en Amérique latine sur des interactions formelles, mais aussi sur des arrangements informels difficiles à observer.

Le cas à l'étude dans ce mémoire illustre parfaitement ce défi. En tant qu'organisation syndicale d'enfants et d'adolescents travailleurs qui regroupent des personnes essentiellement indigènes, l'Unatsbo ne semble de prime abord pas avoir développée un lien « organique » avec le MAS. Plutôt, en témoigne l'analyse présentée dans le prochain chapitre, Evo Morales et le MAS semblent avoir développé progressivement un lien « privilégié » prenant la forme d'une attention particulière par les dirigeants boliviens aux revendications de cette organisation de NATs. Notons que l'investigation menée en amont de cette étude ne m'a pas permis de vérifier l'existence d'une quelconque cooptation de l'Unatsbo par le MAS, ni même de pratiques

²⁶ Natanson, José. « Las reformas pactadas », entrevista a Alvaro Garcia Linera. Nueva Sociedad, no. 209, mai-juin 2007.

²⁷ Mayorga, F. « Bolivie : la gauche rurale et indigène au gouvernement, Problèmes D'Amérique latine, hiver 2005-2006. No. 59, p.56

²⁸ A. Garcia Linera, vice-président, définit les caractéristiques de ce qu'il nomme être un « Gouvernement des mouvements sociaux » dans Svampa, Maristella, Stefanoni, Pablo. Entretien avec Alvaro Garcia Linera, vice-président de la Bolivie. Alternatives Sud, 2009/3, volume 16. ; Kawka, Isabelle 2010, p.42

²⁹ Kawka, Isabelle. 2010. « Le traitement politique de la question indigène par Evo Morales lors du mandat 2005-2009

informelles frauduleuses telles que le clientélisme ou encore le favoritisme du MAS à l'égard de l'Unatsbo en échange de leur soutien. Laissant à d'autres chercheurs le soin de vérifier la nature de cette relation, j'écarte dans ce mémoire l'hypothèse selon laquelle le MAS aurait accepté de dévier de ses engagements internationaux en élargissant les conditions d'entrée sur le marché du travail aux enfants de moins de quatorze ans uniquement en raison d'arrangements informels frauduleux avec l'Unatsbo.

En somme, on remarque ici que la difficulté relative à l'accès aux données est intimement liée à la difficulté à mesurer qualitativement les variables à l'étude et à interpréter les mécanismes causaux. C'est pourquoi il me faudra avoir conscience de ces défis tout au long du processus d'analyse des données et redoubler de vigilance pour ne pas orienter cette recherche vers une direction erronée.

1.6. Conclusion

Pour conclure ce chapitre, notons que le travail des enfants est un phénomène multidimensionnel bien plus complexe que ce qu'il y paraît à première vue (Leroy 2014). C'est pourquoi je considère que la différenciation proposée par l'OIT entre les formes de travail « acceptables » et les « pires formes de travail infantile » est essentielle dans ce mémoire.³⁰ Je suis consciente que cette différenciation est socialement construite et mouvante dans le temps et l'espace. Toutefois, je la conserve ici, car les enfants et adolescents travailleurs boliviens impliqués dans ce débat ont recours à cette distinction développée par les acteurs dominants du système international quand il s'agit de défendre leurs droits à un « travail décent » et à être protégé contre « les pires formes de travail infantile ». Les mouvements d'acteurs qui soutiennent la traduction conventionnelle des droits humains internationaux en droit interne et ceux qui sont contre partagent la conviction qu'il faut prendre des mesures immédiates en vue d'éliminer les formes les plus dangereuses du travail infantile dans le monde. Le conflit normatif

³⁰ L'OIT entend par « travail dangereux des enfants » (ou « pire forme de travail infantile ») les travaux susceptibles de nuire à la santé, la sécurité et à la moralité des enfants. Se référer à la recommandation n° 190 de l'OIT pour connaître les différents facteurs à considérer pour déterminer ce qui est un travail dangereux.

entre ces deux mouvements de la société civile se manifeste ainsi plutôt autour de la question du travail « décent ». Je limiterai pour cette raison l'objet de ce mémoire à l'intensification des tensions relatives à la protection de l'enfance face au travail considéré comme étant « décent », soit au travail autorisé par le cadre juridique légal au sein d'un territoire donné. Il sera ainsi question de s'intéresser à l'influence des mouvements d'enfants et d'adolescents travailleurs boliviens sur la décision de la Bolivie d'élargir le cadre juridique légal national dans lequel s'exerce le travail infantile sur son territoire. Mais bien que ce mémoire se concentre uniquement sur le travail infantile s'exerçant à l'intérieur du cadre juridique légal bolivien, j'intègrerai différents éléments sur le travail infantile qui s'exerce à l'extérieur de ce cadre normatif légal — soit en dessous de l'âge légal admis en Bolivie et/ou dans des conditions dites dangereuses pour le développement et la santé des enfants) — lorsque je le jugerai pertinent pour mettre en évidence l'enjeu majeur que représente la protection des enfants travailleurs pour la société bolivienne.

À présent que les cadres théorique et méthodologique de cette étude ont été brossés, j'explorerai le contexte dans lequel ont émergé le processus d'élaboration du nouveau Code et les revendications portées par certains mouvements d'opposition boliviens avant de m'intéresser aux acteurs au cœur de cette étude. Cette analyse me permettra de décortiquer dans une troisième partie le rôle et l'influence de l'Unatsbo et des tensions entre les mouvements antagoniques de la société civile organisée impliqués dans le processus d'élaboration du nouveau Code bolivien. Enfin, j'essayerai de répondre en conclusion à la question de l'influence des acteurs d'opposition interne (blocking factors) dans le processus de déviance de l'État au phénomène de conformité aux normes internationales de droits humains.

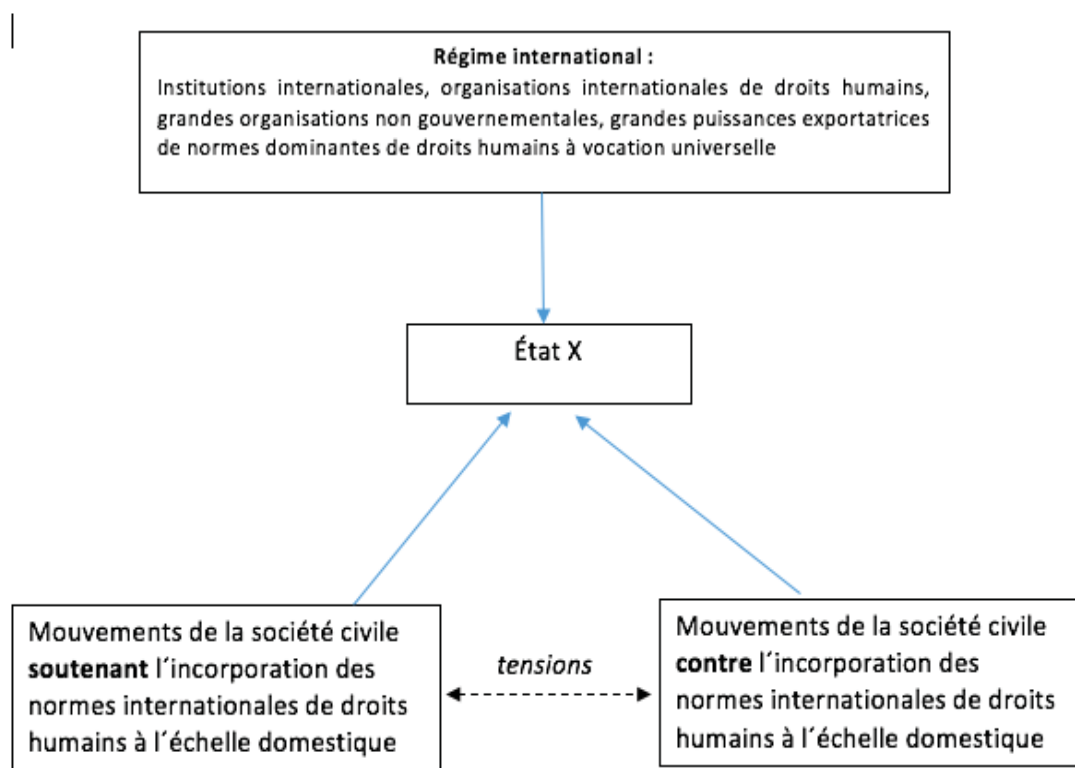
Grâce à la discussion menée dans les prochains chapitres, je m'attends à vérifier l'hypothèse suivante pour répondre à ma question de recherche :

La réponse des gouvernements politiques aux traités internationaux de droits humains est influencée par deux facteurs concomitants majeurs :

- La pression exercée « d'en haut » par les acteurs dominants de la sphère internationale.
- La pression exercée « d'en bas » par les mouvements de la société civile organisée aux intérêts divergents. Le gouvernement doit adapter son comportement en fonction des tensions internes qui se créent à l'échelle interne.

La figure 3 présentée ci-dessous illustre cet argument.

Figure 3. Modèle conceptuel des pressions concurrentes auxquelles sont confrontés les États lors du processus d'incorporation des normes internationales de droits humains dans la législation nationale



Chapitre 2. Introduction du cas bolivien

2.1. Présentation

L'objectif de ce mémoire est d'analyser la trajectoire qui a mené la Bolivie à s'éloigner de ses engagements internationaux relatifs à l'âge d'accès des enfants au travail. Pour ce faire, il est important de commencer par situer l'entrée en vigueur du nouveau Code dans un contexte plus large. Effectuer ce retour en arrière me permettra premièrement d'expliquer la conjoncture dans laquelle celui-ci a émergé et, deuxièmement, de comprendre les facteurs qui ont mené à la déviance de cet État aux normes dominantes de droits humains.

À cet effet, ce chapitre s'organisera de la manière suivante : Je montrerai pour commencer que la Bolivie a historiquement cherché à aligner sa politique interne et sa conception de l'enfance sur les normes internationales de droits humains entre 1985 et le début des années 2000. (2.2) Toutefois, les données recueillies me permettront de démontrer que les pratiques nationales relatives à la protection de l'enfance demeuraient à cette époque souvent en contradiction avec la législation bolivienne et les engagements pris par cet État sur la scène internationale. (2.3) Je m'intéresserai ensuite au nouveau Code de l'enfance et de l'adolescence. Plus précisément, il sera question de montrer que l'élargissement du cadre juridique légal dans lequel s'exerce le travail infantile dans cet État depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code ne permet plus un alignement complet de la législation nationale bolivienne sur les lois et réglementations internationales relatives au travail infantile. (2.4) Enfin, je présenterai les explications généralement avancées dans la littérature pour comprendre la décision de certains États de ne pas (ou plus) intégrer pleinement leurs engagements internationaux dans leur législation interne. Après avoir démontré leurs limites pour comprendre la décision de l'État bolivien de ne plus intégrer pleinement la convention no. 138 de l'OIT dans le nouveau Code, j'énoncerai finalement l'hypothèse théorique que je me propose de vérifier dans le chapitre 3 de ce mémoire. (2.5)

2.2. La Bolivie : un État qui aligne sa politique interne et sa conception de l'enfance sur les normes internationales de droits humains ?

Pour cerner le processus qui mena la Bolivie de la conformité à la déviance aux normes internationales relatives à l'âge d'accès à l'emploi et au travail des enfants, un bref récapitulatif de l'histoire politique nationale s'avère essentiel. À ce titre, notons qu'à la suite de la transition vers la démocratie (1985) la Bolivie va voir se succéder à la présidence les représentants de trois principaux partis identifiés comme « traditionnels » : Le MNR, l'ADN et le MIR.³¹ Indépendamment de leurs origines diverses, tous vont progressivement se rallier, aux réformes néolibérales initiées par Paz Estensorro et Sánchez de Lozada (MNR) à partir de 1985 pour juguler l'hyperinflation lors de la crise économique qui secoua la région latino-américaine. Qui plus est, ces partis vont en fait monopoliser le jeu politique pendant vingt ans. En effet, telle une grande coalition, on assiste pendant longtemps à une alternance de ces trois principaux partis dont les leaders se succèdent à la tête du gouvernement par le biais d'alliances mutuelles³²; souvent contre-nature. (Casen 2000)

Tableau 1. Liste des présidents de Bolivie en exercice de 1985 à 2006

Président en exercice	Début du mandat	Fin du mandat	Parti politique
----------------------------------	------------------------	----------------------	------------------------

³¹ . Le Mouvement National Révolutionnaire (MNR), l'Action Démocratique National (ADN) et enfin le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR).

³² En exemple d'alliance contre-nature, nous pouvons citer notamment le cas de l'alliance en 1989 entre le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), fondé pour s'opposer à la dictature militaire de Banzer et le parti politique Action Démocratique Nationale (ADN) qui a été fondé dans les années 70 par le général Banzer lui-même.

Victor Paz Estenssoro (4)	6 août 1985	6 août 1989	MNR
Jaime Paz Zamora	6 août 1989	6 août 1993	ADN
Gonzalo Sánchez de Lozada (1)	6 août 1993	6 août 1997	MNR
Hugo Banzer Suárez (2)	6 août 1997	7 août 2001	ADN
Jorge Quiroga Ramírez	7 août 2001	6 août 2002	ADN
Gonzalo Sánchez de Lozada (2)	6 août 2002	17 octobre 2003	MNR
Carlos Diego Mesa Gisbert	17 octobre 2003	6 juin 2005	MNR
Eduardo Rodríguez Veltzé	9 juin 2005	22 janvier 2006	Indépendant

Sources : site gouvernemental de l'État plurinational de Bolivie

Dans le domaine des droits humains, ce contexte de « démocratie pactée »³³ va être favorable à un ralliement des dirigeants successifs aux normes internationales dominantes. Les élites politiques vont chercher à marquer une rupture avec les normes de droits humains antérieures qui accompagnaient la période autoritaire. Entre 1985 et le début des années 2000, ils vont ainsi s'engager sur la scène internationale en ratifiant de nombreuses recommandations externes en matière de protection de l'enfance (cf tableau 2).

Tableau 2. Exemple de conventions et protocoles ratifiés sur la scène internationale par la Bolivie en vue de protéger les enfants sur son territoire

Convention	Ratification par la Bolivie (année)
------------	-------------------------------------

³³ L'expression « démocratie pactée » renvoie à la période de 1985-2003 au cours de laquelle l'élection du président de la République bolivienne était garantie, au terme de marchandages politiques, par des alliances entre différents partis politiques boliviens (MNR, MIR et ADN).

Convention no. 138 de l'OIT relative à l'âge minimum d'admission à l'emploi	Oui (1997)
Convention no. 182 de l'OIT relative aux pires formes de travail infantile	Oui (2003)
Convention relative aux droits de l'enfant de l'ONU	Oui (1990)
Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants	Oui (2003)
Protocole de Palerme sur la traite des personnes	Oui (2006) †

† La Bolivie a signé en 2000 le protocole de Palerme sous le gouvernement d'Hugo Banzer Suárez, puis l'a ratifié en mai 2006 sous le gouvernement de Morales.

Tableau retranscrit du Rapport publié en 2016 par le *Bureau of international Labor Affairs*, URL : <https://www.dol.gov/sites/default/files/documents/ilab/Bolivia2016Report.pdf>

À l'échelle nationale, cette volonté de la Bolivie de se conformer aux normes internationales va se matérialiser par l'incorporation de nombreuses normes dominantes dans la législation et les pratiques de cet État. En témoignent les exemples majeurs ci-dessous :

- La ratification de la Bolivie en 1990 à la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE) va précéder la promulgation à l'échelle interne d'un Code des mineurs en 1992. Cette législation bolivienne s'inspirera de cette convention internationale en considérant notamment les enfants comme des sujets de droit.
- Le 27 octobre 1999, la présidence du conservateur Hugo Banzer Suárez va approuver un premier Code de l'enfance et de l'adolescence. Remplaçant les précédents Codes du mineur, celui-ci devient alors la principale norme juridique promulguée en application de la CIDE. Notons qu'il fixe à quatorze ans l'âge minimum d'accès à l'emploi ; de cette manière, la Bolivie traduit en droit national la Convention no. 138 de l'OIT sur l'âge minimum d'admission à l'emploi et au travail de la manière attendue sur la scène internationale.

- La Convention no. 182 relative aux pires formes de travail des enfants, ratifiée par la Bolivie en 2003, va être suivie par l'introduction d'un plan national d'éradication du travail infantile soutenu par l'OIT.³⁴

Pour finir, on remarque qu'à mesure que la Bolivie va incorporer les normes internationales de droits humains dans la législation nationale, la perception des élites locales et de la société à l'égard de ses enfants va changer. En effet, tel que décrit par Tessier (2005), on assiste d'un côté à un renforcement de la normalisation des comportements des jeunes qui répondent à l'attente de la société internationale (soit des jeunes qui poursuivent leur scolarité et qui ne travaillent pas). D'un autre côté, les discours tenus par les dirigeants boliviens et les projets de loi successifs vont participer à la construction d'une problématisation du travail infantile. Initialement, cette problématisation va être au regard d'une préoccupation sécuritaire : on assimile le comportement des enfants travailleurs à de la délinquance. En effet, le recours par certains enfants travailleurs à des activités illicites pour survivre ou pour aider leur famille à subvenir à leurs besoins va être considéré comme une entrave à l'ordre public et à la sécurité. À ce titre, les médias locaux vont jouer un rôle majeur dans la construction de la stigmatisation à l'égard des enfants travailleurs. En insistant sur le comportement déviant de ces individus qu'ils présentent aux yeux du monde comme étant des « épouvantails » (Tessier 2005, 16), le sentiment d'insécurité face à ces enfants travailleurs va gagner la société bolivienne. Progressivement, c'est également sous l'angle de l'ordre moral au regard de la place que l'enfant doit occuper selon les normes internationales (normes dominantes) que le comportement des enfants travailleurs va être assimilé à la déviance. En effet, les normes dominantes attachant une importance majeure au développement du jeune dans la famille et à l'école, l'enfant travailleur devient une victime de la pauvreté, car il dévie de la conception de l'enfance « idéale » prévalant sur la scène internationale. Dans les médias, on présente l'enfant travailleur à travers un prisme compassionnel comme étant une « victime pitoyable » (Tessier 2005, 16) que la

³⁴ Le ministère du Travail a notamment élaboré un plan d'action dans le secteur des mines d'or et de petite taille (Rapport de l'OIT 2004)

communauté mondiale doit parvenir à retirer du travail. « Le sauver » conviendrait à lui permettre d'aller à l'école. (Tessier 2005)

2.3. Sur le terrain : De la non-application effective des lois à la déviance de la Bolivie au phénomène de conformité

Ainsi, le Code approuvé par Hugo Banzer Suárez en 1999 — et toujours en vigueur lors du processus d'élaboration du nouveau Code —, incorpore en droit national la Convention no. 138 de l'OIT sur l'âge minimum d'admission à l'emploi.³⁵ Cependant, malgré cet alignement de la politique interne de la Bolivie sur ses engagements internationaux, un rapide regard sur les données retranscrites ci-dessous démontre qu'un non-alignement des pratiques de cet État sur les accords internationaux prévalait à cette époque. En effet, malgré l'engagement de la Bolivie en faveur de la lutte internationale pour l'éradication du travail infantile, des milliers d'enfants boliviens continuaient de travailler en dessous de l'âge requis. Conséquemment, lors du processus d'élaboration du nouveau Code, des milliers d'enfants en dessous de l'âge légal continuaient de travailler au sein de l'économie informelle et illégale. Il convient de préciser que leur statut de travailleur clandestin ne leur permettant pas d'accéder aux services de protection de l'État, ces derniers étaient les plus vulnérables face à l'exploitation au travail. En effet, plus ces jeunes exercent un emploi en dehors du cadre juridique protégé par la législation, plus les probabilités qu'ils travaillent dans des conditions à risque pour leur développement, leur santé ou bien encore pour leur vie sont élevées. (Bonnet 2001)

³⁵ Ratifiée par la Bolivie deux ans plus tôt, en 1997, la convention no. 138 de l'OIT n'avait jusqu'alors pas eu d'impact majeur sur la politique domestique bolivienne.

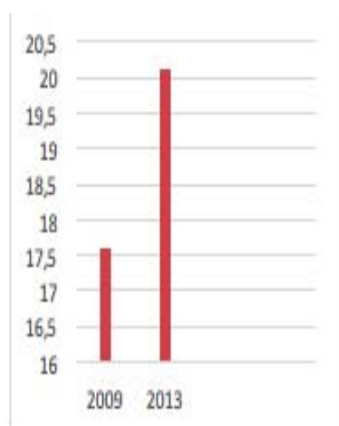
Tableau 3. Pourcentage du nombre d'enfants travailleurs par classe d'âge [7-14 ans]

Pays	année	Enfants travailleurs		
		Total % des enfants âgés de 7 à 14 ans	Travail seulement % des enfants âgés de 7 à 14 ans ayant un emploi	Travail et étude % des enfants âgés de 7 à 14 ans ayant un emploi en parallèle à leur scolarité
Bolivie	2013	20,2	7,4	92,6

Source : Banque Mondiale, 2013

Lors du processus d'élaboration du nouveau Code, 20,2 % des enfants âgés de 7 à 14 ans exerçaient une activité économique. Pourtant, la Bolivie était alors depuis plusieurs années État-partie à la Convention internationale no. 138 de l'OIT qui fixe à 14 ans l'âge d'admission générale à l'emploi et au travail des enfants dans cet État (données Banque Mondiale, 2013). En 2013, 92,6 % d'entre eux étaient scolarisés en parallèle ; on constate ainsi une diminution depuis 2009 où ils étaient estimés à 94,6 % (données OIT). En revanche, on observe dans le graphique 1 une augmentation significative du nombre d'heures que ces enfants accordent par semaine à leur activité professionnelle ; alors que la durée était estimée à 17,6 heures en 2009, la moyenne était en 2013 de 20,12 heures par semaine en 2013 (données OIT 2013).

Graphique 1. Moyenne du nombre d'heures de travail des enfants de 7 à 14 ans exerçant en Bolivie une activité économique en parallèle à leur scolarité



Source Banque Mondiale, données 2009 et 2013

Selon les données récoltées sur le site de la Banque mondiale, il existait à cette époque de profondes disparités sectorielles en Bolivie. Le tableau 4 offre à ce titre un aperçu de la situation du travail des enfants en Bolivie par secteur et par type d'activité.

Tableau 4. Aperçu du travail des enfants par secteur et par type d'activité

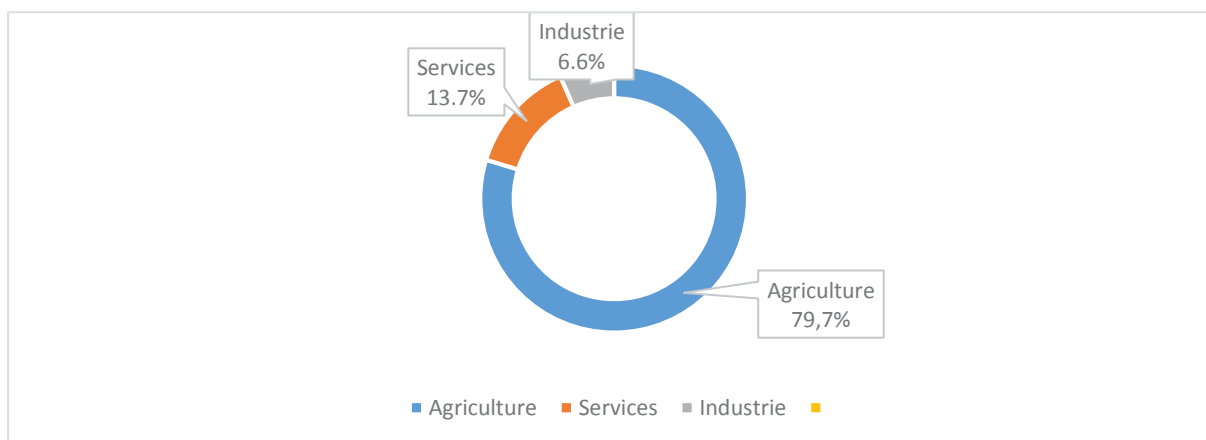
Secteur/industrie	Type d'activité
Agriculture	Planter et récolter le maïs, le coton et les arachides
	Production et récolte de noix du Brésil/châtaignes † et de canne à sucre
	Élevage
Industrie	Extraction † d'or, d'argent, d'étain et de zinc
	Construction †, y compris le levage de charges lourdes et le pelletage
	Production de briques
Services	Vente dans la rue, cirage de chaussures et assistance aux opérateurs de transport
	Travail domestique †
Les pires formes catégoriques de travail des enfants ‡	Travail forcé dans l'élevage, la production et la récolte de noix du Brésil et de canne à sucre
	Mendicité forcée et travail forcé dans les mines et les travaux domestiques
	Exploitation sexuelle commerciale, parfois liée à la traite des êtres humains
	Contraint de se livrer à des activités illicites, notamment de voler et de produire ou de transporter de la drogue

† Déterminé par la législation ou la réglementation nationale comme dangereux et, en tant que tel, pertinent au regard de l'article 3 (d) de la C. 182 du BIT.

‡ Le travail des enfants au sens des pires formes de travail des enfants au sens de l'article 3 a) à c) de la résolution 182 du BIT. Sources. : Bureau of international Labor Affairs, rapport 2016 Bolivie. URL : <https://www.dol.gov/sites/default/files/documents/ilab/Bolivia2016Report.pdf>

Lors du processus d'élaboration du nouveau Code, la primauté du secteur primaire se vérifiait nettement en Bolivie (79,7 % des enfants travailleurs de 7 à 14 ans auraient exercé dans le secteur agricole). Loin derrière, on retrouvait ensuite en 2013 les enfants dans le secteur des services (13,7 %) et dans le secteur de l'industrie (6,6 %). (Données Banque Mondiale 2013, cf. figure 4)³⁶

Figure 4. Le travail infantile par secteur en Bolivie 2013



Sources : données Banque Mondiale 2013

Enfin, selon l'aire géographique dans laquelle ils vivent et de leur genre, on remarque que les tâches exercées par les enfants et adolescents sont relativement diversifiées. En zone citadine,

³⁶ Les données numériques présentées dans cette partie sont à considérer avec précaution en raison de la difficulté à s'entendre sur la définition du « travail infantile » (par exemple, la prostitution infantile représente-t-elle un travail au même titre que vendeur ambulant ?) et de la faiblesse des instruments à quantifier ces acteurs qui travaillent généralement de manière informelle ou illégale. De plus, ces données se révèlent souvent parcellaires, biaisées ou bien encore volontairement dissimulées (pour mesurer cette difficulté et ses incidences voir le chapitre analytique de ce mémoire et Mayaux 2009). En dépit de cela, notons que les données figurant dans cette partie offrent au lecteur une vue générale sur la réalité du travail infantile en Bolivie à l'aube de l'entrée en vigueur du nouveau Code de l'enfance et de l'adolescence, soit en 2013.

ils participent essentiellement à la vie économique en tant que nettoyeurs de parebrise, cireurs de chaussures ou bien encore vendeurs ambulants en raison de la forte demande pour ces activités et de l'investissement initial peu élevé qu'elles nécessitent. On retrouve aussi ces acteurs en tant que nettoyeurs de tombes dans les cimetières, ou bien encore comme domestiques et nourrices. En zone rurale, les jeunes collaborent généralement dès leur plus jeune âge aux tâches domestiques ou communautaires et aident le plus souvent aux activités agricoles dans le cadre familial. Par ailleurs, en 2013, 92,7 % des enfants travailleurs de 7 à 14 ans auraient exercé un travail non rémunéré dans le cadre familial et seulement 1 % d'entre eux aurait exercé une activité économique en tant que travailleur indépendant (données Banque Mondiale). Parmi les enfants travailleurs, on estime aussi qu'ils seraient également 437 000 à réaliser une activité dite dangereuse, tel que l'extraction de minéraux (données OIT; Leroy 2014). Pourtant, la Bolivie s'est engagée sur la scène domestique et internationale à éradiquer en priorité les formes les plus dangereuses de travail infantile sur son territoire depuis 2003 (Convention no. 182 sur les pires formes de travail des enfants). Face à ces contradictions entre la réalité sur le terrain et les engagements de la Bolivie en matière de protection de l'enfance face au travail, le comité des droits de l'enfant va stipuler lors de son examen du rapport sur la période 2003-2007 présenté par la Bolivie en application de l'article 44 de la CIDE que :

« [...]Le Comité est profondément préoccupé par le fait que le travail des enfants est très répandu dans l'État-partie et par l'absence de politiques fondées sur les droits pour protéger les enfants et les adolescents qui travaillent. [...]» (CDE 2008 Paragraphe 59)

« Le Comité exhorte l'État-partie à renforcer les mesures de lutte contre le travail des enfants. À cet égard, il lui recommande de formuler, de manière participative, une stratégie et un plan d'action pour éliminer les pires formes du travail des enfants et pour garantir les droits des enfants qui travaillent. [...] » (CDE 2008 Paragraphe 60)

En fait, bien que la législation bolivienne relative à l'âge d'accès au travail fût alors en conformité avec la CIDE, le Comité exprima son inquiétude, car la législation du Code des

mineurs de 1999 n'était pas pleinement appliquée dans la pratique. Le Comité demanda au gouvernement de Morales, alors en plein examen de la nouvelle Constitution politique de l'État bolivien de prendre « toutes les mesures nécessaires pour garantir la pleine effectivité des lois concernant les droits de l'enfant et d'intégrer ces droits au sein de la nouvelle Constitution » (Rapport de 2008, paragraphe 8). En réponse, la Bolivie déclara initialement sa volonté de prendre des mesures en vue de combler ses lacunes en matière de protection de l'enfance (tableau 5). Pourtant, en légiférant le nouveau Code, la Bolivie va finalement suivre un autre paradigme que celui de la prohibition du travail infantile qui considère le travail infantile comme un fléau à éradiquer.

Tableau 5. Réponses de la Bolivie aux observations et recommandations du Comité concernant le troisième rapport de la Bolivie sur la période 2003-2007 (extrait)

173. La Bolivie, soucieuse d'avancer dans la mise en œuvre des dispositions de la Convention et des normes boliviennes relatives aux droits de l'enfant, s'efforce de modifier la législation et de combler les lacunes juridiques qui continuent d'empêcher une pleine application de la Convention et des politiques visant spécifiquement à protéger et à promouvoir les droits des enfants.

175. La perspective de l'élaboration d'une nouvelle Constitution politique de l'État par l'Assemblée constituante à l'issue d'un processus englobant tous les secteurs sociaux a conduit les organisations et institutions du pays à contribuer au mouvement en faveur du changement en présentant des propositions concernant les dispositions à inclure dans le texte de la Constitution. Les organisations d'enfants et d'adolescents, en particulier, ont eu la possibilité de faire valoir leurs revendications tendant à ce que les droits des enfants soient garantis par la Constitution.³⁷

176. À la suite de cette mobilisation, la section V du chapitre 3 de la nouvelle Constitution, relatif aux droits civils et politiques, se réfère aux droits des enfants, des adolescents et des jeunes.

Sources CDE 2008

³⁷ Notons que si la Bolivie présente ici de manière positive le fait d'avoir invité les organisations d'enfants et d'adolescents à participer au processus d'élaboration de la nouvelle Constitution politique de l'État bolivien, il s'agit dans les faits d'un processus plus complexe qui sera développé dans la prochaine sous-partie de ce chapitre.

2.4. Le nouveau Code : un exemple de conformité déviante aux normes

Contre toute attente, la Bolivie de Morales décida d'élargir en 2014 le cadre juridique légal dans lequel s'exerce le travail infantile sur son territoire. En permettant désormais aux enfants de travailler à leur propre compte dès l'âge de dix ans et pour une tierce personne dès l'âge de douze ans, la Bolivie va ainsi à contre-courant de la normativité internationale et de ses engagements internationaux. Conséquemment, comme mis en évidence dans le tableau 6 présenté ci-dessous, le nouveau Code de l'enfance et de l'adolescence ne s'aligne plus complètement sur les lois et réglementations internationales relatives au travail infantile (cf ligne 1. Âge minimum d'accès au travail).

Tableau 6. Lois et normes relatives aux droits de l'enfant

Norme	Alignement de la politique interne sur les normes internationales : OUI/NON	Âge	Législation
Âge minimum d'accès au travail	Non	14	Article 8 et 58 de la Loi générale du travail ; Article 129 du Code de l'enfance et de l'adolescence (31,32)
Âge minimum pour les travaux dangereux	Oui	18	Article 58 et 59 de la Loi générale du travail ; Article 5 et 136 du Code de l'enfance et de l'adolescence (31,32)
Interdiction du travail forcé	Oui		Article 15, 46 et 61 de la Constitution ; Article 291 du Code pénal ; Article 34 de la Loi générale contre la traite des êtres humains et le trafic d'humains (33,35)
Interdiction du travail forcé	Oui		Article 15 et 61 de la Constitution ; Article 34 de la Loi générale contre la traite des êtres humains et sur le trafic illicite d'humain
Interdiction de la traite des enfants	oui		Article 15 de la constitution ; Article 34 de la Loi générale contre la traite des êtres humains et sur le trafic illicite d'humains
Interdiction du commerce sexuel exploitant des enfants	Oui		Articles 34-35 de la Loi générale contre la traite des êtres humains et sur le trafic illicite d'humains (35)
Interdiction d'utiliser des enfants dans des activités illégales	oui		Article 56 de la loi sur la coca et sur les substances contrôlées
Âge minimum pour le recrutement militaire			
Recrutement obligatoire effectué par l'État	Non	17	Article 108 et 249 de la Constitution ; Article 1 du Décret suprême no.1875 ; article 1 du Décret suprême no. 21479 (33, 37, 38)
	oui	16*	Article 1-2 des Directives générales du recrutement prémilitaire, article 2 et 7 de Loi sur le service militaire national (39,40)
Recrutement volontaire			
Âge de la scolarité obligatoire	Oui	17 ‡	Article 81 de la Constitution ; article 1,8-9 et 11-14 de la Loi sur l'éducation d'Avelino Siñani-Elizardo Pérez(33,41)
Éducation publique gratuite	Oui		Article 17 et 81 de la Constitution ; Article 1 de la Loi sur l'éducation d'Avelino Siñani-Elizardo Pérez(33,41) ; article 115 du Code de l'enfance et de l'adolescence (32, 33, 41)

*L'âge minimum pour combattre est de 18 ans selon l'article 36 de la Loi sur le service militaire national (39)

‡ Âge calculé selon les informations disponibles.

Sources : Bureau of international Labor Affairs, rapport 2016 Bolivie.

En parallèle à cet élargissement des conditions d'entrée, ce nouveau Code met également en avant des mesures visant à garantir le respect des droits des enfants sur leur lieu de travail. Celles-ci vont être accompagnées de promesses du gouvernement visant à renforcer la surveillance en vue d'éliminer l'exploitation des enfants sur leur lieu de travail et le travail forcé des enfants. Néanmoins, ces mesures ne vont pas convaincre sur la scène internationale. À l'instar de Human Rights Watch (HRW) et Anti-Slavery International (ASI), différentes OING vont notamment condamner l'article 129 du nouveau Code bolivien qui permet l'élargissement des conditions d'accès au travail et à l'emploi en dessous de l'âge jusqu'alors requis. Le Parlement européen aurait envisagé d'imposer des sanctions économiques à la Bolivie (Strak 2015, 35-49). Pour sa part, le Comité d'experts de l'OIT va publier différentes déclarations qui stipulent que la nouvelle législation bolivienne n'est pas conforme avec les engagements internationaux de cet État. Le comité de l'OIT va par exemple faire la déclaration suivante en juin 2015 :

*« La commission **déplore vivement** les récentes modifications apportées à l'article 129 du Code de l'enfance et de l'adolescence, qui autorise l'autorité compétente à approuver le travail d'enfants et d'adolescents âgés de 10 à 14 ans dans des activités indépendantes et le travail d'enfants et d'adolescents âgés de 12 à 14 ans pour une tierce partie. La commission souligne que l'objectif de la convention est d'éliminer le travail des enfants et qu'elle autorise et encourage le relèvement de l'âge minimum, mais pas son abaissement une fois qu'il a été fixé. La commission rappelle que l'État plurinational de Bolivie a fixé un âge minimum de 14 ans lorsqu'il a ratifié la convention, et que la dérogation à l'âge minimum d'admission à l'emploi aux termes de l'article 129 du Code de l'enfance et de l'adolescence n'est pas conforme avec cette disposition de la convention. (...) **La commission prie par conséquent instamment et fermement le gouvernement de prendre des mesures immédiates pour s'assurer qu'est amendé l'article 129 du Code de l'enfance et de l'adolescence du 17 juillet 2014 fixant l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail, y compris le travail pour son propre compte, afin de mettre cet âge en conformité avec celui spécifié au moment de la ratification et avec les prescriptions de la convention, soit au minimum 14 ans.** » (OIT, CEACR, 2015).*

Pour conclure, il est ici majeur de préciser que le gouvernement bolivien a fait le choix d'adopter le nouveau Code en sachant que celui-ci contrevenait à ses engagements

internationaux. Anticipant les réactions négatives que ce Code susciterait sur la scène internationale, le vice-président Álvaro García Linera l'annonça en justifiant notamment la décision de la Bolivie de la manière suivante : « il aurait été facile de promulguer une loi conforme aux obligations énoncées dans les accords internationaux, mais celle-ci n'aurait pas été respectée » parce que la réalité présente d'autres caractéristiques et d'autres besoins » qui sont maintenant reflétés dans cette loi » (Vicepresidencia del Estado Plurinacional de Bolivia, 2014). Ainsi, la décision de la Bolivie de ne plus incorporer en droit national la Convention no. 138 de l'OIT sur l'âge minimum d'admission à l'emploi de la manière conventionnelle m'amène à me poser la question ci-dessous. *Pourquoi la Bolivie a-t-elle modifié sa législation de manière à ne plus intégrer pleinement ses engagements internationaux dans sa législation interne, alors qu'elle avait conscience que cela nuirait à sa réputation sur la scène internationale ?*

2.5. Comment expliquer qu'un État ne respecte pas (ou plus) ses engagements internationaux ?

Pour expliquer les motivations de certains États qui décident, à un moment précis de leur histoire, d'aller à l'encontre de leurs engagements internationaux à l'échelle nationale, différentes hypothèses ont été formulées dans la littérature.

Des auteurs tels que Cole (2015) avancent l'hypothèse selon laquelle certains gouvernements ratifient parfois des traités mais n'ont pas la capacité de s'y conformer. Toutefois cette hypothèse ne permet pas de comprendre notre cas à l'étude. En effet, lors du processus d'élaboration du nouveau code la législation bolivienne alors en vigueur était conforme à la convention no. 138 de l'OIT. Ce faisant, il semble peu probable que le gouvernement bolivien n'ait pas eu la capacité de continuer de s'y conformer dans le nouveau Code si l'on se réfère la notion de dépendance au sentier (*path dependence*) développée par Pierson (2000). En effet, selon cette notion, une fois traduite en droit interne, les normes deviennent de plus en plus puissantes à mesure qu'elles acquièrent une forte solidité et encouragent des modes de pensée

et d'action des citoyens. En ce sens, la déviance au phénomène de conformité aux normes est facile au départ, mais peut-être très difficilement envisageable à mesure que le temps passe, car les normes se solidifient à mesure qu'elles structurent les règles juridiques internes. Ainsi, le passage du temps en tant que tel rend plus contraignante la déviance aux normes internationales de droits humains : Plus le temps passe, plus il devient coûteux (voire impossible) de revenir sur les options institutionnelles passées. De surcroît, arrêter de se conformer aux règles et aux normes internationales de droits humains ratifiées précédemment en décidant de traduire différemment ses engagements internationaux peut finalement s'accompagner d'un coût politique très important (sur la scène nationale et auprès de la communauté internationale).

Parallèlement, il semble aussi difficile d'affirmer ici que la Bolivie, à l'instar d'autres gouvernements, ait ratifié ce traité international relatif à l'âge d'admission à l'emploi et au travail sans avoir l'intention de s'y conformer. En effet, cette hypothèse avancée par Simmons (2009) se heurte avec le cas bolivien, car les engagements internationaux pris auprès de l'OIT par cet État ont été conclus avant l'entrée en fonction du gouvernement d'Evo Morales. Ce faisant, la sincérité de l'État lors de la ratification des conventions ne représente pas vraiment une variable majeure pour expliquer la décision d'Evo Morales de dévier de ses engagements internationaux. Enfin, la décision du gouvernement d'Evo Morales de dévier de ses engagements internationaux ne peut pas s'expliquer uniquement par la volonté de celui-ci de marquer une rupture avec les normes internationales ratifiées par les gouvernements précédents. En effet, je démontrerai plus loin que le gouvernement de Morales n'a pas entrepris ce changement de sa propre volonté. Initialement, ce gouvernement continué sur la même lignée que ces prédécesseurs en niant les demandes internes provenant des acteurs qui ne soutenaient pas la traduction attendue de la convention no.138 de l'OIT en droit interne.

En somme, ces deux explications généralement avancées dans la littérature en science politique ne nous permettent pas de comprendre la décision de l'État bolivien de ne plus intégrer pleinement ses engagements internationaux dans sa législation interne.

Par ailleurs, étudié à l'échelle de la politique internationale, le cas de la déviance de la Bolivie à la convention no. 138 de l'OIT peut sembler surprenant compte tenu de la forte dépendance financière et économique de cet État aux institutions internationales. En effet, la Bolivie voit depuis plusieurs décennies sa politique interne, dont celle relative à la protection de

l'enfance, soumise à d'importantes pressions extérieures et à des crédits conditionnés. Or, cette dépendance économique et financière est extrêmement liée à une forte dépendance idéologique et morale, exercée essentiellement par les grandes puissances occidentales qui dominent le système international. Ce faisant, ce pays receveur reçoit généralement une aide-externe qui est souvent conditionnée au respect de critères ou de normes de bonne gouvernance ou bien encore politique ; un non-respect de ces derniers pourrait inciter les donateurs à bloquer tout transfert financier ou économique vers cet État. Ainsi, concernant l'âge d'admission à l'emploi et au travail, l'influence financière et surtout idéologique exercée « de haut en bas » par la communauté internationale aurait dû amener la Bolivie à respecter ses engagements internationaux. En somme, la Bolivie aurait dû renoncer à élargir les conditions d'entrée sur le marché de l'emploi sur son territoire. Conséquemment, l'influence du contexte international sur cet État latino-américain aux faibles ressources économiques ne nous permet pas de comprendre la déviance de la Bolivie à ses engagements internationaux. C'est pourquoi j'énonce l'hypothèse théorique selon laquelle il est essentiel d'introduire la politique intérieure comme variable majeure pour comprendre ces cas à l'étude. En effet, je soutiens qu'il ne faut pas occulter son influence sur la législation nationale. Je propose ainsi de prendre en compte dans le prochain chapitre l'influence de la société civile organisée dans le processus d'incorporation des normes internationales de droits humains dans la législation bolivienne.

Chapitre 3 : De la conformité à la déviance : une société civile influente ?

3.1. Présentation

L'objectif analytique de ce mémoire est d'approfondir la connaissance scientifique sur ces États qui ne se conforment plus entièrement à une norme internationale à laquelle ils ont précédemment souscrit. Pour y parvenir, je propose d'étudier l'influence des mouvements de la société civile organisée sur la décision du gouvernement de Morales de ne plus faire concorder sa législation interne avec la convention no. 138 de l'OIT.

Ce présent chapitre s'articulera de la manière suivante : d'abord, je démontrerai qu'une multitude de groupes de la société civile organisée aux intérêts divergents ont été impliqués, à des degrés divers, dans le processus d'élaboration du nouveau Code. Pour commencer, je présenterai brièvement les groupes d'acteurs qui ont soutenu la traduction conventionnelle de la convention no. 138 de l'OIT en droit interne dans ce débat. Je m'intéresserai ensuite à ceux qui ont été farouchement hostiles à l'incorporation de cette norme dominante en droit interne. Cela me permettra de démontrer que la société civile ne constitue pas un groupe homogène qui favorise toujours l'incorporation du droit international à l'échelle nationale. Enfin, je me questionnerai sur la position des dirigeants nationaux face aux revendications hétérogènes portées par ces groupes antagoniques.

Je m'intéresserai ensuite dans la seconde partie de ce chapitre au cas de l'Union des enfants et des adolescents travailleurs boliviens (Unatsbo). Je commencerai par une présentation de ce mouvement de NATs. Je privilégierai alors le recours à la méthode du process-tracing pour déterminer la direction de la relation entre l'Unatsbo et le gouvernement de Morales. Je porterai ensuite mon attention sur le degré d'influence de l'Unatsbo dans le processus qui mena l'État bolivien à s'éloigner des recommandations de l'OIT. J'utiliserai à cet effet le process-tracing pour dégager, tout au long du processus analytique, les canaux précis de

l'influence de l'Unatsbo sur les décisions prises par le gouvernement bolivien lors du processus d'élaboration du nouveau Code.

Enfin, je vérifierai dans une dernière partie l'explication théorique suivante : les tensions entre les mouvements antagoniques de la société civile organisée et l'absence d'influence des acteurs la société civile pro-OIT ont favorisé l'adhésion de la Bolivie aux demandes portées par l'Unatsbo. Pour confirmer ou infirmer sa validité, j'analyserai grâce au process-tracing si les mécanismes causaux présentés dans cette explication théorique se vérifient.

3.2. Une société civile organisée aux intérêts très hétérogènes

Les mouvements de la société civile organisée représentent des acteurs incontournables dans notre discussion. Ils représentent des acteurs internes majeurs, notamment susceptibles d'influencer la ratification de normes internationales de droits humains; leur incorporation en droit national ; ou bien encore leur effectivité concrète sur le terrain. Toutefois, le présupposé implicite selon lequel la société civile constitue un groupe homogène qui favorise toujours l'incorporation du droit international à l'échelle interne pour la compréhension des droits humains offre ici une vision restrictive de l'influence de la société civile organisée. C'est pourquoi je reconnais plutôt ci-dessous que la société civile organisée représente en fait un groupe aux intérêts et aux revendications très hétérogènes, voire parfois diamétralement opposés. Dans le cadre de cette analyse, je présenterai premièrement les groupes d'acteurs qui ont soutenu la traduction conventionnelle de la convention no. 138 de l'OIT en droit interne (3.1.1). Ensuite, je m'intéresserai aux mouvements qui, à l'inverse, se sont montrés farouchement hostiles à l'incorporation de cette norme dominante en droit interne (3.1.2). Enfin, je m'interrogerai sur l'évolution de la position des dirigeants nationaux, en amont puis lors du processus d'élaboration du nouveau Code, face aux tensions entre ces groupes antagoniques de la société civile organisée (3.1.3).

3.2.1. Des organisations de la société civile soutenues par la communauté internationale...

D'un côté, l'OIT peut compter en Bolivie sur différents alliés dans la lutte pour l'éradication du travail infantile. Cette institution bénéficie historiquement du soutien des syndicats de travailleurs adultes et des groupes de défense des droits humains. À l'échelle interne, ces derniers cherchent à contraindre leur gouvernement à respecter l'âge minimum d'accès à l'emploi et au travail conclu sur la scène internationale pour des raisons essentiellement morales et économiques. Enfin, différentes organisations de la société bolivienne — souvent financées par des fonds internationaux — vont adopter ces dernières années une position analogue à celle de l'OIT. À l'échelle locale, celles-ci s'organisent pour que leur gouvernement prenne des mesures en vue de se conformer aux normes de droits humains à vocation universelle diffusées par cette institution internationale. Sur le terrain, elles cherchent à renforcer la pression internationale à l'échelle nationale en soumettant notamment des rapports axés sur les mauvaises conditions de travail dans lesquelles exercent les enfants. Parmi ces organisations, on peut par exemple citer le Centro de Multiservicios Educativos, Fundación Desarrollo y Autogestión (CEPA) ou bien encore Gregoria Apaza. Cette dernière s'est notamment distinguée en mars 2013 en tentant de lier l'objectif de l'OIT (l'éradication du travail des enfants) au paradigme du *Vivir Bien* qui est associé au gouvernement Masiste de Morales et à la nouvelle Constitution de l'État plurinational de Bolivie (Fontana et Grugel 2015, 69). Par ailleurs, l'OIT peut aussi compter sur le soutien de différentes organisations non gouvernementales internationales qui ont des branches en Bolivie. À l'instar de l'OING Defence for children (DEI), bon nombre d'entre elles s'impliquent en effet dans des projets destinés à mettre fin au phénomène du travail des enfants. Face à la crainte d'une banalisation et d'une légitimation de la pratique du travail infantile, certaines d'entre elles iront jusqu'à qualifier dans les années 1990 de « dangereuses » les organisations de NATs qui revendiquent leur droit à un travail digne indépendamment d'un critère d'âge. (Leroy 2009)

3.2.2. ... face à des organisations de la société civile qui s'opposent à l'incorporation de normes de droits humains diffusées par les institutions internationales.

De l'autre côté du spectre, des mouvements de la société civile organisée rejettent l'interdiction totale et indiscriminée du travail des enfants en dehors du cadre légal établi par les conventions internationales de l'OIT. Parmi eux, les organisations d'enfants et d'adolescents travailleurs sont à la pointe de l'opposition. Les employeurs qui ont recours à la main-d'œuvre infantile et les familles soutenues par le revenu que leur procure le travail de leurs enfants affichent également généralement leur désaccord avec les discours abolitionnistes diffusés par l'OIT et ses promoteurs. Subissant directement des coûts économiques lorsque des lois qui restreignent le travail infantile sont appliquées, ces groupes d'acteurs ont notamment tendance à s'opposer à l'incorporation de la Convention no. 138 de l'OIT en droit national.

Historiquement, ce discours contre l'incorporation de la Convention no. 138 de l'OIT en droit national a émergé dans les années 1970 en Amérique latine puis en Asie et en Afrique alors que l'OIT accélérait son processus d'élaboration de traités et de conventions relatives à la protection de l'enfance face au travail. Initialement apparus au Pérou, ils vont ensuite se diffuser au sein du continent latino-américain – dont en Bolivie, avant de trouver un écho dans le reste du monde. Ainsi, ce discours contre l'incorporation de la Convention no. 138 de l'OIT a progressivement évolué à mesure que des enfants et adolescents travailleurs se sont organisés en mouvement en vue de proposer des alternatives face à l'approche dominante qu'ils estiment tant utopique que dépassée. De nos jours, on estime qu'il existe plusieurs dizaines de milliers d'enfants qui soutiennent ces discours non-abolitionniste à travers le monde. Toutefois, malgré leur tentative de s'adresser directement à l'OIT, notamment par le biais de la déclaration de Berlin (2004), ils ne sont à ce jour pas parvenus à bénéficier d'une écoute attentive de la part des institutions internationales. Las de ne pas être pris en considération sur la scène internationale, nous verrons plus loin que c'est finalement auprès de leur gouvernement national que les mouvements d'enfants et d'adolescents travailleurs boliviens vont parvenir à se faire entendre.

La réflexion des NATs s'est inscrite dans un courant initié par l'entrée en vigueur en 1989 de la convention internationale des droits de l'enfant (CIDE). En effet, celle-ci eut pour incidence de mettre de plus en plus à rude épreuve la vision de l'enfant incapable de prendre des décisions autonomes quant aux questions qui les concernent. L'essence des tensions entre les pro et anti-incorporations de la convention no. 138 de l'OIT dans la législation nationale se trouve essentiellement dans l'article 3 de la CIDE. Pour les tenants du courant abolitionniste du travail infantile, l'article 32 de la CIDE prône l'élimination du travail des enfants au sens large. Ils attribuent en ce sens à l'article 3 qui stipule que « dans toutes les décisions qui concernent les enfants (...) l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale » une simple portée déclarative. Malgré leurs divergences, les différents mouvements de NATs partagent quant-à-eux une même référence à l'article 3 de la CIDE et estiment que les implications concrètes peuvent être majeures si l'on en tire toutes les potentialités et que l'intérêt supérieur de l'enfant devient un concept sérieux. (Leroy 2009)

Dans ce contexte, parmi les groupes d'acteurs internes qui ont participé aux débats relatifs au nouveau Code, on recense en Bolivie une multitude de mouvements d'enfants et d'adolescents travailleurs (locaux, régionaux...). Tous proposent, de manière plus ou moins coordonnée, la mise en œuvre nationale de mesures alternatives déviantes de l'interprétation traditionnelle de la convention no. 138 de l'OIT. Au-delà de leurs différences de visions et de positionnement, ils partagent la conviction que la lutte pour l'éradication totale du travail infantile dans un avenir proche est utopique compte tenu des réalités structurelles et socio-économiques de la Bolivie. Considérant que s'il est bien encadré le travail de l'enfant peut représenter un apprentissage positif pour l'enfant, ces acteurs réclament le droit de l'enfant de travailler dignement. Leurs visions les amènent à axer leur combat contre les abus au travail plutôt que contre l'éradication de tout type de travail infantile. Sur le terrain, ils luttent aussi contre les pires formes de travail infantile. Au départ très marginalisés, ils bénéficient désormais du soutien d'acteurs influents qui, bien que minoritaires, offrent une certaine visibilité à ces mouvements. À ce titre, Leroy évoque notamment « des « experts », des chercheurs en sciences sociales, des ONG, des syndicats locaux et des réseaux associatifs tels l'International Working Group on Child Labour » . (Leroy 2009)

À présent que nous avons exposé les tensions et les points de divergences entre ces deux groupes d'acteurs de la société civile, on se questionnera sur la position du gouvernement bolivien dans ce débat. Ainsi, dans ce conflit ouvert entre ces groupes antagoniques de la société civile organisée, quelle va être la position des dirigeants nationaux en amont puis lors du processus d'élaboration du nouveau Code ?

3.2.3. La position des dirigeants politiques dans ce débat

Jusqu'au début des années 2000, le contexte de démocratie « pactée » n'était pas favorable à un ralliement des dirigeants politiques boliviens successifs aux revendications portées par les mouvements de NATs. En effet, tel qu'abordé précédemment, même si ces mouvements ont émergé à l'échelle locale dès les années 1980, les dirigeants successifs ont pendant des décennies continué de suivre les recommandations externes en matière de protection de l'enfance face au travail. Ainsi, la Bolivie a jusqu'à très récemment occulté, voire nié, les propositions alternatives faites par les différents mouvements de Nats. Dans ce contexte répressif pour les enfants travailleurs, les demandes en faveur d'une reconnaissance du droit de l'enfant à travailler légalement et à avoir un travail digne ne vont pas parvenir à trouver d'écho au sein de la société nationale.

Mais l'arrivée d'Evo Morales et du MAS sur l'échiquier politique va progressivement bouleverser la scène politique bolivienne dans les années 2000. Se présentant comme défenseur des communautés autochtones et des mouvements sociaux, Morales s'est positionné contre l'élite politique traditionnelle qu'il décrira comme importatrice de normes étrangères et, surtout, alliée à « l'impérialisme » américain. Jugeant qu'« en Bolivie, le modèle néolibéral ne convient

pas »³⁸, Morales va sous-entendre que l'importation de ce modèle étranger et des principes sous-jacents les normes internationales qui en découlent seraient nuisibles à la Nation en raison de leur décalage avec la réalité nationale³⁹. Dans ce contexte, il va mener dès 2006 un processus de refonte constitutionnelle avant de lancer le processus d'élaboration d'un nouveau Code de l'enfance et de l'adolescence. Or, lors de ce processus, les fortes divergences entre les groupes antagoniques de la société civile organisée vont rapidement obliger le gouvernement de Morales à prendre position dans ce débat. Comme mis en évidence par Fontana et Grugel (2016), la situation va être particulière à cette époque, car les divergences ne vont alors pas s'arrêter à la société civile ; ce débat sensible va aussi être la cause de fragmentations au plus haut sommet de l'État bolivien :

- Le ministère du Travail bolivien va largement soutenir le point de vue de l'OIT. Il va à ce titre réclamer au gouvernement de prendre des mesures en vue d'aligner sa législation sur les conventions de l'OIT relatives aux conditions d'admission de l'enfant et de l'adolescent au travail. Opposé aux demandes de l'Unatsbo, ce ministère va notamment élaborer les grandes lignes d'un plan national d'éradication du travail des enfants. Dans la même veine, un député bolivien et président du Réseau parlementaire pour l'enfance et l'adolescence fera à ce titre en août 2013 la déclaration suivante : « légaliser le travail des enfants ne fait pas sens, car il en résulterait la création d'une politique étatique basée sur la croyance que la nouvelle génération d'hommes et de femmes est formée à l'école, dans la famille et au travail, ce qui n'est pas la vision de la société que nous désirons construire. Il a également été démontré que les enfants qui travaillent ne reçoivent pas une éducation adéquate ». (Fontana et Grugel 2016)

³⁸ Morales, Evo. Discours d'inauguration prononcé le 22 janvier 2006, § 37

³⁹ Voir Sommerer, Erwan. L'extériorisation des importateurs: Rejet des modèles étrangers et gouvernance souverainiste en Bolivie. " L'étranger comme ressource politique ", Apr 2007, Rennes, France.

- L'Unatsbo, favorable à un élargissement des conditions d'accès à l'emploi et au travail, va être appuyé par des représentants gouvernementaux du Congrès, des fonctionnaires publics du ministère de l'Éducation et du Bureau de l'Ombudsman. (Fontana et Grugel 2016)

En tant que chef de l'État, Morales va initialement continuer sur la même lignée que ces prédécesseurs. Il va ainsi réprimer la contestation domestique (l'Unatsbo) et nier les oppositions internes de manière à faire concorder la législation nationale avec les engagements internationaux de cet État. Je m'intéresserai dans les prochaines parties aux facteurs internes qui ont motivé ce chef d'État à se rallier derrière les revendications de l'Unatsbo, mais aussi plus largement ce gouvernement à entrer dans une période de réévaluation de son comportement face aux Nats. Pour conclure cette partie, notons qu'une analyse idéale prendrait en considération l'évolution de l'influence de chacun des groupes de la société civile organisée⁴⁰ sur l'évolution de la position du gouvernement de Morales. Malheureusement, compte tenu de l'ampleur du travail que cela impliquerait et la difficulté à obtenir des données approfondies sur chacun d'entre eux, je ne suis pas en mesure de mener une telle recherche dans le cadre de ce mémoire de maîtrise. En connaissance de cause, je me limiterai dans la prochaine partie à l'analyse du pouvoir d'influence de l'Unatsbo qui juge l'incorporation des normes internationales comme étant non souhaitable, car nuisible aux intérêts des enfants et adolescents travailleurs (3.3.1). Je vérifierai ensuite l'influence globale des groupes d'acteurs de la société civile organisée qui veulent que leur gouvernement s'aligne sur le droit international, ainsi que les tensions potentielles entre ces deux groupes diamétralement opposés (3.3.2). Une telle analyse me permettra finalement de vérifier mon explication théorique (3.3.3).

3.3. Le cas de l'Unatsbo

⁴⁰ À savoir l'influence des syndicats de travailleurs adultes ; des groupes de défense des droits humains ; des employeurs qui ont recours à la main-d'œuvre infantile ; des familles soutenues par le revenu que leur procure le travail de leurs enfants, etc.

3.3.1. L'Unatsbo : un mouvement social incontournable

Comme abordé précédemment, pour les besoins de cette étude je me limiterai ici à l'analyse des actions entreprises par les organisations locales d'enfants et d'adolescents travailleurs boliviens regroupés à l'échelle nationale sous la bannière de l'UNATSBO (tableau 7). Ainsi, cette recherche exclue le rôle potentiel des mouvements d'enfants et d'adolescents travailleurs locaux et régionaux qui ne sont pas regroupés sous la bannière de l'Unatsbo. Ce choix s'explique par le fait que les recherches effectuées en amont de l'écriture de ce mémoire ne m'a pas permis de démontrer que ces derniers aient joué un rôle déterminant dans le processus de d'élaboration du nouveau Code. Seul l'Unatsbo, qui représente le plus grand réseau d'organisations de NATs de Bolivie⁴¹ et l'un des plus actifs d'Amérique latine depuis le début des années 2000⁴², semble véritablement avoir joué un rôle majeur.

Se définissant comme étant « une organisation délibérative, proactive, de défense, de promotion et de planification avec des buts et des objectifs sociaux, économiques, politiques et culturels », l'Unatsbo est une organisation indépendante. Conséquemment, ce mouvement peut se permettre de suivre sa propre ligne conductrice puisqu'elle ne dépend officiellement d'aucun parti politique (statuts de l'Unatsbo). Liebel distingue deux types de luttes menées par cette organisation. Premièrement, celles ayant pour objectif immédiat d'améliorer les conditions de travail des enfants travailleurs. Deuxièmement, celles cherchant à transformer, à moyen ou long terme, l'ensemble des structures et du contexte dans lequel s'exerce le travail infantile.

Bien que la littérature sur les mouvements de NATs en tant que mouvement social n'en soit qu'à ses balbutiements, nous identifions ici l'Unatsbo comme étant un mouvement qui a une portée sociale et politique. Ce choix se justifie par le fait que les membres de cette organisation s'identifient comme faisant partie d'un mouvement social. De plus, l'Unatsbo est reconnue comme telle dans les sphères politiques et publiques boliviennes et mondiales. À l'image des mouvements sociaux traditionnels, ils luttent contre un ordre inégalitaire établi en

⁴¹ En février 2011, il comptait plus de 5 000 membres dans sept des neuf départements que compte la Bolivie (Opinion Cochabamba, 18 février 2011).

⁴² Fontana Lorenza et Jean Grugel « To Eradicate or to Legalize ? » Child Labor Debates and ILO Convention 182 in Bolivie », Global Governance 21 (2015), p.70.

proposant des alternatives. Enfin, des auteurs proches de ces mouvements (Liebel 2003 ; Cussiánovic 2006) qualifient parfois ces mouvements de mouvements sociaux, car ils les conçoivent « comme des expériences collectives pour vaincre l'exclusion et le mépris et tendre à une reconnaissance sociale des enfants et adolescents travailleurs comme sujets actifs et productifs ; et en même temps, comme des initiatives pour établir des formes de relations sociales qui se dégagent de l'individualisme dominant et de la logique compétitive » (Liebel 2003 ; Leroy 2009).

Tableau 7. Organisations locales regroupées au sein de l'Unatsbo lors du processus d'élaboration du nouveau Code

Localisation	Organisations Locales regroupées sous la bannière de l'Unatsbo
Santa Cruz	MONATSCRUZ
El Alto	CONATSDEA
Oruro	OR-NATS
Potosi	CONNATSOP
Sucre	NAYJTS
Cochabamba	ONATSCO
La Paz	UNATSPA
Tarija	UNATSTA
Llallagua	MOLDNATS

Sources: Données retranscrites du document officiel « mi fortaleza es mi trabajo » de l'Unatsbo, 2013, 66

L'Unatsbo est né à Sucre en mai 2003, lorsque huit organisations départementales d'enfants et d'adolescents travailleurs ont décidé de s'organiser selon un modèle ascendant en consolidant la fondation d'un mouvement national.

Les membres de l'Unatsbo organisent régulièrement des rencontres, élisent leurs dirigeants de manière démocratique et font des propositions en vue de promouvoir leurs causes et d'atteindre leurs objectifs de manière autonome. À leurs côtés, les adultes participent en tant

que « collaborateurs » pour les accompagner dans leurs activités. Ces adultes ne disposent en revanche pas du droit de vote et ne peuvent pas participer à toutes les réunions du mouvement. En raison de la volonté des acteurs de ces mouvements de garder leur autonomie, les adultes ne sont « ni représentants, ni dirigeants, ni tuteurs, ni propriétaires du mouvement ». ⁴³ Tels que pour les autres mouvements de NATs latino-américains, pour les membres de l'Unatsbo collaborer signifie ainsi : co-assumer, co-promouvoir, co-accompagner, co-prendre une décision, co-participer, sans substituer ni supplanter les NATs » (INFEJANT⁴⁴ 2006, 165). Selon les besoins du groupe de Nats, les collaborateurs peuvent par exemple aider dans la gestion de certaines tâches administratives ou mettre leurs expériences et compétences à profit pour « former » les NATs sur les droits de l'enfant. Ils peuvent aussi les « conseiller » sur certains sujets spécifiques. Travaillant en parallèle généralement au sein d'ONGs ou de Fondations en faveur de la protection des enfants, ces collaborateurs jouent également un rôle de relai d'informations entre les mouvements de NATs et les institutions et/ou organisations traditionnelles dirigées par les adultes. (Morsolin 2009).

À l'échelle internationale les exportateurs de normes de droits humains dominants tendent, autant que possible, de restreindre volontairement la visibilité des mouvements de NATs au minimum en ne leur faisant pas bénéficier des canaux de diffusion de l'information. Toutefois les NATs peuvent de plus en plus compter sur le réseau transnational de NATs; notamment sur le MOLACNATs (mouvement organisé des enfants et adolescents travailleurs d'Amérique latine et des Caraïbes) dans lequel s'investissent les mouvements de NATs latino-américains. L'Unatsbo bénéficie également du soutien d'un certain nombre d'OINGs. Bien que très minoritaires quantitativement en comparaison au nombre d'OING impliquées en Bolivie, Save The Children International (SCI) et certaines sections nationales de Terre des Hommes (TDH) (principalement TDH Allemagne et TDH Suisse) soutiennent activement les NATs. L'Unatsbo bénéficie à ce titre d'une relation de collaboration privilégiée avec ces acteurs

⁴³ INFEJANT- Institut de formation d'éducateurs de jeunes, d'adolescents et d'enfants travailleurs d'Amérique latine et des Caraïbes fondé par Alejandro Cussiánovich en 1998.

⁴⁴ *ibid*

transnationaux qui se matérialise notamment par des transferts financiers, un partage d'expertise, ou bien encore un soutien organisationnel. En mettant en lumière l'Unatsbo et en soutenant officiellement les revendications de ce mouvement dans leurs rapports en amont et durant le processus d'élaboration du nouveau Code, ces OIGs ont offert une couverture médiatique aux tenants du paradigme non-abolitionniste du travail infantile. À l'échelle de la Bolivie, leurs actions ont contribué à sensibiliser d'une part la société civile à la cause des NATs et, d'autre part, à persuader les décideurs gouvernementaux de prendre des mesures en leur faveur.

Pour conclure, l'Unatsbo cherche à se présenter auprès des institutions traditionnelles dirigées par les adultes comme un partenaire sérieux, préparé à représenter les intérêts des différentes organisations d'enfants travailleurs boliviens au nom desquels il s'investit dans les sphères politique et publique. Bien que les mouvements de NATs ont traditionnellement été occultés, les recherches effectuées en amont nous amènent à penser que cet acteur a joué un rôle majeur dans le débat normatif relatif à l'âge d'admission à l'emploi et au travail des enfants. La prochaine sous-partie visera ainsi à vérifier l'influence majeure de ce mouvement social dans le processus de socialisation aux normes locales et de déviance à la convention no. 138 de l'OIT qui secoua la Bolivie

3.3.2. L'Unatsbo et le processus de socialisation aux normes locales

Pour commencer, il convient de prendre en considération que le processus de socialisation aux normes locales par l'Unatsbo a commencé dans une période antérieure à celle au cœur de notre étude. En effet, déjà lors de la réforme constitutionnelle initiée par Evo Morales, les mouvements d'enfants et d'adolescents travailleurs boliviens vont élaborés des propositions dans l'objectif de les voir incluses dans la nouvelle constitution politique. L'Assemblée constituante se tenant à Sucre entre 2006 et 2009, l'Unatsbo va initialement octroyer au mouvement local NAYJTs de Sucre la charge de cette mission. Toutefois, la publication à la fin de l'été 2007 de la version préliminaire des articles relatifs au travail va conduire l'Unatsbo à organiser une réunion d'urgence à l'échelle nationale. En effet, ces

derniers vont vouloir éliminer l'article 61 du projet de la nouvelle constitution qui établissait initialement l'interdiction de « tout type de travail infantile ». Après avoir élaboré différentes propositions, c'est finalement sous la bannière de l'Unastbo que les enfants travailleurs vont se rendre à La Paz le 10 décembre 2007. Déterminés à faire modifier l'article 61 du projet de la nouvelle constitution, ils vont notamment manifester ensemble place Murillo. À cette époque, la capacité de ces mouvements à se mobiliser et à organiser une manifestation de grande ampleur va amener l'Assemblée constituante à adopter au dernier moment de la rédaction de la constitution l'article proposé par les mouvements de Nats. Cette version va ensuite être approuvée lors du référendum national le 25 janvier 2009. Conséquemment, l'article 61 de la nouvelle constitution politique de Bolivie, toujours en vigueur aujourd'hui, stipule spécifiquement que « le travail forcé et l'exploitation des enfants sont interdits. Les activités que mènent les enfants et adolescents dans le cadre familial et social sont orientées vers leur formation. Leurs droits, garanties et mécanismes institutionnels de protection seront l'objet d'une législation spéciale » (article 61). La « législation spéciale » dont il est fait mention se manifesterait quelque temps plus tard sous la forme d'un nouveau Code de l'enfance et de l'adolescence promulgué en 2014 qui, rappelons-le, est au cœur de cette recherche scientifique. Ainsi, cette première « victoire » de l'Unatsbo représente un précédent majeur pour comprendre le pouvoir d'influence de ce groupe d'acteurs de la société civile sur le processus d'élaboration du nouveau Code. Je démontrerai dans le prochain paragraphe que la réécriture de l'article 61 du projet de réforme constitutionnel de la Bolivie va en fait ouvrir un cycle de transformations majeures pour la diffusion à l'échelle locale d'un substitut aux normes internationales de droits humains relatives aux droits de l'enfant travailleur.

En effet, quelque temps après avoir réussi à faire modifier l'article 61 de la Constitution politique de l'État bolivien, les membres de l'Unatsbo vont mener un long processus de consultation, de discussions et de débats entre avril et novembre 2010. (Prestel 2008) Ce processus va aboutir le 18 février 2011 à la présentation de leurs propositions pour le nouveau Code devant la Chambre des députés. Intitulé « Mi fortaleza es mi trabajo : de las demandas a la propuesta », cet ouvrage remis aux décideurs publics nationaux comprend un intérêt double pour les membres de l'Unatsbo. Il va permettre aux enfants travailleurs boliviens de présenter

un diagnostic de leur situation qui contraste avec le « diagnostic officiel, les traités internationaux et les politiques nationales » (Mi fortaleza es mi trabajo 2010, 9). Cet ouvrage va aussi aider les NATs à faire entendre leur voix afin que la reconnaissance, la promotion et la protection de leurs droits soient prises en considération dans l'élaboration du nouveau Code. Toutefois, malgré la requête des NATs pour que leurs demandes soient prises en compte dans ce processus, leur inquiétude est devenue palpable à mesure qu'ils vont se sentir tenus à l'écart de la table des négociations. Dans ce contexte, on assiste le 8 et 9 juin 2013 à l'organisation d'un événement national de l'Unatsbo. Les adhérents de ce mouvement vont en fait se réunir et mettre en œuvre une stratégie d'intervention et de participation des NATs dans le processus d'élaboration du nouveau Code. (Pacosillo Mamani 2014) Il découlera de cette rencontre la publication d'un manifeste qui exprime leur position sur la possible approbation du projet de loi relatif au nouveau Code. (Encadré 3)

Encadré 3. Extrait du Manifeste de l'Unatsbo du 10 juin 2013

3. Le Code de l'enfant et de l'adolescent doit être en accord avec notre réalité et non pas avec la réalité des autres pays. Dans le projet de cette loi, il est dit d'éradiquer progressivement le travail des enfants, mais ce n'est pas notre réalité. Pour nous le travail est volontaire et nécessaire, c'est la vie, c'est notre gagne-pain pour manger, nous habiller, acheter notre matériel scolaire, nos transports, c'est apprendre, c'est grandir et être responsable. Cela nous aide à aider nos familles et notre pays, parce que nous générons des ressources économiques.
4. Nous sommes en faveur d'un travail digne pour les enfants et les adolescents et contre l'exploitation au travail et le travail forcé.
5. Si le travail des enfants et des adolescents est interdit, l'État nous exposera à différents dangers : la violence, l'exploitation au travail et nous ne voulons pas être clandestins et être cachés. Nous ne voulons pas que nos droits continuent d'être violés, nous voulons être reconnus comme des enfants et adolescents travailleurs. Nous sommes citoyens, nous sommes ici. Nous existons !
7. En tant que protagonistes et acteurs sociaux, nous souhaitons participer à l'élaboration des lois normatives (Code de l'enfance et de l'adolescence, droit du travail) en ce qui concerne les enfants et les adolescents travailleurs.

Traduction libre en français d'extraits du Manifeste de l'Unatsbo écrit à La Paz le 10 juin 2013

La traduction libre des extraits proposée plus haut me permet d'évoquer plusieurs points majeurs. Premièrement, l'Unatsbo réitère ici sa volonté de voir les droits des NATs reconnus, défendus et protégés en tant qu'enfant travailleur (paragraphe 4 et 5). En tant que protagonistes et acteurs sociaux, les NATs revendiquent leur souhait de voir leur voix prise en compte dans les processus décisionnels et que leurs droits soient véritablement respectés (paragraphe 7). Deuxièmement, les NATs effectuent ici une distinction entre « leur réalité » et « la réalité des autres pays ». S'appuyant sur cette différence, ils incitent leur gouvernement non pas à traduire ses engagements internationaux de la manière traditionnellement attendue sur la scène internationale, mais plutôt d'une manière qui soit davantage en adéquation avec l'intérêt supérieur de tous les enfants boliviens. En ce sens, selon ces acteurs le fait d'interdire le travail infantile comme recommandé par les organisations internationales exposerait davantage les enfants boliviens à de plus grands dangers (décrits dans le paragraphe 5). Conséquemment ils se prononcent en faveur du droit des enfants à exercer un travail digne dans l'objectif d'offrir aux NATs une plus grande protection des droits qui découlent de leur statut d'enfants travailleurs (paragraphe 4). Enfin, notons également que la distinction qu'ils effectuent entre « la réalité nationale » et « la réalité des autres pays » trouve un écho dans le discours de Morales. En effet, celui-ci laisse entendre depuis son accession au pouvoir que les modèles importés de l'étranger ne conviennent pas à la nation bolivienne en raison de leurs décalages avec la réalité nationale bolivienne.⁴⁵

Le lendemain de la publication de cette déclaration, les représentants de l'Unatsbo vont manifester à La Paz, avant d'évoquer lors d'une conférence médiatique leurs inquiétudes et leur mécontentement face à l'absence d'intérêt des autorités compétentes à l'égard de leurs revendications. (Pacosillo Mamani 2014). Malgré ces initiatives, la Chambre des députés va approuver le 11 décembre 2013 le projet de loi no. 321 du nouveau Code. Présenté comme une avancée majeure par Héctor Arce, président de la Commission de la Constitution de la Chambre des députés, ce dernier garantissait notamment « le droit au travail des adolescents de 14 à 18 ans » et établissait des obligations envers les employeurs conformément à la loi générale du travail. Il stipulait aussi explicitement qu'il revenait aux parents le devoir de s'assurer que les

⁴⁵ Ce point a précédemment été abordé dans la **partie 3.4. La déviance de la Bolivie au phénomène de conformité aux normes internationales**

enfants travailleurs « aient accès à l'éducation, au repos, à la culture et aux loisirs » (Pacosillo Mamani 2014). Pour Héctor Arce, alors que le précédent Code se contentait d'interdire le travail infantile, ce projet de loi garantissait toutes les conditions préalables à une reconnaissance des conditions de travail des adolescents de plus de quatorze ans. (Pacosillo Mamani 2014) En effet, dans ce projet de loi les adolescents de quatorze ans et plus se voyaient notamment reconnaître le droit de pouvoir travailler « sans aucun inconvénient » et de bénéficier des mêmes avantages que les adultes en termes de sécurité sociale et de sécurité au travail et de rémunération. De plus, ce projet de loi leur offrait désormais la garantie d'un minimum d'une heure libre en journée pour se consacrer à leurs études. Mais s'il octroyait des droits aux adolescents de plus de 14 ans, les enfants travailleurs en dessous de cet âge ne se voyaient pour leur part pas pris en compte. Au contraire, ce projet de loi stipulait l'établissement d'un plan d'action pour éradiquer le travail exercé par les plus jeunes. Ainsi, en dépit des revendications menées depuis 2011 par l'Unatsbo pour que soient élargies les conditions d'accès au travail digne aux enfants en dessous de l'âge minimal de 14 ans, les propositions normatives soumises par les NATs n'ont pas été retenues dans le projet de loi no. 231 du nouveau Code. (Pacosillo Mamani 2014). Conséquemment, alors que l'on estimait en 2013 que 20,2 %⁴⁶ des boliviens âgés de 7 à 14 ans exerçaient une activité économique, c'est toute cette frange d'acteurs qui risquaient de demeurer en dehors du cadre de protection juridique du travail infantile. Ce projet de loi allait dans les faits contraindre les enfants de moins de quatorze ans à continuer à exercer une activité économique clandestinement ; sans pouvoir par conséquent bénéficier de la protection de l'État.

Autrement dit, force est de constater que les membres de l'Unatsbo ont à cette époque fait face à un déni des dirigeants gouvernementaux qui n'ont pas voulu prendre en compte leurs propositions normatives. Plutôt, l'État bolivien s'appuya sur ses engagements pris sur la scène internationale pour justifier sa décision de maintenir l'âge légal d'accès au travail à 14 ans. Face à la décision de la Bolivie de ne pas s'éloigner de ses engagements pris la scène internationale au profit d'une socialisation aux normes locales diffusées par l'Unatsbo, sept délégations de

⁴⁶ Données Banque Mondiale 2013 ; cf. tableau Tableau7. Pourcentage du nombre d'enfants travailleurs par classe d'âge [7-14 ans]

Nats⁴⁷ vont se retrouver le mercredi 18 décembre 2013 à La Paz. Ensemble, ils vont mener une marche de contestation contre le déni des autorités politiques de l'avenue Montes à la place Murillo. Dans le cortège, les enfants travailleurs vont notamment crier: « *Evo hermano pedimos tu ayuda* »⁴⁸, « *Que viva el trabajo en condiciones dignas* »⁴⁹, « *abajo los convenios de la OIT* »⁵⁰ ou encore « *los NATs unidos jamás serán vencidos* »⁵¹ (Pacosillo Mamani 2014). Mais aux alentours de midi, l'escalade de la violence va finalement culminer avec d'importantes répressions policières. En effet, les NATs se sont trouvés face à des policiers en garde à vue, armés de casques et de boucliers balistiques qui les ont empêchés d'entrer sur la place Murillo. Au moins l'un des policiers a eu recours à l'usage de gaz lacrymogène contre la centaine d'enfants travailleurs présents. Bilan de cet affrontement avec les forces de l'ordre : une trentaine de mineurs affectés par les forces de l'ordre dont un mineur évanoui et un autre blessé. Les deux enfants ont dû être transférés dans un centre médical. (Pacosillo 2014 ; Morsolin 2017, 51) Comme évoqué par Fontana et Grugel (2016), cette répression et ces abus policiers à l'égard des enfants qui revendiquaient pacifiquement pour que soient reconnus leur droit au travail va marquer un tournant majeur dans le processus d'élaboration du nouveau Code. La controverse et l'indignation que ces actions vont susciter dans la société vont conduire les dirigeants à agir. Alors que les enfants travailleurs menaçaient de faire une grève de la faim en signe de contestation, des réunions avec les représentants nationaux des organisations d'enfants et d'adolescents vont être organisées d'urgence. Le lendemain de la manifestation, une rencontre d'urgence va avoir lieu entre les NATs, la présidente de la chambre des sénateurs -Gabriela Montaña- et la députée Ana Maria Sempeterg. Lors de cette rencontre, deux accords vont être conclu :

- Premièrement, les débats concernant l'élaboration du nouveau Code vont être suspendus jusqu'au 8 janvier 2014. Les négociations reprendront ensuite à l'Assemblée législative

⁴⁷ Il s'agit des délégations de NATs d'Oruro, de Potosí, de Cochabamba, d'El Alto, de Llallagua et de Taypinat (Pacosillo Mamani 2014)

⁴⁸ « Frère Evo nous demandons ton aide ! »

⁴⁹ « Vive le travail dans des conditions dignes ! »

⁵⁰ « À bas les conventions de l'OIT ! »

⁵¹ « Les NATs unis ne seront jamais vaincus ! »

plurinationale avec deux représentants par départements et 8 dirigeants nationaux, avec un maximum de 30 représentants d'enfants et d'adolescents.

- Deuxièmement, jusqu'à la tenue de la prochaine réunion tous les moyens de pression vont être suspendus de la part des membres de l'Unatsbo ; Le non-respect de cet accord deviendrait un motif suffisant de suspension de ladite réunion. (Voir *Acta de acuerdos* du 19 décembre 2013).

Parallèlement, le bureau de la présidence va rapidement critiquer la répression policière à l'égard des enfants travailleurs et organiser une rencontre avec les dirigeants de l'Unatsbo. Celle-ci aura lieu le 23 décembre 2013, soit en des temps de célébration de fêtes de fin d'année. Lors de cette réunion, Les représentants nationaux des NATs de l'Unatsbo vont pouvoir exposer leur quotidien en tant qu'acteurs économiques non reconnus et leurs inquiétudes quant au nouveau Code. À la suite de cette réunion, le président Evo Morales va rendre officiellement publique sa position sur le travail infantile. Évoquant son propre passé d'enfant travailleur, il va déclarer recommander de protéger le travail des enfants en soutenant que l'interdiction du travail infantile contribuerait en Bolivie à renforcer le marché commercial clandestin; ce qui serait pire selon le chef d'État. (Morsolin 2017, 30). En ce sens, les discours de Morales contreviennent dès lors à ses engagements internationaux pour se rapprocher des propositions normatives endogènes diffusées par les NATs boliviens. (Otis 2014) En décidant de s'engager officiellement pour la cause des NATs, il est intéressant de constater que cela va avoir pour conséquence directe d'accroître la fragmentation au sein de l'État autour de la question de la légalisation ou de l'éradication du travail infantile. Dès lors, la position du président bolivien va s'opposer fortement à celle du ministère du Travail qui prône l'éradication du travail infantile (tel que préconisé par l'OIT) et privilégie le respect des engagements internationaux de la Bolivie. (Fontana et Grugel 2016). Ainsi, on remarque à cette période un changement de comportement de la part des décideurs politiques et législatifs boliviens. Alors que la Bolivie prévoyait de maintenir strictement l'âge d'accès à l'emploi dans son nouveau Code, on assiste désormais à une forte fragmentation au sein de l'État. En acceptant de recevoir les représentants de l'Unatsbo et de discuter avec eux dans l'objectif de trouver un compromis, on assiste à un glissement de la part d'acteurs politiques clefs ; dont celui du Président Morales lui-même. Les acteurs législatifs et gouvernementaux vont commencer à accepter d'effectuer des concessions tactiques

à des acteurs non étatiques (soit ici aux membres de l'Unatsbo) dans l'objectif d'apaiser les critiques et les tensions domestiques. Or, en permettant la présence des représentants de l'Unatsbo dans les processus de négociation, l'État bolivien va en fait accepter de se socialiser aux normes locales diffusées par les NATs boliviens.

En effet, à la suite des premières concessions tactiques concédées aux NATs, les acteurs étatiques et législatifs vont accepter d'engager avec ces acteurs de la société civile un dialogue pleinement constructif. Ils vont en fait se conformer à leurs attentes en remettant en question la cohérence des normes internationales conventionnelles avec la réalité bolivienne. Ainsi, la Bolivie va modifier la version préliminaire de son nouveau Code de manière à démontrer sa volonté de prendre en compte les revendications locales ; quitte à s'éloigner du comportement attendu d'elle sur la scène internationale. Ainsi, alors que les jeunes de l'Unatsbo étaient insatisfaits de voir l'âge minimum d'accès à l'emploi strictement maintenu à quatorze ans dans la première version du Code, la version du texte de loi élaboré avec leur participation dispose désormais de différentes exceptions en leur faveur. Premièrement, la loi différencie différents types de travail. Le travail dit communautaire ou familial (« *actividades comunitarias familiares* ») réalisé par les enfants n'est plus soumis à une limite d'âge et ne peut être condamné tant qu'il ne représente pas une menace à la santé et à la sécurité de l'enfant. Tel qu'expliqué par Adolfo Mendoza, président de la Commission de la Constitution du Sénat, celui est désormais « considéré comme faisant partie de la formation quotidienne des enfants et il ne peut être pénalisé ». Reconnaisant le travail digne comme étant éducatif et légitime, indépendamment de l'âge de l'enfant, cette loi permet ici de répondre positivement aux revendications avancées par les NATs d'origine andine pour lesquels le travail infantile revêt traditionnellement une dimension culturelle et historique.⁵² Deuxièmement, alors que l'âge d'accès à l'emploi devait originellement être strictement maintenu à quatorze ans, tel que s'était engagée la Bolivie sur la scène internationale, cet État réévalua finalement son comportement face aux normes internationales de droits humains. La force de persuasion des acteurs d'opposition interne amena le gouvernement bolivien à se montrer davantage enclin à dévier du phénomène de conformité aux normes internationales et à adopter un comportement plus

⁵² se référer à l'article 128 du nouveau Code pour plus d'explications sur ce sujet.

cohérent avec les normes locales. Conséquemment, la Bolivie décida finalement de faire fit de ses engagements internationaux en offrant la possibilité d'élargir les conditions d'entrée au marché du travail à un âge en dessous de l'âge jusqu'alors requis (Leroy 2014). Ainsi, la nouvelle version, qui se veut plus consensuelle et en harmonie avec les besoins singuliers des enfants travailleurs sur le territoire bolivien (Leroy 2014), stipule finalement qu'« exceptionnellement, les services de défense de l'enfance pourront autoriser les enfants et adolescents de dix à quatorze ans à travailler à leur compte et les adolescents de douze à quatorze ans à travailler pour une tierce personne, à la condition que cette activité ne nuise pas à leur droit à l'éducation et qu'elle ne soit pas dangereuse » (Nouveau Code, article 129). Tel que défendu par le Sénat, ce changement normatif vise à garantir aux enfants « le droit d'être protégé par l'État, contre l'exploitation économique et contre le développement de toute activité ou travail qui puisse compromettre leur éducation ou leur développement normal » . (cf. Garcia Linera, discours juillet 2014). Approuvé par le Sénat, puis accepté par la Chambre des députés, le projet de loi incluant les demandes des enfants et des adolescents travailleurs va finalement être promulgué par le vice-président Álvaro García Linera le 17 juillet 2014.

Pour conclure, l'État bolivien s'était engagé initialement à prendre des mesures législatives en vue de criminaliser le travail des enfants s'exerçant en dessous de l'âge recommandé par l'OIT dans la convention no. 138. Conséquemment, j'ai cherché à mettre en évidence dans cette sous-partie le rôle majeur joué par l'Unatsbo sur la décision de la Bolivie de dévier de ses engagements internationaux lors du processus d'élaboration du nouveau Code. Il résulte de mon analyse que, face à la réalité sur le terrain et face à la législation bolivienne qui ne répondait pas réellement aux besoins immédiats des enfants travailleurs, l'Unatsbo a profité du contexte de refonte de l'État puis du processus d'élaboration du nouveau Code bolivien initiés par le gouvernement de Morales pour socialiser ce dernier aux normes locales dont ils font la promotion. Finalement, il est à noter que ce revirement normatif s'inscrit dans le contexte plus large du second mandat d'Evo Morales (2009-2014) marqué par le divorce entre le gouvernement socialiste et sa base populaire, indienne. En effet, le conflit qui s'amorça en décembre 2010 à la suite de la mobilisation populaire contre la hausse du prix des hydrocarbures décidée par le pouvoir exécutif (le Gazolinazo (2010), avant d'atteindre son apogée lors du conflit environnemental désormais célèbre sous le nom de la « marche du TIPNIS » en 2011 qui

opposa l'État bolivien à sa propre base électorale. Ce conflit et l'intervention musclée par la police d'un millier de manifestants indiens, dont des femmes et des enfants, qui en découla, suscita l'indignation de la communauté indienne et une dégringolade de la côte de popularité de Morales. Ainsi, cette mise en contexte permet de comprendre pourquoi Morales ne pouvait pas se permettre un nouveau revers dans l'opinion publique lors de la répression policière dont vont être victimes les enfants membres de l'Unatsbo en décembre 2013 alors qu'il était en pleine course pour briguer un troisième mandat aux élections présidentielles de 2014. De ce fait, le contexte électoral et la nécessité du gouvernement de renouer avec son électorat traditionnel en faveur des revendications portées par les Nats semblent avoir facilité l'adhésion du gouvernement bolivien et de Morales aux demandes des membres de l'Unatsbo.

Toutefois je n'ai pas l'illusion de croire que par lui seul l'Unatsbo est parvenu à faire dévier le gouvernement bolivien de ses engagements internationaux. Au contraire, je souhaite démontrer dans la prochaine sous-partie mon explication théorique selon laquelle ce sont en réalité les tensions entre les deux mouvements antagoniques -pro-OIT et contre-OIT- et la faible capacité d'influence du premier groupe qui ont rendu possible l'adhésion du gouvernement bolivien et de Morales aux demandes des membres de l'Unatsbo.

3.3.3. Un environnement national favorable à la déviance de la Bolivie

Pour vérifier cette explication théorique, je procèderai ci-dessous à une analyse historique en vue de comprendre la décision du gouvernement bolivien de dévier de ses engagements internationaux lors du processus d'élaboration du nouveau Code.

Je constate à ce titre qu'initialement le gouvernement de Morales a fait preuve de passivité et de déni face aux revendications des membres de l'Unatsbo lors du processus d'élaboration du nouveau Code. Ses discours et ses actions semblent même avoir rassuré les acteurs opposés à l'élargissement des conditions d'accès à l'emploi et au travail des enfants. En effet, cette partie de la société civile ne s'est pas véritablement organisée en vue de défendre sa

position relative à l'élargissement des conditions d'accès à l'emploi et au travail des enfants ; car après tout, il allait de soi que les normes internationales constituaient les bonnes normes à suivre pour la société bolivienne. La recherche documentaire effectuée dans le cadre de ce mémoire ne m'a pas permis d'accéder à des documents susceptibles de démontrer un quelconque investissement de la part de ces acteurs pour contrer l'émergence de la capacité d'influence de l'Unatsbo. Je l'explique par le fait que ce débat semblait de prime abord désuet pour ces acteurs : depuis la fin du XXe siècle, la Bolivie avait à maintes reprises exprimé sa volonté de respecter ses engagements internationaux à ce sujet. Plus important encore, cet État avait pris diverses actions concrètes en vue de parvenir à un tel objectif à l'échelle interne par le biais de sa ratification à différents traités internationaux. À l'image de ce que l'on observe ces dernières années sur la scène internationale, ces groupes de la société civile bolivienne semblent avoir voulu orienter le débat sur les moyens d'éradiquer concrètement le travail infantile sur le terrain plutôt qu'autour de l'interprétation des normes internationales de droits humains à l'échelle de la Bolivie. Dans ce cadre, ce sont les répressions policières dont vont être victimes les membres de l'Unatsbo en décembre 2013 qui va représenter un moment charnière. L'Unatsbo va dès lors parvenir à sensibiliser la population nationale et à capter l'attention des décideurs publics — dont Morales lui-même — grâce à sa grande capacité de mobilisation. Ce mouvement va aussi profiter du fait que ses arguments vont trouver un écho dans le processus politique plus large de réappropriation des normes internationales relatives aux droits humains initié par le gouvernement de Morales. Enfin, cette coalition favorable à l'élargissement des conditions d'admission au travail des enfants va bénéficier dans ce débat du soutien des syndicats boliviens d'adultes, ce qui va tendre à éliminer l'un des acteurs traditionnellement les plus hostiles au travail infantile.

De manière surprenante, l'Unatsbo va avoir davantage recours lors du processus d'élaboration du nouveau Code à des arguments fondés sur les droits humains et sur les normes de droits internationaux relatifs aux droits de l'enfant, que les groupes pro-éradication. En effet, ces derniers semblent avoir évité de citer directement le cadre législatif international dans lequel s'inscrit le droit des enfants. Les acteurs proches de l'OIT vont plutôt privilégier des preuves empiriques pour montrer les effets néfastes du travail infantile sur le développement et l'éducation des enfants travailleurs. Ce choix stratégique peut s'expliquer par le fait qu'en

n'invoquant pas directement les normes et traités internationaux, ce groupe d'acteurs a voulu s'épargner les critiques, souvent émises par ses détracteurs et très en vogue depuis le début des années 2000, selon lesquelles la politique bolivienne serait en réalité soumise aux politiques imposées par l'Occident.

En somme, dans ce contexte, une partie de la société civile, organisée, mais sans véritable chef de file à l'échelle domestique, désirait lors du processus d'élaboration du nouveau Code un alignement de la législation bolivienne sur les engagements internationaux de cet État. D'un autre côté, l'Unatsbo, une organisation bolivienne très active, a encouragé l'introduction d'une législation favorable à l'élargissement des conditions d'accès au travail et à l'emploi pour les enfants. Plaidant pour une interprétation des conventions de l'OIT qui prendrait davantage en considération le contexte socio-économique de la Bolivie et les besoins de tous les enfants boliviens, l'Unatsbo s'est positionné contre la traduction conventionnelle des droits internationaux de l'enfant en droit interne bolivien.

Entre les deux, il y avait un gouvernement et un chef d'État qui ont dû se positionner. En tant qu'arbitre, le rôle de ces derniers était d'éviter à l'échelle nationale la confrontation directe entre ces deux groupes organisés de la société civile et entre les acteurs de la société civile et l'État. Ainsi, alors que les normes internationales semblaient historiquement constituer les *bonnes normes* à suivre pour la société bolivienne, le gouvernement d'Evo Morales va petit à petit prendre des distances avec ses engagements internationaux et avec ses promoteurs à l'échelle nationale. Il va réévaluer sa position à mesure que les membres de l'Unatsbo vont gagner en influence. Toutefois, il convient de souligner que cette remise en question ne va pas avoir pour effet immédiat une rupture de la Bolivie avec les normes internationales ratifiées précédemment. En fait, le gouvernement de Morales va initialement continuer sur la même lignée que ces prédécesseurs en réprimant la contestation domestique menée par l'Unatsbo et en niant leurs demandes internes. La réaction de cet État peut s'expliquer par le fait que dévier du phénomène de conformité aux normes internationales dominantes aurait, selon la perception des élites locales à cette époque, engendré des coûts trop importants (imposition de sanctions par la communauté internationale ; perte de réputation). Mais à mesure que l'Unatsbo va devenir capable d'inciter son gouvernement — grâce à des mesures attractives et convaincantes — et de le persuader que les coûts en cas de déviance seront faibles (faibles sanctions internationales

et internes), la Bolivie va entrer dans une période de réévaluation de son comportement. Dès lors, cet État répressif va relâcher son contrôle vis-à-vis des mouvements internes. Surtout, il va se montrer davantage enclin à dévier du processus aux normes internationales et à adopter un comportement plus cohérent avec les revendications locales exprimées par les enfants et adolescents travailleurs. En fait, ce changement de comportement peut s'expliquer par une réévaluation du calcul coût/bénéfice : à mesure que les normes locales relatives à la place de l'enfant au travail diffusées par l'Unatsbo gagne en robustesse face aux normes internationales promues à l'échelle locale par des groupes proches de l'OIT, les dirigeants boliviens vont être amenés à réévaluer leur comportement au profit d'une inclusion des normes de droits humains locales dans les instruments de politique interne. Une telle décision permet notamment à la Bolivie de s'imposer à l'échelle internationale comme chef de file des mouvements de NATs et lui assure le soutien d'une partie de son électorat traditionnel.

Pour conclure, j'ai porté ma réflexion dans cette partie sur la marginalité des acteurs de la société civile organisée traditionnellement opposés au travail infantile et sur le succès de la pression exercée par l'Unatsbo sur le gouvernement bolivien. Plus largement, ce chapitre analytique m'a permis de confirmer trois points majeurs :

1. La société civile organisée impliquée dans le débat relatif à l'incorporation de la convention no. 138 de l'OIT ne constitue pas un groupe homogène qui favorise toujours l'incorporation du droit international à l'échelle nationale. Plutôt, elle rassemble une multitude de groupes de la société civile aux intérêts et aux revendications très hétérogènes, voire diamétralement opposés. Tous cherchent à influencer les processus de décisions à l'intérieur du système.
2. Le gouvernement doit parfois changer son comportement en fonction des tensions qui se créent au sein de la société civile organisée entre les partisans et les opposants à l'incorporation de ces normes.
3. Lorsque les groupes opposés à leur incorporation sont puissants et ont plus d'influence que les groupes qui y sont favorables, ils peuvent entraver l'intégration des conventions dans la législation interne. Ici, les tensions entre les mouvements antagoniques de la société civile organisée et le pouvoir d'influence de l'Unatsbo ont

bloqué l'incorporation de la Convention no. 138 au profit de l'adhésion la Bolivie aux demandes portées par l'Unatsbo.

Chapitre final

Ce mémoire a tenté d'illustrer l'importance de prendre en considération l'influence des groupes d'acteurs d'opposition nationaux qui font pression sur leur gouvernement en faveur, ou contre, l'incorporation des normes internationales de droits humains dans la législation interne. Pour ce faire, j'ai commencé par inscrire cette étude dans la littérature scientifique sur l'incorporation des traités en droit interne et sur le phénomène de conformité aux normes de droits humains. j'ai ensuite démontré l'importance d'introduire la politique intérieure comme variable majeure pour analyser ces États qui décident de ne plus entièrement se conformer à une norme internationale de droits humains, à laquelle ils ont pourtant précédemment souscrit. En décortiquant l'influence de l'UNATSB0 et les tensions entre les mouvements antagoniques de la société civile organisée impliqués dans le processus d'élaboration du nouveau Code bolivien, ce mémoire s'est intéressé spécifiquement aux groupes d'acteurs de la société civile organisée. Présentés généralement de façon marginale dans la littérature constructiviste, j'ai finalement pu démontré que ces derniers jouent en fait un rôle majeur dans notre cas à l'étude.

Ma problématique — *« Pourquoi des États décident de modifier leur législation de manière à ne plus intégrer pleinement leurs engagements internationaux de droits humains dans leur législation interne alors qu'ils savent que cela nuira à leur réputation sur la scène internationale ? »* — m'a ainsi amené à dépasser les faiblesses des travaux qui s'inscrivent dans la lignée du modèle de la spirale des droits humains proposé par Rise, Ropp et Sikkink (1999).

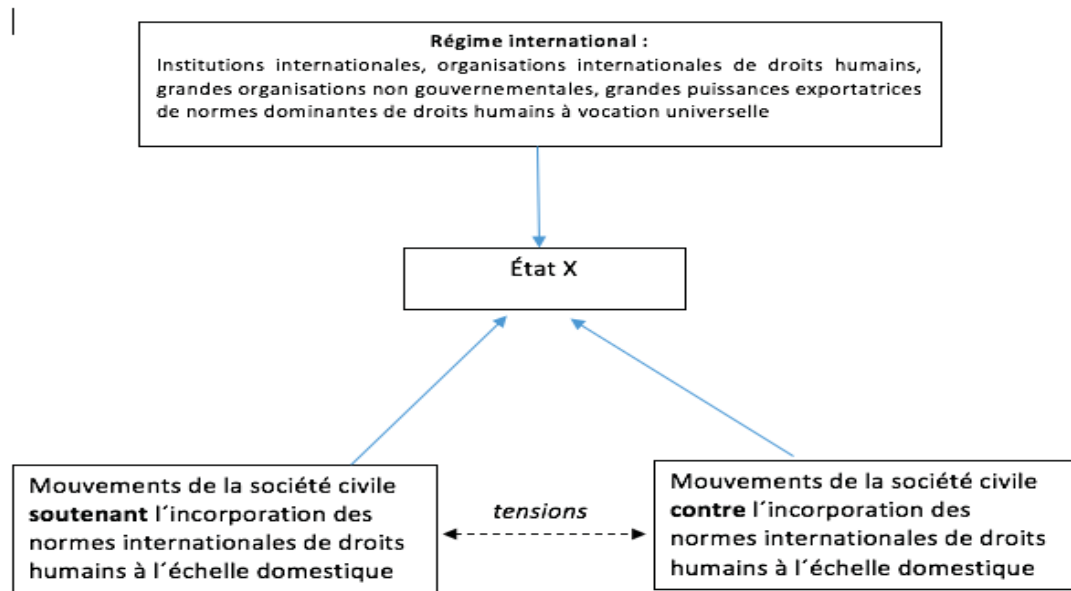
La discussion menée dans les différents chapitres semble largement confirmer le fait que les gouvernements sont influencés par deux facteurs concomitants majeurs ; à savoir la pression exercée « d'en haut » par les acteurs dominants de la sphère internationale, mais aussi par la pression exercée « d'en bas » par les mouvements de la société civile organisée aux intérêts

divergents. Laissant largement de côté la question des facteurs externes (amplement évoquée dans la littérature constructiviste), l'analyse qu'apporte ce mémoire améliore notre connaissance sur les facteurs internes qui influencent les États à dévier de leurs engagements internationaux (*blocking factors*). Présentés de façon très marginale par Risse et Ropp (1999), l'impact de ces éléments internes susceptibles d'expliquer des cas d'études où des États décideraient de transgresser les normes internationales de droit a été mis en évidence dans cette étude. En effet, l'étude proposée a mis en évidence l'influence majeure des NATs boliviens dans le processus de déviance de la Bolivie au phénomène de conformité à la convention no. 138 de l'OIT. Conséquemment, cela tend à démontrer que certains blocking factors internes sont susceptibles d'expliquer un tel phénomène.

Le chapitre analytique m'a également permis de montrer que la décision d'un État de respecter, ou non, ses engagements internationaux n'est pas forcément le résultat d'un processus de négociation et de consensus entre les différents groupes de la société civile organisée et l'État. À l'image du cas à l'étude dans cette analyse, la société civile organisée ne représente pas toujours une unité globale homogène : les groupes de la société civile peuvent avoir des revendications très hétérogènes, voire diamétralement opposées. Dans ce contexte, la décision du gouvernement de dévier de ses engagements peut-être le résultat de la difficulté d'un des mouvements internes à s'imposer dans le débat national (ici les groupes pro-OIT), combiné au succès de la pression exercée sur les décideurs politiques et législatifs de l'État ciblé par un mouvement antagonique très actif (l'Unatsbo).

Ces points étant confirmés, le modèle conceptuel illustré au chapitre 1 relatif aux pressions concurrentes auxquelles sont confrontés les États lors du processus d'incorporation des normes internationales de droits humains semble largement validé. (cf figure 5)

Figure 5. Modèle conceptuel des pressions concurrentes auxquelles sont confrontés les États lors du processus d'incorporation des normes internationales de droits humains dans la législation nationale



Un dernier aspect, évoqué en filigrane dans ce mémoire, est le calcul coût/bénéfice auquel se réfère les élites au pouvoir pour prendre la décision, ou non, de réévaluer leur comportement face aux normes internationales de droits humains. Plus la force de persuasion d'un mouvement interne opposé à l'incorporation des normes internationales dans le droit national sera forte, plus il y a de chance que les élites politiques décident de faire fit de leurs engagements internationaux. Ici, les élites au pouvoir vont privilégier l'inclusion des normes de droits humains locales diffusées par l'Unatsbo dans les instruments de politique interne, à mesure que celles-ci vont gagner en robustesse à l'échelle de la Bolivie face aux normes internationales.

Enfin, les résultats analytiques recueillis me permettent de répondre à la question de recherche qui a guidé ce mémoire : « Pourquoi la Bolivie a-t-elle modifié sa législation de manière à ne plus intégrer pleinement ses engagements internationaux dans sa législation

interne, alors qu'elle avait conscience que cela nuirait à sa réputation sur la scène internationale ? Cette étude démontre que la décision du gouvernement de Morales de ne plus traduire en droit national la Convention no. 138 de l'OIT résulte de la difficulté des acteurs de la société civile organisée traditionnellement proches de l'OIT à s'imposer dans ce débat, et du succès de la pression exercée par l'Unatsbo sur le gouvernement bolivien. Les tensions entre ces mouvements antagoniques de la société civile organisée et la difficulté des mouvements de la société civile proches de l'OIT à s'imposer ont favorisé une réévaluation du comportement de l'État bolivien favorable aux demandes de l'Unatsbo.

Par le biais de cette recherche, j'espère avoir contribué théoriquement et empiriquement à la compréhension du rôle des mouvements de la société civile de défense des droits humains dans le processus d'intégration des traités et accords internationaux à l'échelle domestique. Plusieurs questions n'ont toutefois pas pu être abordées dans cette étude, à l'instar de l'évolution sur le terrain suite à l'entrée en 2014 du nouveau Code : « l'élargissement juridique des conditions d'accès à l'emploi et au travail des enfants a-t-elle eu des effets concrets sur le terrain sur les conditions des enfants travailleurs ? Si oui, lesquels ? ». En effet, je n'ai pas pu accéder à une documentation scientifique suffisamment dense pour mesurer l'évolution de la protection des enfants face au travail sur le terrain depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code en 2014.

Pour d'éventuelles prolongations de cette étude, notons que je suis au courant de la nouvelle sentence du Tribunal constitutionnel plurinational (TCP) dans laquelle, suite à un recours juridique de Rolando Villena Villegas, alors élu Défenseur du peuple par l'Assemblée législative de l'État plurinational de Bolivie, ledit article 129 du nouveau Code a récemment été déclaré anticonstitutionnel. En effet, l'élargissement des conditions d'entrée sur le marché légal de l'emploi et du travail figurant à l'article 129 du nouveau Code fut déclaré « incompatible et contradictoire » avec la Convention 138 de l'OIT et avec la CIDE. Bien que sortant du cadre de ce mémoire, cela pourrait toutefois représenter une piste de réflexion intéressante quant à l'implication des acteurs de la société civile organisée dans le processus qui mena à ce revirement de situation.

Bibliographie

Ariès Philippe, L'enfant et la vie familiale sous l'ancien Régime. *Revue française de sociologie*, 1960, pp.486-488.

Axelrod, Robert. 1984. *The evolution of Cooperation*, New-York, Basic Books, 241 p.

Axelrod Robert et Robert O. Keohane. Achieving Cooperation under Anarchy : Strategies and Institutions. *World Politics* vol. 38, numéro 1. Octobre 1985, 226-254

Badie, Bertrand. 2002. *La diplomatie des droits de l'homme*. Paris, Fayard.

Banque mondiale. Données « enfants actifs économiquement, total (% des enfants âgés de 7 à 14 ans). En ligne, page consultée en avril 2019. URL : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.TLF.0714.ZS?locations=BO>

Banque mondiale. World development Indicators: Children at work. En ligne, page consultée en avril 2019. URL : <http://wdi.worldbank.org/table/2.6>

Bethoux, Camille. 2012. *La promotion des normes internationales des droits humains : le rôle de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH)*, Éditions des archives contemporaines, Paris.

Bolivia. 1966. Decreto ley no 7760 del 01 de Agosto de 1966. Vigencia del Código de Menores. Publicado en Gaceta oficial de Bolivia n. 308. En ligne, page consultée en avril 2019. URL : <http://www.derechoteca.com/gacetabolivia/decreto-ley-7760-del-01-agosto-1966/>

Bolivia. 1947. Decreto supremo no 732 del 26 de Febrero de 1947. Código de contravenciones para menores. Publicado en Gaceta oficial de Bolivia n. GOB-56. En ligne. Consultée en décembre 2018.

Bolivia. 1999. Decreto Supremo n. 27,443/04. Ley n.2.026. 1999. Código Niño, Niña y Adolescente. En ligne, page consultée en avril 2019. URL : http://www.sipi.siteal.iipe.unesco.org/sites/default/files/sipi_normativa/bolivia_ley_nro_2026_1999.pdf

Bonelli Regis Castelar, Armando et Ben Ross Schneider. « Pragmatism and Market Reform in Brazil », with. In José Maria Fanelli (dir.), *Understanding Market Reforms in Latin America*. London : Palgrave Macmillan, 2007.

Bonnet, Michel. 2001. « Que penser du travail des enfants ? ». *Études*, tome 394, (4), 455-464. En ligne, page consultée en avril 2019. URL : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2001-4-page-455.htm>.

Bonnet, Michel et Bernard Schlemmer. 2009. « Aperçus sur le travail des enfants », *Mondes en développement*/2 (n° 146), p. 11-25.

Bureau international du travail. « Un avenir sans travail des enfants — Rapport global sur le travail des enfants de 2002 ». Rapport global du directeur général en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail. Rapport I (B), Genève.

Casen, Cécile. « Système de partis et partis antisystèmes en Bolivie. Émergence du MIP et du MAS sur la scène politique bolivienne depuis 2000 ». *Cahiers des Amériques latines*, 46/2004, 63-72. En ligne, page consultée en avril 2019. URL : <https://journals.openedition.org/cal/7659#ftn3>

- Celek, Bozena Maria, « The international response to child labor in the developing world: why are we ineffective? ». 2004. 11 Geo. J. dans *Poverty L. and Polity* 87, 1–23.
- Checkel, Jeffrey T. Norms, Institutions, and National Identity in Contemporary Europe. *International Studies Quarterly* (1999) 43, 83-114.
- Cole, Wade M. 2015. « Mind the Gap : State Capacity and the Implementation of Human Rights Treaties ». *International Organization* 69(2°) :405-441
- Comité des droits de l'enfant. 2008. Convention relative aux droits de l'enfant, examen des rapports présentés par les États parties en application de l'article 44 de la convention devaient présenter en 2007 par la Bolivie. (CRC/C/BOL/425mars2009). En ligne, page consultée en avril 2019. URL : <http://docstore.ohchr.org/SelfServices/FilesHandler.ashx?enc=6QkG1d%2FPpRiCAqhKb7yhsvJSCkYRqRIeusSdkaJUSQE5fMqjewoiOg7IXcn1VwR2quHOGMnsFwmGbYZ6uchQ8%2Fg3FQqKWNWkD2puaqYdsY4rdNM%2BOFO0Y7Hd1iXRpqDD>
- Constitution politique de l'État plurinational de Bolivie. 2009. En ligne, page consultée en avril 2019. URL : http://www.wipo.int/wipolex/fr/text.jsp?file_id=189098
- Dabène, Olivier. 2012. *La Gauche en Amérique latine, 1998-2012*. Presses de Sciences Po.
- De Dinechin. « La réinterprétation en droit interne des conventions internationales sur les droits de l'homme. Le cas de l'intégration de la Convention des droits de l'enfant dans les droits nationaux en Amérique latine ». Droit. Université de la Sorbonne nouvelle — Paris III, 2006. Français. En ligne, page consultée en avril 2019. URL : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00089974/document>
- État plurinational de Bolivie, Assemblée législative : Code de l'enfant et de l'adolescent, loi no. 548 du 17 juillet 2014. En ligne, page consultée en avril 2019. URL : <https://www.migracion.gob.bo/upload/1548.pdf>
- Finnemore, Martha. 1996. *National Interests in International Society*. Cornell University Press, Ithaca, United States.
- Finnemore, Marta et Kathryn Sicking. 1998. "International norm dynamics and political change", *International Organization*, 52 (4) pp. 887–917.
- Fontana, Lorenza B. et Jean Grugel. « To Eradicate or to Legalize ? Child Labor Debates in ILO Convention 182 in Bolivia ». *Global Governance* 21 (2015), 61-78.
- Fontana, Lorenza B. et Jean Grugel. « ¿Un nuevo rumbo para el trabajo infantil en Bolivia ? ». CETRI. Publié le 5 septembre 2016. En ligne, page consultée en avril 2019. URL : <https://www.cetri.be/Un-nuevo-rumbo-para-el-trabajo>
- Fontana, Lorenza B. et Jean Grugel. 2016. "The Politics of Indigenous Participation Though 'Free Prior Informed Consent': Reflections from the Bolivian Case" *World Development*, vol 77, pp.249-261.
- Fontana, Lorenza B. et Jean Grugel. « Deviant and hyper-compliance: The Domestic Politics of Child Labor in Bolivia and Argentina ». *Human Rights Quarterly* 2017, 39 (3), 631–656.
- Forsythe, David P. 2000. *Human Rights in International Relations*. Cambridge University Press, pp.247
- Freeman, Michael. 2002. *Main Human rights : an interdisciplinary approach*. Cambridge, UK : Polity Press; Malden, MA : Blackwell.

- Fyfe, Alec. Le mouvement mondial contre le travail des enfants — progrès et orientations futures. Avril 2008, Genève, OIT.
- Garcia Linera, Álvaro. Discours « El Gobierno promulgó la ley 548 Código niño, niña y adolescente », le jeudi 17 juillet 2014. Site officiel du viceprésident de l'État plurinational de Bolivie. En ligne, page consultée en avril 2019.URL : <https://www.vicepresidencia.gob.bo/El-gobierno-promulgo-la-Ley-548>
- Geddes, Barbara. *Politician's Dilemma : Building State Capacity in Latin America*. CA :University of California Press Berkeley, 1996.
- George, Alexander L. and Timothy J. McKeown. 1985. « Case Studies and Theories of Organizational Decision Making », *Advances in Information Processing in Organizations*, no. 2, pp. 21-58
- Grugel Jean et Enrique Peruzzotti. The Domestic Politics of International Human Rights Law : Implementing the Convention on the Rights of the Child in Ecuador, Chile, and Argentina. *Human Rights Quarterly* 34(1) :178-198. Février 2012.
- Hataway Oona A.. 2002. *Do Human Rights Treaties Make a Difference?* Yale Law School, faculty Scholarship Series. Paper 839.
- Heyns Christof & Frans Viljoen. 2002. The Impact of the United Nations Human Rights Treaties on the Domestic Level. Brill/Nijhoff.
- Keck, Margaret et Kathryn Sikkink, 1998. *Activists Beyond Borders*. Ithaca: Cornell University Press.
- Keohane, Robert. 1984. *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Columbia University Press,
- Lamont Michèle et Patricia White. 2009. NSF Report Tackles Standards of Evaluation for Qualitative Research, National Science Foundation.
- La voix des enfants actifs. 2012. En ligne, page consultée en avril 2019.URL : <http://www.enfants-actifs.org/les-organisations-denfants-travailleurs-2/historique/>
- Leroy, Aurélie. 2009. « Contre le travail des enfants ? Un présupposé à débattre ». En ligne, page consultée en avril 2019.URL : <http://www.cetri.be/spip.php?article1101>
- Leroy, Aurélie. 2014. « Travail des enfants en Bolivie : ni angélisme, ni diabolisation ! ». Publié le 19 août 2014, CETRI. En ligne, page consultée en avril 2019.URL :: <https://www.cetri.be/Travail-des-enfants-en-Bolivie-ni-3612>
- Liebel, Manfred. Infancia y trabajo. Ifejant, Lima-Perú, 2003.
- Macleod, Alex et Dan O'Meara (dir.). 2007. *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*. Outremont : Athéna éditions, 2007.
- Mayaux, Pierre-Louis. 2009. Retracer des processus politiques en contexte de faible institutionnalisation — Usages et défis latino-américains. Working paper présenté lors du XIe congrès de l'AFSP (Grenoble, 7-9 septembre 2009) dans le cadre de la section thématique 14« L'analyse des politiques publiques existe-t-elle encore ? », session 2 « Les méthodes, une spécificité syncrétique ».
- Morales Evo. 22 janvier 2006. Discours d'inauguration. En ligne, page consultée en avril 2019.URL : www.democraciasur.com/documentos/BoliviaEvoMoralesAsuncionPres.htm

- Moreira de Carvalho, Inaia Maria. « Droits légaux et droits effectifs. Enfants, Adolescents et citoyenneté au Brésil », *Cahiers des Amériques Latines* n° 22, IHEAL, Paris, 1996.
- Moravcsik, Andrew. Taking Preferences Seriously: A Liberal Theory of International Politics, *International Organization* 51, 4, Autumn 19, 1997, Foundation and the Massachusetts Institute of Technology, pp. 513–553.
- Morsolin, Cristiano. « Protagonisme » des mouvements d'enfants travailleurs en Amérique latine. *Alternatives Sud*, 16-2009/161. En ligne, page consultée en avril 2019. URL : <https://www.cetri.be/IMG/pdf/ASud-travaildesenfants-7.pdf>
- Morsolin, Cristiano. 2017. *Trabajo infantil y políticas públicas emancipadoras en Bolivia*. Bogota. En ligne, page consultée en avril 2019. URL : <http://cipsi.it/wp-content/uploads/2017/05/PAPER-BOLIVIA-nats-mayo-2017.pdf>
- Murillo, Victoria. *Labor Unions, Partisan Coalitions, and Market Reforms in Latin America*. Cambridge University Press. Cambridge, 2001.
- Opinión. « Lanzas libro « Mi fortaleza es mi trabajo de » UNATSBO ». Cochabamba, Bolivie, publié le vendredi 18 février 2011. En ligne, page consultée en avril 2019. URL : <http://www.opinion.com.bo/opinion/articulos/2011/0218/noticias.php?id=2597&calificacion=3>
- Pacosillo Mamani, Deivid. « Los niños, niñas y adolescentes trabajadores protagonistas de la construcción del código del niño, niña adolescente de la Bolivia », La Paz, 2 de Enero del 2014. En ligne, page consultée en avril 2019. URL : <http://www.ifejant.org.pe/documentos%20portada/losni%C3%B1osbolivia.pdf>
- Piamale, Jean-Faustin. 2004. “9. Des enfants mis au travail”, dans: UNICEF éd. *L'enfant en Centrafrique*. Famille, santé, scolarité, travail. Paris, Editions Karthala. Pp.325-357
- Pierson, Paul. “Increasing Returns, Path Dependence, and the study of Politics”. *American Political Science Review*, vol. 94, numéro 2. Juin 200, pp.251-267
- Prestel, Patricia Isabel Sainz. *Changing Their Lives: the Working Children's Movement in Bolivia*. Institute of Social Studies, 2008.
- OIT. III « Conférence mondiale sur le travail des enfants — Déclaration de Brasilia. », Document final de la III Conférence mondiale sur le travail des enfants, Brasilia, 8-10 octobre 2013. En ligne, page consultée en avril 2019. URL : https://www.ilo.org/ipec/Informationresources/WCMS_IPEC_PUB_23481/lang--fr/index.htm
- OIT. Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973. En ligne, page consultée en avril 2019. URL : http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C138
- OIT. Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999. En ligne, page consultée en avril 2019. URL : http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C182
- OIT. Observation (CEACR)- adopted 2014, published 104th ILC session (2015). « Minimum Age Convention, 1973 (No. 138)-Bolivia, Plurianational State of (Ratification : 1997). En ligne, page consultée en avril 2019. URL : https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:13100:0::NO::P13100_COMMENT_ID,P13100_LANG_CODE:3186138.fr

- OIT. « Préoccupation de l'OIT concernant la nouvelle loi en Bolivie sur le travail des enfants ». Déclaration du 28 juillet 2014. En ligne. En ligne, page consultée en avril 2019.URL : http://www.ilo.org/ipe/news/WCMS_250392/lang--fr/index.htm
- Otis, John. 'Newest Legal Laborers in Bolivia: Children.' *The Wall Street Journal*, 29 octobre 2014.
- Qvortrup, Jens. 2001. *Children's schoolwork: useful and necessary*, Brood & Rozen. Tijdschrift voor de geschiedenis van sociale bewegingen, n.4, 145-161.
- Risse Thomas, Stephen Ropp et Kathryn Sikkink. 1999. *The Power of Human Rights: International Norms and Domestic Change*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Risse Thomas, Stephen Ropp et Kathryn Sikkink. 2013. *The Persistent Power of Human Rights: From Commitment to Compliance*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Save the Children—Red latinoamericana de Maestrias. Edition 2013. *Estado de la situacion de la niñez trabajadora 2010-2012*.
- Schlemmer, Bernard. « Aperçus sur le travail des enfants », *Mondes en développement* 2009/2 (n° 146), p. 11-25.
- Schlemmer, Bernard. « Le Bit, la mesure du « travail des enfants » et la question de la scolarisation ». *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, Hors-série 1, 2005, pp. 229-248. En ligne, page consultée en avril 2019.URL : <https://journals.openedition.org/cres/1978#authors>
- Schlemmer, Bernard. 2006. « Le travail des enfants, les enfants et les adolescents d'aujourd'hui en désir de travail ? Une approche enrichissante ». *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*.
- Schmitz, Hans Peter et Kathryn Sikkink. « International Human Rights », dans *The Handbook of International Relations*. Londres : Sage, 2000.
- Seccaud, Camille. « La conception de l'enfance en droit international. Illustration par les enfants travailleurs », Numéro 24.1– 2011, 1 mai 2012, *Revue québécoise de droit international*. En ligne, page consultée en avril 2019.URL : <https://www.sqdi.org/fr/la-conception-de-lenfance-en-droit-international-illustration-par-les-enfants-travailleurs/>
- Simmons, Beth. 2009. *Mobilizing for Human Rights: International Law in Domestic Politics*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Sommerer, Erwan. L'extériorisation des importateurs: Rejet des modèles étrangers et gouvernance souverainiste en Bolivie. " L'étranger comme ressource politique ", Apr 2007, Rennes, France. En ligne, page consultée en avril 2019.URL :: <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00461936/document>
- Skogly, Sigrun et Gibney Mark. 2002. Transnational Human Rights Obligations. *Human Rights Quarterly* 24, no.3, pp. 781-798
- Smolin 2.M. 2000. Strategic choices in the international campaign against child labour. *Human Rights Quarterly*, 22. 942–987.
- Steven Levitsky et Kenneth M. Roberts (eds). 2011. *The Resurgence of the Latin American Left*, Baltimore (Md.), Johns Hopkins University Press.

Tessier S. (dir.) 2005. *L'enfant des rues : contribution à une socio-anthropologie de l'enfant en grande difficulté dans l'espace urbain*, Paris, L'Harmattan, 493p.

Unión de Niños, Niñas y Adolescentes Trabajadores de Bolivia. "Mi Forteleza es mi Trabajo: de Las Demandas a la Propuesta." 2010.

U.S. Department of Labor. Rapport 2016 Bolivie. "Minimal advancement- Efforts made but continued law that delayed advancement". En ligne, page consultée en avril 2019.URL : <https://www.dol.gov/sites/default/files/documents/ilab/Bolivia2016Report.pdf>

Weyland, Kurt. *The Politics of Market Reform in Fragile Democracies: Argentina, Brazil, Peru and Venezuela*. Princeton University Press, Princeton, 2002.